

**Aider les pays
à s'adapter dans un
monde
en mutation**



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Table des matières

- 3 Introduction
- 4 Message du Président
- 8 Message des Administrateurs
- 10 Soutenir les pays durant des crises mondiales multiples
- 17 Interventions régionales
- 47 S'efforcer d'atteindre les objectifs de développement en temps de crise
- 72 Promouvoir la finance durable et les marchés financiers
- 75 Collaborer avec des partenaires sur des priorités communes
- 79 Améliorer les opérations pour un développement durable
- 83 Nos valeurs, notre personnel et nos lieux de travail
- 89 Publication des informations financières relatives au climat de la Banque mondiale
- 91 Donner une orientation à l'institution
- 92 Assurer la surveillance et la responsabilité
- 95 Déployer les ressources de manière stratégique
- 108 Une volonté de résultats

PRINCIPAUX TABLEAUX

- 101 Principaux indicateurs financiers de la BIRD, exercices 18-22
- 106 Principaux indicateurs financiers de l'IDA, exercices 18-22

Le présent rapport annuel couvre la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022. Il a été établi par les Administrateurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA) — qui, réunies, prennent le nom de Banque mondiale — conformément aux règlements respectifs de ces deux institutions. M. David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs, a soumis ce rapport ainsi que les budgets administratifs et les états financiers vérifiés au Conseil des Gouverneurs.

Les rapports annuels des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — Société financière internationale (IFI), de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) — sont publiés séparément.

Tout au long de ce rapport, le terme *Banque mondiale* et sa forme abrégée *Banque* désignent exclusivement la BIRD et l'IDA. Le terme *Groupe de la Banque mondiale* et sa forme abrégée *Groupe de la Banque* font référence aux cinq institutions. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent rapport sont en dollars courants des États-Unis. Les fonds affectés aux projets multirégionaux sont comptabilisés par pays bénéficiaire dans les tableaux et dans le texte lorsqu'il est fait référence aux répartitions régionales. Pour les répartitions sectorielles et thématiques, les fonds sont comptabilisés par opération. Les données relatives aux engagements et aux décaissements de l'exercice cadrent avec les chiffres vérifiés rapportés dans les États financiers de la BIRD et de l'IDA et dans le Rapport de gestion de l'exercice 22. Les chiffres des tableaux ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué, et la somme des pourcentages cités dans les figures n'est pas toujours égale à 100 %.

Aider les pays à obtenir des résultats en temps de crise

Face à de multiples crises qui se superposent, nous continuons de travailler avec les pays pour les aider à obtenir de bons résultats et à réaliser leurs objectifs de développement. Voici quelques résultats tirés de la dernière *Fiche de performance institutionnelle de la Banque mondiale*, qui présente des réalisations accomplies avec l'appui des activités de la Banque.

Apporter des solutions face à l'insécurité alimentaire



7,4 millions
d'agriculteurs ayant adopté de meilleures technologies agricoles



2,4 millions
d'hectares ayant bénéficié de services d'irrigation ou de drainage nouveaux ou améliorés



175 millions
de personnes ayant bénéficié de programmes de protection sociale

Protéger les personnes, préserver les emplois



49 millions
de personnes ayant bénéficié d'interventions axées sur l'emploi



376 millions
de personnes ayant bénéficié de services essentiels de santé, de nutrition et de population



5 millions
de femmes ayant bénéficié de services financiers

Renforcer la résilience



85 pays
ayant bénéficié d'un soutien pour garantir la réduction des risques liés aux catastrophes comme priorité nationale (exercice 21)



118 millions
de tonnes d'équivalent CO₂ d'émissions de gaz à effet de serre évitées par an



43 millions
de personnes ayant bénéficié d'un service d'électricité nouveau ou amélioré

Reconstruire en mieux



30 millions
de personnes ayant bénéficié d'un accès à Internet



296 millions
d'élèves ayant bénéficié d'interventions axées sur l'apprentissage direct



36 millions
de personnes ayant gagné accès à des sources d'eau améliorées

Quelques résultats rapportés par les pays clients mettant en œuvre des opérations financées par la Banque mondiale durant les exercices 19 à 21.

Pour plus d'informations et de résultats, consulter Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale à l'adresse <https://scorecard.worldbank.org/>.

La mission du Groupe de la Banque mondiale s'articule autour de deux objectifs primordiaux poursuivis suivant une approche de développement durable :

Mettre fin à l'extrême pauvreté

en abaissant le pourcentage de la population mondiale qui dispose de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre.

Promouvoir une prospérité partagée

en augmentant les revenus des 40 % les plus pauvres de la population dans chaque pays.

RESPECT

IMPACT

INTÉGRITÉ

TRAVAIL EN ÉQUIPE

INNOVATION



Introduction

Les pays du monde entier sont confrontés à de nombreux défis concomitants qui entravent — voire anéantissent — les progrès vers la réalisation de leurs objectifs de développement. Pour la première fois en plus de deux décennies, l'extrême pauvreté a augmenté dans le monde en 2020. De nombreux pays sont encore aux prises avec les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie de COVID-19, et les taux de vaccination restent faibles dans les pays les plus pauvres. L'inflation, déjà forte, a été exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, rendant les denrées alimentaires, l'énergie et d'autres produits de première nécessité plus chers, une grande partie de la charge retombant sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. De nombreux pays sont également confrontés à d'énormes vulnérabilités liées à la dette, qui pèsent sur leurs ressources destinées à résoudre des problèmes économiques et sociaux. Le changement climatique continue de poser des risques à long terme, les catastrophes naturelles et les conditions météorologiques extrêmes affectant tous les secteurs, de l'agriculture aux infrastructures. Par ailleurs, la fragilité et les conflits croissants dans le monde aggravent l'insécurité alimentaire, forcent des millions de personnes à fuir leur foyer et accentuent la détérioration des perspectives de croissance après deux années de pandémie.

La Banque mondiale intervient rapidement pour aider les pays à s'adapter à un monde en mutation tout en faisant face à ces crises. Grâce à une combinaison de données et d'analyses, de conseils stratégiques, de financements adaptés et de pouvoir de mobilisation, nous leur fournissons un appui complet. Ce concours permet aux pays d'élargir l'accès aux vaccins contre la COVID-19, de renforcer les systèmes de santé, d'améliorer la protection sociale, de faire face à la crise des apprentissages, d'œuvrer à la viabilité de la dette, de construire des infrastructures plus vertes et plus résilientes, d'investir dans des sources d'énergie plus propres et plus diversifiées, de réduire les écarts entre les sexes, de lutter contre la fragilité, les conflits et la violence, de s'adapter au changement climatique et d'atténuer ses effets.

Nos efforts sont amplifiés par un grand nombre de partenariats avec d'autres institutions multilatérales, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé. Grâce à ces collaborations, nous pouvons tirer parti de nos avantages comparatifs, échanger des connaissances et des pratiques optimales, augmenter les financements et étendre l'impact de notre action dans les zones les plus fragiles et inaccessibles. Nos partenariats ont joué un rôle crucial dans la lutte contre la pandémie et nous aident à faire face aux conséquences profondes de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, notamment une plus grande insécurité alimentaire.

Alors que les pays s'adaptent à un avenir de plus en plus difficile et incertain, nous restons déterminés à répondre à leurs besoins les plus pressants tout en les aidant à œuvrer pour un développement à long terme qui soit vert, résilient et inclusif. Notre appui vise à permettre aux pays de surmonter les effets des crises et des conflits tout en jetant les bases d'une reprise plus résiliente.

Message du Président

L'humanité fait face à des crises graves qui frappent les pays en développement, les pauvres et les personnes vulnérables, et qui aggravent les inégalités dans le monde. La forte inflation, la guerre en Ukraine, les grands déséquilibres macroéconomiques et les pénuries d'énergie, d'engrais et de denrées alimentaires ont provoqué le plus grand ralentissement économique mondial depuis 80 ans, venant s'ajouter aux nombreux décès, aux arrêts de l'activité économique et aux fermetures d'écoles dus à la pandémie de COVID-19. Les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont aujourd'hui confrontés à la flambée des prix du gaz naturel et des engrais et à la pire crise alimentaire depuis dix ans, alors qu'ils s'efforcent de répondre aux besoins de développement à long terme, notamment l'accès à une eau propre et à l'électricité, les compétences en lecture, les infrastructures de qualité et les investissements liés au climat.

Dans la lutte mondiale contre la pauvreté et pour l'amélioration des niveaux de vie, 2022 sera probablement l'une des pires années depuis des décennies. Le revenu médian réel a encore diminué dans de nombreux pays, et la perte tragique des acquis du développement observée pendant la pandémie s'est aggravée. L'édition de juin de nos *Perspectives économiques mondiales* a mis en évidence le risque de stagflation et le grave préjudice subi particulièrement par les pauvres. Les inégalités sont un facteur de déséquilibre majeur, le capital et les revenus mondiaux étant principalement alloués aux pays à revenu élevé à la faveur de leurs choix de politiques budgétaires, monétaires et réglementaires. Les inégalités devraient se creuser davantage dans les années à venir, mettant les objectifs de développement hors de portée pour beaucoup de pays.

Le Groupe de la Banque mondiale s'applique à relever ces défis avec rapidité, clarté, ampleur et impact. Nous avons engagé deux financements d'appoint consécutifs, des travaux analytiques, des activités de plaidoyer et services de conseil sur les politiques à mener par les pouvoirs publics afin de soutenir les populations, de préserver les emplois et de rétablir la croissance — d'abord, 150 milliards de dollars en riposte à la pandémie de COVID-19, et aujourd'hui une enveloppe de 170 milliards de dollars sur 15 mois en réponse à la crise alimentaire, ainsi qu'à la guerre en Ukraine et à ses retombées. Depuis le début de la pandémie jusqu'à l'exercice 22, le Groupe de la Banque mondiale a fourni plus de 14 milliards de dollars pour aider plus de 100 pays à faire face aux conséquences sanitaires de la COVID-19 et à vacciner leur population.

Au cours de l'exercice 22, la BIRD a engagé 33,1 milliards de dollars incluant un soutien à plus de 45 pays à revenu intermédiaire. Ce montant comprend 300 millions de dollars destinés à permettre à la Türkiye d'accroître les investissements du secteur privé dans l'énergie géothermique. L'IDA a engagé 37,7 milliards de dollars de dons et de prêts hautement concessionnels dans plus de 70 pays, dont 645 millions de dollars pour soutenir la résilience des systèmes alimentaires et des interventions d'urgence au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Togo. Je me félicite de l'accord conclu par les partenaires de l'IDA en décembre 2021 pour avancer d'un an la reconstitution des ressources d'IDA-20. Leurs contributions triennales record de 23,5 milliards de dollars permettront de garantir le financement de l'IDA à hauteur de 93 milliards de dollars pour les exercices 23 à 25 et d'aider les pays les plus pauvres à répondre à leurs priorités absolues — notamment l'emploi et la transformation économique, le capital humain, le recul de l'apprentissage et de l'alphabétisation, le genre, le changement climatique et les situations de fragilité, de conflits et de violence — et à progresser vers le rétablissement de la croissance.

En dépit des turbulences économiques, IFC a apporté un soutien solide au secteur privé avec des volumes d'engagements s'élevant à 32,8 milliards de dollars (y compris les ressources mobilisées auprès de partenaires) au cours de l'exercice 22, en s'appuyant sur 31,5 milliards de dollars d'investissements au cours de l'exercice 21 et en s'employant à obtenir un impact maximal. Alors que les banques réduisent le financement du commerce, IFC intervient pour

maintenir les entreprises d'import-export en activité malgré les contraintes auxquelles elles sont confrontées. Au cours de l'exercice 22, les engagements d'IFC ont atteint 9,7 milliards de dollars au titre du financement du commerce, soit le niveau le plus élevé jamais atteint ; près de 75 % de ce montant a été investi dans les pays IDA et les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence. Par exemple, *Coris Bank* au Burkina Faso a reçu un financement commercial d'IFC pour importer du riz de différents pays.

La MIGA a émis 4,9 milliards de dollars de garanties pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Ces efforts permettront à quelque 15 millions de personnes de bénéficier d'un service d'électricité nouveau ou amélioré et permettront d'accorder 1,9 milliard de dollars de prêts, notamment à des entreprises locales. La MIGA est restée concentrée sur ses priorités stratégiques, 85 % de ses projets au cours de l'exercice 22 étant consacrés aux pays en situation de fragilité, de conflit et de violence, aux pays IDA, ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

Les situations de fragilité, de conflit et de violence augmentent dans une grande partie du monde, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, au Sahel et au Yémen. En Ukraine, la guerre a entraîné la perte de vies humaines, d'habitations et de moyens de subsistance, des millions de réfugiés et la destruction d'infrastructures. Les coûts de la reconstruction se chiffrent déjà en centaines de milliards. En fin août 2022, nous avons mobilisé et facilité le transfert de 13 milliards de dollars de financement d'urgence, dont plus de 9 milliards ont déjà été décaissés en vue d'aider l'Ukraine à financer les services publics essentiels et à atténuer les conséquences humaines et économiques de la guerre. Ce montant comprend une enveloppe de 1,5 milliard de dollars de la Banque mondiale, dont 1 milliard de dollars d'aide exceptionnelle de l'IDA, pour aider à payer les salaires des fonctionnaires et des employés de l'enseignement. Le soutien du Groupe de la Banque mondiale s'étend également aux pays qui accueillent des réfugiés ukrainiens.

Avec l'augmentation des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires et l'énorme demande non satisfaite de gaz naturel en Europe, les populations et les économies des pays en développement subissent de nouvelles pressions. La flambée soudaine des prix des denrées alimentaires menace d'aggraver les tensions politiques et sociales dans de nombreux pays en développement, avec des effets dévastateurs sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, par exemple, environ 66 millions de personnes sont exposées à un risque d'urgence alimentaire ou de famine. En mai 2022, nous avons annoncé notre soutien à une solution mondiale à la crise de la sécurité alimentaire, avec un financement allant jusqu'à 30 milliards de dollars jusqu'en août 2023, dont 12 milliards de dollars pour de nouveaux projets, afin d'amortir l'effet de la hausse des prix et de stimuler la production et l'offre agricoles. Cette solution s'appuie sur l'expérience acquise lors de la dernière crise des prix des denrées alimentaires et intègre nos données et nos analyses, notamment nos perspectives des marchés des produits de base contenues dans le rapport *Commodity Markets Outlook*. Et, en juillet 2022, je me suis joint aux dirigeants du FMI et des institutions des Nations Unies pour appeler à une action urgente afin d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale en apportant un soutien rapide aux personnes vulnérables, en facilitant le commerce et les approvisionnements alimentaires internationaux, en stimulant la production et en investissant dans une agriculture résiliente face au changement climatique.

La perturbation des approvisionnements en énergie fait baisser la croissance, en particulier pour les économies tributaires des importations de carburant. La hausse des prix du gaz naturel et les pénuries mettent en péril l'approvisionnement en engrais et le rendement des cultures, déstabilisent les réseaux électriques et augmentent l'utilisation de carburants très polluants. Le monde a besoin de toute urgence d'augmenter l'offre d'énergie et d'étendre massivement l'accès à une électricité fiable dans les pays les plus pauvres. Cela nécessitera de nouveaux investissements importants dans des énergies plus propres, l'efficacité énergétique, les réseaux et le transport d'électricité. Le réalignement fondamental des sources d'énergie de



l'Europe, afin de ne plus dépendre de la Russie, nécessite une augmentation importante de la production d'électricité à partir du gaz naturel et de l'énergie hydraulique, géothermique et nucléaire, afin de fournir une charge de base à moindre intensité de carbone permettant de préserver et de développer les réseaux électriques.

Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes ne cessent d'accroître la pression sur les économies et les sociétés, en particulier dans les milieux fragiles. Le Plan d'action sur le changement climatique 2021–2025 du Groupe de la Banque mondiale vise à intégrer le climat et le développement, à déterminer et élaborer les projets à plus fort impact pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique, à augmenter les financements directs dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il permettra à la communauté internationale de fournir l'énorme flux de nouveaux financements à titre gracieux nécessaires aux biens publics mondiaux dans les pays les plus pauvres. Les outils financiers innovants tels que les obligations vertes et l'obligation pour la protection de la faune que nous avons lancée en mars 2022 — la première du genre — devront être renforcés. Le Plan d'action sur le changement climatique a également instauré un nouveau diagnostic essentiel : les rapports nationaux sur le climat et le développement. À la fin du mois de juillet 2022, nous avons publié les premiers de ces rapports pour la Türkiye, le Viet Nam et la région du G5 Sahel. Je suis également heureux qu'avec ce rapport annuel, nous introduisons une plus grande transparence dans la publication des informations financières de la Banque sur le climat.

L'une des principales conséquences des crises actuelles est l'énorme augmentation de la dette publique. Pour de nombreux pays parmi les plus pauvres, le fardeau de la dette est insoutenable ou à haut risque de l'être. Une profonde réduction de la dette sera nécessaire pour permettre de nouveaux investissements et le retour de la croissance. Nous travaillons en étroite collaboration avec le FMI et d'autres partenaires pour aider les pays à renforcer leur transparence, leur gouvernance et leur responsabilité financière, autant d'étapes essentielles à la viabilité de la dette. Nous continuons également à appeler les créanciers publics et privés à participer rapidement et pleinement aux efforts de réduction des encours de la dette. Dans le cadre des politiques actuelles des pays créanciers, les paiements de la dette prévus par les pays les plus pauvres à leurs créanciers en 2022 et 2023 dépasseront largement toute l'aide au développement disponible pour ces pays. Notre *Rapport sur le développement dans le monde 2022* examine les politiques visant à atténuer les risques financiers interconnectés et à orienter le monde vers une reprise durable et équitable.

J'ai été heureux que nombre de nos collègues reprennent le travail dans nos bureaux cette année. Nous continuons à adapter notre modèle de travail afin de protéger la santé et le bien-être du personnel tout en reconnaissant la valeur de l'interaction physique dans la production de résultats de grande qualité pour les clients et les plans de carrière. Le Groupe de travail de la Banque mondiale sur la lutte contre le racisme poursuit notre travail important consistant à combattre le racisme et la discrimination raciale au sein de notre organisation et dans les pays où nous sommes présents. Je reste déterminé à promouvoir une culture d'ouverture et de confiance et à améliorer la diversité et l'inclusion dans l'ensemble de l'organisation, notamment par le biais de notre groupe de travail sur la culture au lieu du travail.

Les crises qui touchent nos pays bénéficiaires sont profondes, mais je suis convaincu que nous pouvons faire la différence. Pour relever ces défis, nous devons nous appuyer sur l'innovation et le dévouement de notre personnel, sur la force de nos partenariats et sur l'engagement de la communauté mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale reste déterminé à aider les pays à surmonter ces difficultés et à œuvrer pour un avenir plus résilient et durable.



DAVID MALPASS

*Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs*





Message des Administrateurs

Au cours de l'exercice écoulé, nos actionnaires ont demandé au Groupe de la Banque mondiale de fournir un appui exceptionnel en riposte aux crises concomitantes de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine, en plus de son vaste portefeuille d'activités en cours. Cette demande a entraîné des niveaux de financement sans précédent de la part du Groupe de la Banque mondiale au cours de l'exercice 22, dont 70,8 milliards de dollars fournis par la BIRD et l'IDA, 32,8 milliards de dollars par IFC (y compris les ressources mobilisées auprès de partenaires) et 4,9 milliards de dollars de garanties par la MIGA.

En finançant des opérations relatives à la santé, l'achat de vaccins et d'autres initiatives, le Groupe de la Banque mondiale a aidé les pays en développement, leurs populations et leurs entreprises à continuer à faire face aux conséquences de la pandémie sur la pauvreté, les soins de santé, le développement humain et économique et le bien-être. Le Groupe de la Banque mondiale s'est aussi rapidement attaqué aux conséquences profondes d'une nouvelle crise, à savoir la guerre en Ukraine. Ses retombées sont nombreuses : au-delà des effets liés aux réfugiés, à la sécurité alimentaire et à l'énergie, le conflit a des conséquences incertaines et potentiellement durables sur les circuits commerciaux, les investissements étrangers, la confiance mondiale et les tensions financières. Ayant à l'esprit le double objectif du Groupe de la Banque mondiale consistant à réduire la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée, en mettant un accent particulier sur la promotion d'un développement vert, résilient et inclusif, le Conseil a examiné et approuvé plusieurs initiatives et programmes importants pour faire face à ces crises.

Mais les besoins sont nombreux et il est possible de faire davantage. Le Groupe de la Banque mondiale travaille avec les pays donateurs pour mobiliser un appui financier par le biais de divers canaux, notamment le Fonds pour la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies, ainsi que des garanties spéciales et des financements sous forme de dons en faveur de l'Ukraine. Le Groupe de la Banque mondiale collabore également avec les parties prenantes sur le terrain pour mettre en œuvre des programmes majeurs, tels que le Plan d'action sur le changement climatique (CCAP) du Groupe de la Banque mondiale, la Plateforme mondiale pour la santé d'IFC, le Programme de riposte rapide à la COVID-19 de la MIGA et le Programme stratégique de préparation et de riposte à la COVID-19 de la Banque mondiale, ainsi que des efforts visant à remédier aux vulnérabilités liées à la dette, à renforcer la résilience des systèmes alimentaires et à soutenir l'accès à l'énergie et à la transition énergétique. Nous continuons à insister sur la nécessité de s'attaquer aux principaux facteurs de fragilité et de pauvreté en Afghanistan, en Haïti, au Soudan, au Yémen et ailleurs, afin de développer le capital humain, de réduire les inégalités, de promouvoir l'emploi et de favoriser la reprise économique.

Compte tenu de l'immense besoin de financement, le processus de reconstitution des ressources d'IDA-20 a été avancé d'un an, et une enveloppe de refinancement de 93 milliards de



Assis (de gauche à droite) : Katharine Rechico, *Canada* ; Koen Davidse, *pays-Bas – codoyen* ; Monica E. Medina, *Pérou* ; Abdulmuhsen Saad Alkhalaf, *Arabie saoudite* ; Merza Hussain Hasan, *Koweït – doyen* ; Matteo Bugamelli, *Italie* ; Nigel Ray, *Australie* ; Lene Lind, *Norvège* ; Richard Hugh Montgomery, *Royaume-Uni* ; Rajesh Khullar, *Inde*

Debout (de gauche à droite) : Alphonse Ibi Kouagou, *Bénin* ; Katarzyna Zajdel-Kurowska, *Pologne* ; Roman Marshavin, *Fédération de Russie* ; Mohd Hassan Ahmad, *Malaisie* ; Abdelhak Bedjaoui, *Algérie* ; Takashi Miyahara, *Japon* ; Adriana Kugler, *États-Unis* ; Arnaud Buisson, *France* ; Eva Valle Maestro, *Espagne* ; Hayrettin Demircan, *Turquie* (Administrateur de la Banque et d'IFC et Administrateur suppléant de la MIGA) ; Michael Krake, *Allemagne* ; Taufila Nyamadzabo, *Botswana* ; Rivaldo Gomes, *Brésil* ; Armando Manuel, *Angola* ; Junhong Chang, *Chine*

dollars a été approuvée en décembre 2021. Ce financement, qui est le plus important jamais mobilisé en 61 ans d'existence de l'IDA, aidera les pays à faible revenu à faire face aux multiples crises actuelles et à construire un avenir plus vert, plus résilient et plus inclusif. Les pays donateurs ont également convenu d'un examen des droits de vote de l'IDA, qui a entraîné un ajustement important du cadre des droits de vote de cette institution. Cet ajustement permettra de garantir l'équité entre tous les bailleurs de fonds tout en protégeant et en renforçant le pouvoir de vote des pays bénéficiaires.

Lors des Assemblées annuelles 2021 et des Réunions de printemps 2022, le Comité du développement a invité la Banque mondiale à aider les pays à répondre à leurs besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire et de protection sociale ; à contribuer à la fabrication et au déploiement de vaccins, à investir dans les diagnostics et les traitements et à renforcer les systèmes de santé ; à continuer de soutenir la viabilité et la transparence de la dette ; à s'appuyer sur le Plan d'action sur le changement climatique pour protéger le capital naturel et la biodiversité ; à promouvoir la transition numérique ; à accroître la mobilisation des financements du secteur privé ; et, avec le FMI, à coordonner les actions et à orienter la mobilisation des pays vers une reprise économique verte, résiliente et inclusive. Il a exhorté la Banque à œuvrer à la réalisation de ces objectifs tout en restant focalisée sur la double ambition de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée tout en aidant les pays à réaliser les objectifs de développement durable.

Nous soutenons fermement les efforts notables déployés cette année par la haute direction et le personnel du Groupe de la Banque mondiale pour s'attaquer à l'injustice raciale et promouvoir une culture saine du lieu de travail, par le biais de recommandations formulées par les groupes de travail constitués de membres du personnel. Nous nous réjouissons de ces améliorations au moment où nous opérons une transition vers un modèle de travail hybride. Nous avons également eu le plaisir de nous rendre ensemble dans des pays bénéficiaires au cours de l'exercice 22 — pour la première fois depuis le début de la pandémie — et d'observer sur place l'impact de l'action du Groupe de la Banque mondiale.

Nous sommes sincèrement reconnaissants de l'engagement soutenu du personnel de toutes les institutions, y compris de nos propres équipes, envers la mission du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que son travail acharné en ces temps exceptionnels et difficiles. Nous adressons également des remerciements particuliers à l'Équipe de gestion des situations d'urgence, qui a travaillé sans relâche pour nous permettre de reprendre le travail dans nos bureaux en toute sécurité après une période prolongée de travail à domicile.

Face aux nombreuses crises actuelles, le Groupe de la Banque mondiale est prêt à aider les pays et les populations du monde entier à relever leurs défis humains et économiques et à progresser sur la voie du développement.

Soutenir les pays durant des crises mondiales multiples

Aujourd'hui, les conflits violents et les déplacements forcés sont en augmentation dans le monde entier. En peu de temps, la guerre en Ukraine a provoqué la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle a également de graves répercussions à l'échelle mondiale sur la sécurité alimentaire, les marchés de l'énergie et les cours des matières premières. Celles-ci, à leur tour, aggravent les effets de la fragilité et des conflits en Afghanistan, en Éthiopie, au Sahel, au Yémen et dans d'autres endroits du monde. Et ces faits se produisent à un moment où les pays doivent encore faire face aux revers sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'aux risques à long terme que pose le changement climatique.

La pandémie a provoqué une augmentation de la pauvreté dans le monde pour la première fois depuis plus de 20 ans. Dans de nombreux pays, les progrès accomplis dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition et de l'égalité des sexes ont été anéantis, laissant les pauvres et les personnes défavorisées encore plus à la traîne. De nombreux pays parmi les plus pauvres sont confrontés à une inflation élevée, à un nombre insuffisant d'emplois, à l'insécurité alimentaire et au coût élevé de l'adaptation au changement climatique. Et nombre d'entre eux ne peuvent accéder aux ressources dont ils ont besoin pour surmonter les crises et s'engager sur la voie de la reprise : environ 60 % des pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou courent un risque élevé de l'être. Pour aider les pays à faire face à ces crises, la Banque mondiale leur fournit des données et des analyses, des conseils stratégiques, de l'assistance technique et des financements souples, afin de répondre à leurs besoins immédiats et de soutenir une reprise et un développement verts, résilients et inclusifs.

En avril 2022, nous avons élaboré la *Riposte du Groupe de la Banque mondiale aux conséquences mondiales de la guerre en Ukraine*, une feuille de route qui examine les répercussions régionales et mondiales de la guerre et décrit les principaux paramètres de notre travail analytique et de notre appui financier pour aider les pays à faire face à la situation. En fin juin 2022, nous avons mobilisé environ 6,8 milliards de dollars pour aider l'Ukraine à limiter les nombreuses conséquences humaines et économiques de la guerre. Ce soutien inclut un financement rapide pour aider les services publics essentiels à continuer à fonctionner et pour financer les soins de santé, les retraites et les salaires des fonctionnaires. Ce concours comprend nos propres financements complétés par des dons, des garanties et des financements parallèles de nos partenaires de développement.

Mais les répercussions de la guerre vont bien au-delà de l'Ukraine. Les structures mondiales du commerce, de la production et de la consommation ont changé, ce qui a contribué à une hausse record des prix des denrées alimentaires. Nous appuyant sur l'expérience acquise lors de la crise des prix des denrées alimentaires de 2008, nous soutenons une réponse globale en matière de sécurité alimentaire, en consacrant jusqu'à 30 milliards de dollars à des projets existants et nouveaux dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition, de la protection sociale, de l'eau et de l'irrigation. Nous restons déterminés à aider les pays à accéder aux produits alimentaires dont ils ont besoin en temps de crise (*pour en savoir plus, voir page 47*).

La guerre en Ukraine a également rapidement eu un impact sur les prix de l'énergie. Les pays ont besoin d'accroître leur approvisionnement en énergie et de garantir un accès fiable, tout en réduisant leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Au cours des cinq dernières années, nous avons engagé 8,6 milliards de dollars d'investissements dans les énergies propres et renouvelables et fourni ou amélioré des raccordements au réseau électrique pour environ 80 millions de personnes. Nous aidons également les pays à passer à des sources d'énergie plus diversifiées et plus propres pour répondre à une demande en hausse, soutenir la croissance économique et créer des emplois. Avec les effets de la COVID-19 et, désormais, ceux de la guerre sur les prix et l'approvisionnement en énergie, ces défis sont devenus d'autant plus urgents (*pour en savoir plus, voir page 54*).

D'ici à 2030, jusqu'à deux tiers des populations extrêmement pauvres du monde vivront dans des pays en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV). Les conflits récents et la fragilité croissante soulignent à quel point la situation peut dégénérer rapidement, entraînant le



déplacement de millions de personnes et mettant en péril les acquis du développement. Au cours de l'exercice 22, la Banque mondiale a approuvé des engagements de 16,3 milliards de dollars au titre d'IDA-19 pour les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence ; la reconstitution des ressources d'IDA-20, approuvée en décembre 2021, prévoit une allocation de plus de 30 milliards de dollars pour ces pays. Nous renforçons également nos partenariats avec les organisations humanitaires pour nous aider à nous mobiliser efficacement et rapidement dans les situations difficiles (*pour en savoir plus, voir page 48*).

Ces crises se combinent et se croisent avec les risques à long terme que pose le changement climatique. D'ici à 2030, le changement climatique pourrait basculer jusqu'à 132 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. Et d'ici à 2050, il pourrait également provoquer le déplacement de plus de 216 millions de personnes dans les pays en développement. Nous continuons à renforcer notre appui : au cours de l'exercice 22, nous avons fourni 26,2 milliards de dollars de financements climatiques à des pays en développement. Avec 12,9 milliards de dollars, le financement de l'adaptation par la Banque mondiale a atteint un record historique. Dans le cadre de notre *Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025*, nous lançons de nouveaux rapports nationaux sur le climat et le développement afin d'intégrer nos activités sur le climat et le développement, en alignant tous nos flux de financement sur l'Accord de Paris, en intensifiant nos financements climatiques pour atteindre une moyenne annuelle de 35 % et en donnant la priorité aux activités dans les secteurs à grand impact qui représentent 90 % des émissions mondiales (*pour en savoir plus, voir page 52*).

Nous nous efforçons d'aider les pays à surmonter ces *nombreuses crises concomitantes*. Entre avril 2020 et mars 2022, nous avons apporté la riposte à la crise la plus importante de notre histoire, en engageant plus de 200 milliards de dollars pour lutter contre les conséquences profondes de la pandémie, dont plus de 73 milliards de dollars de ressources de l'IDA pour les pays les plus pauvres. Grâce à la dernière reconstitution des ressources de l'IDA, IDA-20, nous avons également mobilisé 93 milliards de dollars pour répondre aux besoins croissants des pays les plus pauvres jusqu'en 2025.

Et d'avril 2022 à juin 2023, le Groupe de la Banque mondiale fournira jusqu'à 170 milliards de dollars de financement d'appoint en réponse aux crises qui frappent les pays à revenu faible et intermédiaire. Nous restons déterminés à aider les pays à réaliser une reprise et un développement verts, résilients et inclusifs, afin qu'ils puissent renouer avec des progrès durables en matière de réduction de la pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée.

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de connaissances et de financements pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la même détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

- ◆ **La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)** prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.
- ◆ **L'Association internationale de développement (IDA)** accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.
- ◆ **La Société financière internationale (IFC)** fournit des prêts, des garanties, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux additionnels auprès d'autres sources, afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.
- ◆ **L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)** fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et prêteurs, afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.
- ◆ **Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)** fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

TABEAU 1

ENGAGEMENTS, DÉCAISSEMENTS ET ÉMISSIONS BRUTES DE GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

PAR EXERCICE, EN MILLIONS DE DOLLARS

	2018	2019	2020	2021	2022
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	74 265	68 105	83 547	98 830	104 370
Décaissements ^b	45 724	49 395	54 367	60 596	67 041
BIRD					
Engagements ^c	23 002	23 191	27 976	30 523	33 072
Décaissements	17 389	20 182	20 238	23 691	28 168
IDA					
Engagements ^{c,d}	24 010	21 932	30 365	36 028	37 727
Décaissements	14 383	17 549	21 179 ^d	22 921 ^d	21 214 ^d
IFC					
Engagements ^e	19 027	14 684	17 604	20 669	22 229
Décaissements	11 149	9 074	10 518	11 438	13 198
MIGA					
Émission brute	5 251	5 548	3 961	5 199	4 935
FONDS FIDUCIAIRES EXÉCUTÉS PAR LES BÉNÉFICIAIRES					
Engagements	2 976	2 749	3 641	6 411	6 407
Décaissements	2 803	2 590	2 433	2 546	4 461

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

e. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

Engagements mondiaux

Au cours de l'exercice 22, le Groupe de la Banque mondiale a procédé à la collecte de données, effectué des analyses approfondies, mené des recherches, fourni des financements indispensables et noué des partenariats avec les gouvernements, le secteur privé et d'autres institutions pour aider les pays en développement à répondre aux besoins urgents et à renforcer la résilience face à des crises qui se superposent et à la fragilité croissante.



de prêts, de dons, de prises de participation et de garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales. La répartition par région tient compte de la classification des pays par la Banque mondiale. Durant l'exercice 22, IFC a modifié sa cartographie par pays pour passer à une cartographie par région. Les totaux régionaux prennent en compte les engagements d'IFC, qui ont été recalculés de manière à ce qu'ils cadrent avec la classification régionale de la Banque mondiale en additionnant les engagements par pays au sein de chacune des régions de la Banque mondiale.



EUROPE ET ASIE CENTRALE

15,3
MILLIARDS
DE DOLLARS

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

12,7
MILLIARDS
DE DOLLARS

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

6,7
MILLIARDS
DE DOLLARS

13,5
MILLIARDS
DE DOLLARS

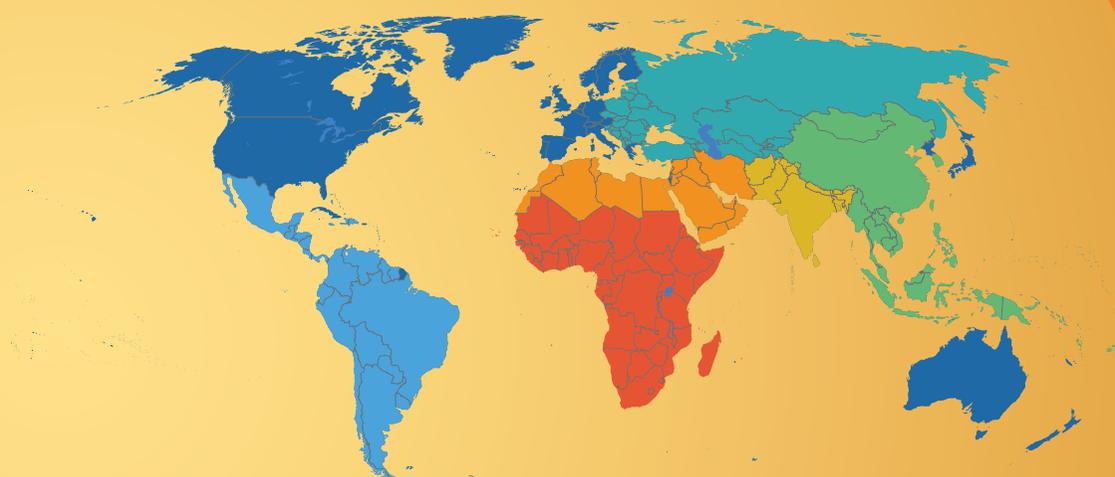
ASIE DU SUD

38,5
MILLIARDS
DE DOLLARS

AFRIQUE



Interventions régionales



La Banque mondiale mène des opérations dans plus de 140 pays à travers le monde. Elle continue d'accroître sa présence sur le terrain dans les pays clients, en particulier ceux touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV), ce qui lui permet de travailler plus efficacement avec les autorités publiques et d'autres partenaires. En fin juin 2022, 99 % des directeurs des opérations et chefs-pays et 47 % des agents de la Banque sont en poste dans sept régions géographiques.

Afrique de l'Est et Afrique australe

La croissance en Afrique de l'Est et en Afrique australe devrait ralentir, passant de 4,1 % en 2021 à 3,1 % en 2022. Elle est en outre estimée à 3,4 % et 3,8 % en 2023 et 2024, respectivement. La décélération de la croissance en 2022 est due à des vents contraires à court terme, au ralentissement de l'économie mondiale, aux effets persistants de la pandémie, à la hausse de l'inflation, aux risques financiers croissants liés à une dette publique insoutenable, aux ruptures d'approvisionnement qui prévalent et aux conséquences de la guerre en Ukraine.

Dans la région, la reprise varie considérablement en fonction des pays. Ses deux plus grandes économies, l'Angola et l'Afrique du Sud, restent moroses. L'Afrique du Sud devrait voir sa croissance diminuer de 2,8 points de pourcentage en 2022 ; bien qu'elle bénéficie des prix élevés des matières premières, elle continue d'être freinée par des problèmes structurels. L'Angola devrait enregistrer une croissance de 2,7 points de pourcentage, grâce notamment à la hausse des prix du pétrole et aux bonnes performances des secteurs non pétroliers. Dans l'ensemble de la région, les exportateurs de métaux et de minerais devraient connaître une croissance de 4,8 % entre 2022 et 2024, en raison des gains découlant de termes de l'échange favorables. Les pays qui ne sont pas riches en ressources devraient être affectés par la hausse des cours des matières premières, ce qui entraînera un ralentissement de la croissance dans toute la région.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, la Banque mondiale a approuvé des prêts d'un montant de 18,2 milliards de dollars pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe au titre de 100 opérations, dont 2,9 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 15,3 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. Les revenus générés par les accords de services de conseil remboursables conclus avec cinq pays s'élevaient à 7 millions de dollars.

Nous aidons les pays à faire face aux effets de la pandémie ; à déployer les vaccins contre la COVID-19 ; à renforcer la connectivité dans les domaines de l'énergie, des transports et du développement du numérique ; à promouvoir le commerce et les chaînes de valeur régionales ; à soutenir le développement du capital humain en renforçant les compétences et en autonomisant les femmes ; et à renforcer la résilience pour faire face aux défis du changement climatique, de la sécurité alimentaire et de l'eau. Avec l'aide de nos partenaires, nous encourageons également des solutions transnationales dans les zones fragiles, par exemple dans le Sahel, les Grands Lacs et la Corne de l'Afrique.

Sauver des vies et les moyens de subsistance et protéger le capital humain

Dès le début de la pandémie, la Banque mondiale a réagi promptement pour limiter les pertes de capital humain et protéger les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de ses pires effets. À ce jour, nous avons engagé 13,1 milliards de dollars pour soutenir la riposte des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, dont 4 milliards de dollars ont été décaissés au cours de l'exercice 22. Nous fournissons également 2,9 milliards de dollars pour aider 20 pays à acheter et à distribuer des vaccins, développer le stockage et les chaînes du froid, mettre au point des systèmes de suivi, former des agents de santé, mobiliser les citoyens et les communautés et renforcer les systèmes de santé.

Alors que nous travaillons à une reprise inclusive et durable, nous continuons de faire de l'accès à des services de santé et à une éducation de qualité une priorité. En Zambie, le Projet d'urgence de prestation de services de santé, d'un montant de 155 millions de dollars, permet de fournir des services de santé publique de première ligne, afin d'atténuer les effets de la pandémie sur la santé et le développement humain qui pourraient mettre en péril les moyens de subsistance, la nutrition et les résultats à long terme du capital humain. En Tanzanie, plus

TABLEAU 2 AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 20-22

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 20	EX. 21	EX. 22
BIRD	1 716	1 525	2 907	932	325	2 441
IDA	9 581	14 089	15 266	7 904	8 081	7 133

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2022 : 64,1 milliards de dollars.

de 12 millions d'enfants bénéficieront d'un Programme pour les résultats d'un montant de 500 millions de dollars, qui vise à rendre les écoles maternelles et primaires plus sûres, plus inclusives et plus accueillantes pour les enfants, tout en améliorant les performances des enseignants. Au Malawi, la Banque appuie un projet de 100 millions de dollars visant à accroître l'accès à des programmes d'enseignement et de formation technique, entrepreneuriale et professionnelle, en particulier pour les filles et les femmes.

Créer des emplois et promouvoir l'autonomisation économique des femmes

Pour aider les pays à se reconstruire de façon plus solide, nous soutenons les transformations structurelles dans toute la région afin d'améliorer la productivité, la création d'emplois et le climat des affaires, et de renforcer la résilience des systèmes de protection sociale face aux chocs. Grâce à un projet de 200 millions de dollars mené en Ouganda, nous encourageons les investissements le long des couloirs de croissance et allégeons les contraintes de liquidité des petites et moyennes entreprises (PME) dans l'industrie et l'exportation. Cet accompagnement permettra d'atténuer les effets de la COVID-19 sur l'investissement et l'emploi dans le secteur privé et de soutenir de nouvelles possibilités économiques, notamment pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Au Kenya, plus de 250 000 PME bénéficient du Projet d'appui à l'accès au financement et au redressement des entreprises, qui encourage l'innovation, fournit des liquidités par l'intermédiaire de banques de microfinance, de coopératives d'épargne locales et de canaux numériques, et réduit les risques liés aux prêts afin d'élargir l'accès au financement, notamment pour les entreprises appartenant à des jeunes et à des femmes.

Au Burundi, le Groupe de la Banque mondiale soutient le Projet travail contre rémunération, qui vise à intensifier et à améliorer la gestion des programmes de protection sociale tout en élargissant l'accès à l'emploi pour les personnes les plus vulnérables. Il introduit également des mesures visant à créer des emplois, à renforcer la fourniture de la protection sociale et à intégrer les réfugiés et les communautés dans les systèmes de protection sociale du pays.

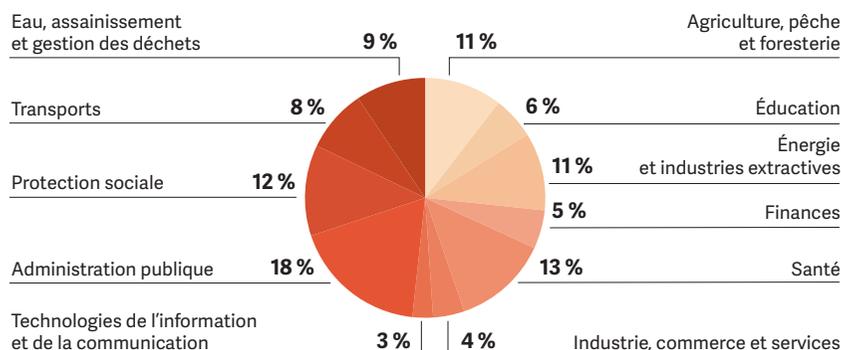
Promouvoir une croissance et une connectivité inclusives

L'accès à l'énergie et aux communications mobiles en Afrique de l'Est et en Afrique australe reste inégal, avec des différences marquées entre les zones urbaines et les zones rurales. Pour y remédier, nous aidons les pays à investir dans des infrastructures énergétiques et des infrastructures de réseaux mobiles plus résilients et d'un meilleur rendement énergétique. En Somalie, le Projet de rétablissement de l'électricité améliore l'accès à une électricité plus propre et plus abordable pour plus d'un million de foyers, soit environ 7 millions de personnes, dont la moitié sont des femmes. Il permettra également d'améliorer les services de santé et d'éducation en fournissant de l'électricité à plus de 200 établissements de santé et à près de 400 écoles.

Au Rwanda, nous améliorons l'accès au haut débit et encourageons l'innovation numérique grâce au Projet d'accélération numérique, qui aide 250 000 foyers à acquérir des appareils intelligents, forme trois millions de personnes à l'usage d'outils numériques de base et finance au moins 300 start-up numériques. Ce projet permet également au gouvernement d'étendre en toute sécurité la prestation de services à distance, notamment en enregistrant et en délivrant de nouvelles pièces d'identité numériques à 75 % de la population. Au Mozambique, un projet de 300 millions de dollars permet d'améliorer l'accès à l'énergie et au haut débit dans les zones rurales et fragiles, de renforcer la compagnie d'électricité du pays et de promouvoir des solutions de cuisson propre.

FIGURE 1 AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 22

PART DU TOTAL DE 18,2 MILLIARDS DE DOLLARS



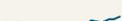
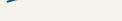
Lutter contre les risques climatiques et l'insécurité alimentaire et hydrique

La région est confrontée à des défis croissants liés au changement climatique, et l'insécurité alimentaire et hydrique continue d'aggraver la pauvreté et d'anéantir les progrès réalisés en matière de capital humain. Conformément au Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale, nous aidons les pays à mettre en place des systèmes alimentaires et des réseaux de distribution d'eau inclusifs et durables. En Angola, l'exposition à des phénomènes climatiques extrêmes menace le bien-être des populations ainsi que la stabilité économique. Nous soutenons un projet de 300 millions de dollars visant à améliorer l'approvisionnement en eau et à renforcer la gestion des ressources hydriques pour une plus grande résilience au changement climatique.

Une succession de graves inondations a eu des effets dévastateurs au Soudan du Sud. La deuxième phase du Projet d'amélioration de la résilience des communautés et de la gouvernance locale aide les collectivités locales à fournir des services essentiels — tels que l'électricité, l'eau potable, les soins de santé et l'éducation — et à mettre en place des systèmes nationaux et locaux intégrés de gestion des risques de catastrophes afin de mieux anticiper et surmonter les chocs climatiques.

La Banque mondiale a lancé l'obligation pour la protection de la faune — une première mondiale — afin de soutenir les efforts déployés par l'Afrique du Sud pour préserver le rhinocéros noir, une espèce menacée. Connue sous le nom de Rhino Bond, cette obligation de développement durable d'une valeur de 150 millions de dollars sur cinq ans contribuera à protéger et à accroître les populations de rhinocéros noirs dans le Parc national des éléphants d'Addo et dans la Réserve naturelle de *Great Fish River*.

**TABLEAU 3 AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE
LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	398	518	695	
Croissance démographique (% annuel)	2,6	2,7	2,6	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	667	1,449	1,476	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	0,7	2,3	1,7	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	228	245	288	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	53	60	67	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	49	57	62	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	356	530	603	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	57,3	47,3	43,6	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	12	6	25	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	85	86	87	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	75	74	70	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	138	86	58	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné) ^b	54	68	70	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	1	5	27	
Accès à l'électricité (% de la population)	20	28	46	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	65	63	61	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	23	27	31	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	41	50	60	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2015 et 2021 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Les données se rapportent à tous les pays à revenu faible et intermédiaire de l'Afrique subsaharienne.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/en/region/afr/western-and-central-africa.



Pleins feux :

De nouvelles routes changent des vies à Madagascar

À Madagascar, la route nationale 44 (RN44) constitue la seule liaison entre le bassin rizicole d'Ambatondrazaka et le réseau routier principal de la région Alaotra Mangoro. Mais pendant des années, son mauvais état a freiné la productivité et le potentiel agricoles des communautés environnantes. Les camions bloqués étaient la cible d'embuscades, rendant les déplacements vers le marché aussi dangereux que pénibles.

Madagascar possède l'un des réseaux routiers les moins développés du monde. La densité routière n'y est que de 5,4 km pour 100 km² de superficie, ce qui laisse environ 17 millions de résidents ruraux enclavés. La plupart des routes sont en mauvais état, ce qui les rend très vulnérables aux cyclones. Grâce au Projet de connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural, d'un montant de 140 millions de dollars, nous contribuons à la remise en état de 148 km et de deux ponts le long des routes nationales 44 et 12A (RN12A), ainsi que de 500 km de routes locales pour assurer un accès direct aux villages voisins. Ce projet contribue également à la mise en place de kiosques d'information numériques le long des routes principales afin d'offrir aux agriculteurs un accès en temps réel aux prix et à la demande du marché. Grâce à une meilleure connectivité physique et numérique, les communautés rurales peuvent mieux planifier la vente de leurs produits.

Un tronçon de 40 km de la RN44 est désormais achevé ; les agriculteurs peuvent ainsi rejoindre facilement Ambatondrazaka, la capitale de la région, où ils peuvent fixer de meilleurs prix pour leurs produits. Lorsque les travaux en cours sur la RN44 et la RN12A seront achevés, le projet bénéficiera à 600 000 personnes et réduira les temps de trajet de près de deux tiers. Il améliorera également l'accès routier à 125 écoles et 45 centres de santé, tout en faisant plus que doubler la production agricole de denrées essentielles, telles que le litchi.

Nous aidons le gouvernement à développer le secteur des transports à long terme. Nos investissements sont destinés aux communautés les plus vulnérables, ainsi qu'à celles qui sont touchées par l'insécurité alimentaire, afin de leur fournir un accès et une connectivité indispensables, tout en améliorant leur résilience aux chocs climatiques.

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

Selon les projections, la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale devrait enregistrer une croissance de 4,2 % en 2022 et 4,6 % en 2023. Les pays sont touchés par la guerre en Ukraine, principalement sous l'effet de l'inflation des prix mondiaux des produits de base, notamment du blé et de l'énergie. Bien que les échanges directs, les investissements, les envois de fonds et les liaisons migratoires avec la Russie et l'Ukraine soient limités dans l'ensemble, les répercussions de cette guerre se feront plus ressentir dans certains pays, à l'instar du Cameroun et de la Gambie, qui importent une grande partie de leurs céréales de ces deux pays.

Ces nouveaux défis, conjugués à la pandémie de COVID-19, soulignent l'importance de l'intégration régionale dans les efforts de reprise de l'Afrique. En effet, l'intégration régionale peut aider les pays à bien des égards, notamment en ce qui concerne la surveillance des maladies et les plans de riposte, le commerce régional, les situations de FCV, et la relance du secteur privé. Le Groupe de la Banque s'est d'ailleurs engagé à élargir ses partenariats en matière de coopération et d'intégration régionales afin d'appuyer l'Agenda 2063 — un cadre stratégique pour la promotion d'une croissance inclusive et un développement durable en Afrique. Cet engagement sera tenu à travers nos projets phares, tels que la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine, l'intégration numérique et énergétique, et la facilitation des échanges.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, la Banque a approuvé des prêts de l'IDA et de la BIRD d'un montant de 12,6 milliards de dollars pour la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale au titre de 100 opérations, dont 386 millions de dollars d'engagements de la BIRD et 12,2 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. Plus de la moitié de ces engagements ont été consentis en faveur de pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence. Nous avons également fourni 142 services de conseil et de produits d'analyse durant l'exercice 22.

En soutien aux pays confrontés à des chocs économiques et à la reprise à la suite de la COVID-19, la Banque s'emploie à renforcer la gouvernance, à stimuler la création d'emplois et la transformation économique, à améliorer le capital humain, à autonomiser les femmes et à renforcer la résilience au changement climatique. Nous contribuons également à la reprise en investissant dans la santé et en élargissant la couverture des dispositifs de protection sociale pour les populations les plus vulnérables de la région.

Renforcer la gouvernance et la prestation de services

La Banque collabore avec les pays pour remédier à leur vulnérabilité macroéconomique et préserver la viabilité de leur dette, renforcer leurs institutions et capacités gouvernementales, améliorer leur prestation de services, promouvoir les opportunités qu'offre le numérique et soutenir la mobilisation des citoyens. Au Burkina Faso, par exemple, nous avons accompagné les autorités publiques dans la mise en œuvre d'un nouveau cadre juridique qui réorganise le système de notification de la dette publique, afin d'en améliorer la transparence et la gestion et d'aider les autorités à gérer la décentralisation. Nous avons également fourni à plus de 420 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays des articles ménagers essentiels et renforcé la capacité des communes à atténuer les effets de la crise sécuritaire du pays et de la pandémie de COVID-19, notamment les populations vulnérables.

Nous aidons les pays à poursuivre les objectifs régionaux consistant à élargir l'accès à l'électricité, en portant le taux d'accès de 50 à 64 % d'ici à 2026 et le taux d'accès à la connectivité Internet de 30 à 43 % d'ici à 2024. En Mauritanie, nous avons soutenu un programme qui a permis d'étendre la portée des réseaux à large bande et de réduire les coûts des services de communication. La Mauritanie a également déployé 1 700 km de câbles de fibre optique pour améliorer son réseau Internet mobile.

TABLEAU 4 AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 20-22

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 20	EX. 21	EX. 22
BIRD	9	500	386	155	132	261
IDA	9 514	10 955	12 213	5 469	6 045	6 544

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2022 : 50,3 milliards de dollars.

Créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

Le Groupe de la Banque travaille avec les pays pour soutenir des projets d'infrastructures essentielles, promouvoir les investissements du secteur privé et stimuler la création d'emplois. On citera par exemple le Projet d'amélioration de la performance du corridor raccord rail/route Cameroun-Tchad, d'une valeur de 538 millions de dollars, qui contribuera à améliorer la connectivité régionale grâce à de meilleures infrastructures, et à élargir l'accès aux marchés, ce qui profitera à environ 12 millions de personnes.

En République du Congo, la Banque mondiale a permis à près de 5 500 jeunes vulnérables — dont 44 % de filles — d'obtenir une formation et d'acquérir des compétences pour trouver du travail dans des secteurs clés. Au Togo, nous avons contribué à offrir des emplois à court terme, une formation aux microentrepreneurs, et soutenu des activités génératrices de revenus au profit de plus de 14 000 jeunes dans 200 des communautés rurales les plus pauvres. Au Sénégal, nous avons renforcé le système d'enseignement et de formation techniques et professionnels, en aidant près de 90 000 jeunes à trouver des emplois dans des secteurs prioritaires. Au Libéria, nous avons permis à plus de 10 000 jeunes — dont la moitié étaient des filles — d'acquérir des compétences, de suivre une formation commerciale et de recevoir du matériel et des intrants agricoles.

Renforcer le capital humain et sauver des vies

L'éducation est capitale dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. En décembre 2021, nous avons lancé le Livre blanc sur l'éducation au Sahel, qui recense des cibles clés pour s'attaquer à la crise de l'apprentissage dans la région. S'appuyant sur ce document, les dirigeants du G5 Sahel ont convenu de donner la priorité aux réformes visant à améliorer la qualité de l'apprentissage, à accroître la participation des filles dans l'enseignement secondaire et à renforcer les compétences de base et l'alphabétisation des jeunes adultes. En juin 2022, la Banque a lancé une *stratégie régionale pour l'éducation* lors d'une réunion ministérielle tenue au Ghana. Cette stratégie a par la suite été entérinée par plus de 40 ministres des Finances et de l'Éducation, qui ont également lancé un appel conjoint à l'action pour élargir le champ des réformes et former une coalition régionale afin d'améliorer les acquis scolaires.

Toujours au Ghana, la Banque a contribué à l'enseignement à distance de 4,5 millions d'élèves pendant la pandémie et fourni des kits sanitaires et des repas scolaires quotidiens à plus de 5,8 millions d'enfants. Dans la région, elle a financé le projet Centres d'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique pour l'impact sur le développement, qui a considérablement développé l'enseignement supérieur en favorisant l'inscription de plus de 14 000 étudiants, dont plus de 30 % de femmes, et en offrant plus de 2 000 stages.

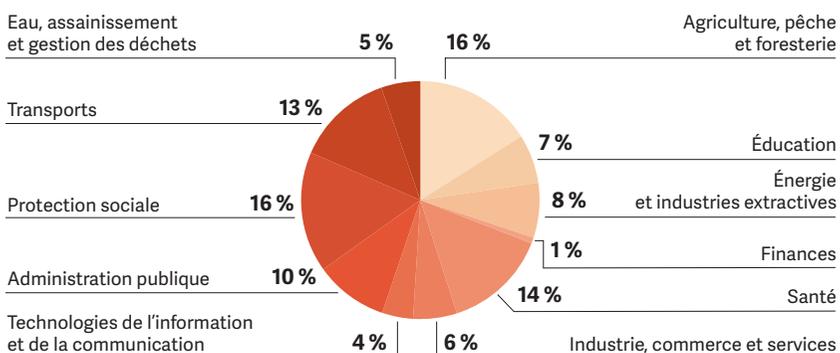
Le Groupe de la Banque a agi rapidement pour aider les pays à renforcer leurs systèmes de santé et de préparation aux pandémies, notamment en consacrant 926 millions de dollars pour la vaccination dans la région au cours de l'exercice 22. Nous avons aidé la Mauritanie à rendre opérationnel le Centre national des opérations d'urgence de santé publique, à fournir des équipements de protection individuelle et du matériel pour améliorer la détection des cas et la recherche des contacts, et à maintenir la prestation de services de santé essentiels. Nous avons également fourni au pays des médicaments et des vaccins. Au Nigéria, nous avons appuyé les efforts d'éradication de la poliomyélite ; le pays a été déclaré exempt de cette maladie en septembre 2021 par l'OMS.

Assurer une plus grande résilience au changement climatique

La région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale est en proie à une insécurité alimentaire croissante, due à des défis structurels tels que la fragilité, des niveaux élevés de pauvreté, le

FIGURE 2 AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 22

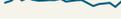
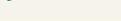
PART DU TOTAL DE 12,6 MILLIARDS DE DOLLARS



changement climatique, la dégradation de l'environnement et la faible productivité agricole. Jusqu'à 10 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation d'insécurité alimentaire en raison de la guerre en Ukraine. Pour répondre à ces préoccupations urgentes, nous soutenons le Programme régional de résilience des systèmes alimentaires, d'une valeur de 330 millions de dollars, ainsi que les opérations d'intervention d'urgence en matière d'alimentation au Burkina Faso, au Cameroun, en Mauritanie et au Niger.

Nous continuons à aider les pays à renforcer la capacité d'absorption, d'adaptation et de transformation de leurs systèmes en réponse au changement climatique. Dans le cadre de l'initiative Grande muraille verte, un programme multisectoriel poursuivi au Sahel et en Afrique de l'Ouest, nous avons aidé à restaurer plus de 1,6 million d'hectares de terres menacées par l'aridité et la désertification, au profit de plus de 17 millions de personnes au cours des dix dernières années. Au Nigéria, le Projet de lutte contre l'érosion et de gestion des bassins versants a permis de former 185 000 responsables locaux et membres des communautés à la gestion de la dégradation des terres, à la conservation des sols et de l'eau, à la planification de la gestion des bassins versants, à l'agriculture durable, à la gestion des déchets et à la récupération de l'eau. Ce projet a également permis à l'État nigérian d'être un pionnier des obligations vertes en Afrique, en aidant à lever 30 millions de dollars en 2017 et 41 millions de dollars en 2019.

**TABLEAU 5 AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE
LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	267	351	471	
Croissance démographique (% annuel)	2,7	2,8	2,6	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	456	1 576	1 729	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	1,0	4,1	1,2	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	156	148	136	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	50	55	60	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	48	53	57	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	142	165	221	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	58,6	42,2	30,5	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	11	3	12	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	84	84	81	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	86	82	79	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	169	121	94	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné) ^b	54	68	70	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0	7	34	
Accès à l'électricité (% de la population)	34	42	52	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	83	81	77	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	22	28	35	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	50	61	72	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2015 et 2021 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Les données se rapportent à tous les pays à revenu faible et intermédiaire de l'Afrique subsaharienne.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/en/region/afr/western-and-central-africa.



Pleins feux :

Aider Cabo Verde à fournir des vaccins contre la COVID-19

Situé à 500 km au large des côtes ouest-africaines, Cabo Verde est un archipel composé de dix îles. Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé, pour endiguer la propagation du virus, les autorités ont interdit les voyages à destination et en provenance du pays. Toutefois, cette mesure a entraîné des répercussions négatives sur la vie et les moyens de subsistance de la population caboverdienne. Moteur essentiel de la croissance économique, le tourisme s'est brusquement arrêté et de nombreux Caboverdiens ont perdu leur emploi.

Au début de l'année 2021, les vaccins ont apporté de l'espoir, mais la fragmentation du territoire de Cabo Verde a entravé leur distribution à plus de 400 000 personnes. En raison de la croissance rapide de la demande, les autorités ont commencé à distribuer des vaccins en mars 2021 avec le soutien du Groupe de la Banque et d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux. La campagne s'est accélérée vers la fin de 2021 à la faveur d'une augmentation de la fourniture de doses avec de l'aide internationale, dont l'appui de la Banque. Depuis février 2021, le Groupe de la Banque a fourni 15 millions de dollars de ressources de l'IDA, afin d'aider Cabo Verde à assurer l'achat et le déploiement de vaccins pour ses habitants.

La Banque a également contribué au lancement dans le pays d'un pass sanitaire numérique, la NhaCard. Ce pass a été conçu pour fournir des certificats de vaccination et de test de dépistage à la population, mais aussi pour lui permettre d'accéder à la télémédecine et autres services de santé. En juillet 2021, les autorités publiques ont annoncé l'instauration de cette NhaCard, exigeant la présentation d'une preuve de vaccination contre la COVID-19 pour accéder aux manifestations culturelles, concerts, bars et restaurants, et pour les vols long-courrier. La NhaCard est désormais reconnue dans tous les pays européens et a également été capitale pour rouvrir le pays au tourisme.

Grâce à un système de santé solide et à une stratégie d'approvisionnement rationnelle, Cabo Verde est devenu un modèle dans la lutte contre la COVID-19 et les campagnes de vaccination. Avec plus de 70 % de sa population adulte entièrement vaccinée, le pays affiche désormais le troisième taux de couverture vaccinale le plus élevé d'Afrique subsaharienne, après les Seychelles et Maurice.

Asie de l'Est et Pacifique

Au début de l'année 2022, la région Asie de l'Est et Pacifique semblait prête à surmonter les difficultés liées à la COVID-19. Les chocs provoqués par la guerre en Ukraine ont toutefois perturbé l'approvisionnement en matières premières, resserré les conditions des marchés des capitaux et ralenti la croissance mondiale. Ces chocs ont exacerbé les risques découlant des effets de la pandémie, du durcissement des conditions de financement dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, et du ralentissement économique de la Chine, confrontée à la résurgence de la COVID-19.

Si certains grands pays étaient mieux parés pour résister à ces chocs, il reste que l'activité économique de la majeure partie de la région s'en est ressentie. En effet, la croissance régionale prévue pour 2022, estimée à 5,4 % en octobre 2021, a baissé à 4,4 %. Si la conjoncture mondiale venait à empirer et que la réaction des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur, la croissance pourrait ralentir plus sensiblement, pour atteindre 4 %, ce qui risquerait de plonger 6 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté (disposant de moins de 5,50 dollars par jour pour vivre) en 2022. Toutefois, les pays de la région pourraient atténuer ces risques et saisir les opportunités qui s'offrent à eux en engageant des réformes audacieuses de leurs politiques budgétaires, prudentielles et commerciales ainsi que de leurs stratégies d'innovation.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, la Banque a approuvé une enveloppe de 7,2 milliards de dollars au titre de 62 opérations dans la région, dont 5,5 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 1,7 milliard de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons également signé des accords de services de conseil remboursables avec deux pays pour un montant total de 3 millions de dollars.

Notre travail dans la région est axé sur quatre domaines principaux : la reprise économique, le capital humain et l'innovation, les infrastructures résilientes, et la durabilité — la riposte à la COVID-19 restant une partie intégrante de nos interventions. Nous continuons d'approfondir nos partenariats avec certains des pays membres non emprunteurs de la région, notamment la Corée du Sud, la Malaisie et Singapour, ce qui nous permet de produire et d'échanger des enseignements et des solutions en matière de développement pour répondre à des priorités communes.

Renforcer le capital humain

Il est indispensable d'investir dans le capital humain pour assurer une croissance durable et réduire la pauvreté. Au Cambodge, la Banque mondiale finance le Projet d'amélioration de l'enseignement secondaire, qui vise à renforcer la gestion des écoles et à améliorer les compétences des enseignants. Plus de 2 000 enseignants et 50 administrateurs d'écoles s'y sont inscrits jusqu'à présent et ont acquis des compétences en informatique et travail en ligne leur permettant d'améliorer leurs méthodes d'enseignement et de se perfectionner au plan professionnel.

En Indonésie, nous avons soutenu une opération d'allocation monétaire d'urgence ayant permis d'atteindre rapidement 10 millions de familles pauvres et vulnérables afin de préserver leurs moyens de subsistance. Cette action a été complétée par un concours financier d'IFC qui a fourni des liquidités supplémentaires à un fabricant de produits alimentaires dans une zone frontalière afin de préserver les emplois. Aux Philippines, un financement de la Banque a permis d'effectuer des transferts monétaires d'urgence en faveur de 4,4 millions de ménages pauvres et vulnérables et de fournir une assistance technique intensive pour renforcer les systèmes de distribution. IFC a apporté un soutien complémentaire à des petites et moyennes entreprises (PME) appartenant à des femmes et à des établissements de microfinance dans le pays.

TABLEAU 6 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 20-22

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 20	EX. 21	EX. 22
BIRD	4 770	6 753	5 482	4 679	4 439	5 439
IDA	2 500	1 115	1 673	1 589	1 297	1 502

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2022 : 34,7 milliards de dollars.

Promouvoir la reprise économique

Pour promouvoir une croissance durable, nous aidons les pays à élargir les possibilités pour le secteur privé et à créer un cadre propice à l'investissement et à l'innovation. Aux Fidji, nous soutenons les réformes favorisant la reprise du secteur privé, notamment l'émergence d'un marché d'obligations de sociétés et de solutions numériques pour améliorer l'efficacité et la rentabilité des opérations de détail et transactions commerciales pour les PME. En Thaïlande, nous avons apporté un soutien technique et analytique axé sur les instruments de marché pour aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre. En Mongolie, nous avons aidé des éleveurs à écouler leurs produits sur les marchés et à améliorer la production de bétail. Nous soutenons par ailleurs le Projet régional de corridor économique et de connectivité de l'Asie du Sud-Est, qui améliorera la connectivité de transports résilients au changement climatique et le commerce régional le long d'un corridor est-ouest reliant le nord de la République démocratique populaire lao. La Banque a également fourni un appui financier et des services de conseil à la compagnie d'électricité du Viet Nam, qui l'ont aidée à obtenir sa première notation de l'agence Fitch, et par la suite de lever des fonds sur le marché.

Mobiliser des financements climatiques pour une croissance résiliente

Nous aidons plusieurs pays de la région — dont la Chine, l'Indonésie, la Malaisie et le Viet Nam — à établir des feuilles de route et des plans d'action relatifs aux instruments nationaux de tarification du carbone et à renforcer leur cadre juridique et réglementaire. Nous aidons également les pays à accélérer l'offre de crédits de réduction des émissions. Cette aide inclut l'approbation d'un montant total de 216 millions de dollars au titre de contrats d'achat de crédits de réduction des émissions dans le cadre du Fonds de partenariat pour le carbone forestier aux Fidji, en Indonésie, en RDP lao et au Viet Nam.

En Indonésie, nous aidons à la remise en état de 600 000 hectares de mangroves par le renforcement de la gestion de ces zones et la mobilisation de fonds provenant de crédits d'émission de carbone potentiels. Nous travaillons également avec la province indonésienne de Jambi pour améliorer la gestion des paysages d'environ 5 millions d'hectares de forêts, contribuant ainsi à réduire les émissions tout en promouvant d'autres moyens d'existence. Au Viet Nam, nous mobilisons des investisseurs privés et les marchés des énergies renouvelables et soutenons les communautés locales, en leur attribuant plus d'un million d'unités de réduction certifiée des émissions générées par de petits projets hydroélectriques. Ces crédits carbone ont permis d'obtenir plus de 220 millions de dollars d'investissements supplémentaires de la part de banques locales et du secteur privé.

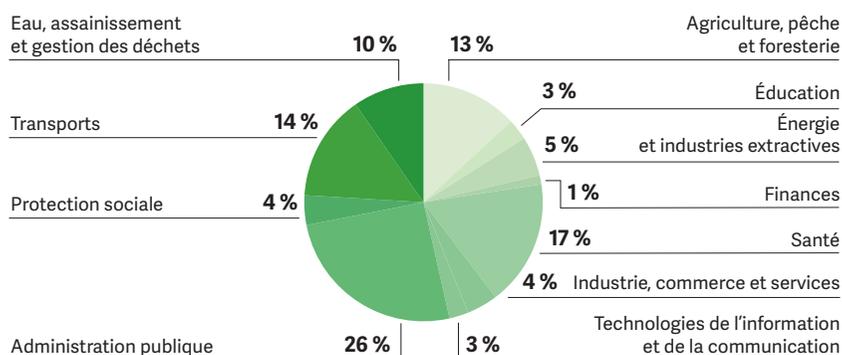
Renforcer la résilience et la durabilité

La région Asie de l'Est et Pacifique est très vulnérable aux effets du changement climatique. Nous travaillons avec les pays de la région pour renforcer la résilience, réduire la pollution et les émissions, promouvoir une agriculture climato-intelligente et évoluer vers des énergies propres et renouvelables. Au Cambodge, nous contribuons à améliorer la résilience climatique grâce à la mise à niveau de voies d'accès routier vers des hôpitaux et des établissements scolaires en milieu rural et à la réduction des coûts de transport et des risques pour les chaînes d'approvisionnement et la logistique agricoles. Nous aidons l'Indonésie à établir sa première station de transfert d'énergie par pompage, améliorant ainsi la capacité de production d'électricité du pays en période de pointe tout en soutenant la transition énergétique et la décarbonation.

Dans les îles Marshall, nous soutenons la protection contre les catastrophes naturelles dans les communautés urbaines en vue de la mise en place d'infrastructures publiques et d'espaces urbains plus résilients au changement climatique, et d'une meilleure adaptation au climat. Ce

FIGURE 3 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 22

PART DU TOTAL DE 7,2 MILLIARDS DE DOLLARS

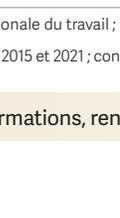


soutien englobe la construction d'ouvrage de protection côtière — notamment des murs de protection, des digues et des remblais — pour protéger les infrastructures à Majuro, et s'inspire de produits du savoir de la Banque, notamment l'étude sur l'adaptation à l'élévation du niveau de la mer aux Îles Marshall intitulée *Adapting to Rising Sea Levels in Marshall Islands* et le rapport intitulé *Legal Dimensions of Sea Level Rise*.

Lutter contre la COVID-19

Depuis le début de la pandémie, nous avons financé l'achat et la distribution de vaccins, de tests et de traitements anti-COVID-19 dans la région Asie de l'Est et Pacifique à hauteur de 1,4 milliard de dollars, en privilégiant la couverture des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Des partenariats solides et des mécanismes de financement souples ont joué un rôle important en aidant les pays de la région à intensifier leurs programmes de vaccination tout en investissant dans la santé et la protection sociale. Ces interventions incluent les efforts déployés pour renforcer le système de santé des Fidji et aider l'Indonésie à assurer un déploiement efficace et rapide des vaccins.

**TABLEAU 7 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	1 816	1 966	2 122	
Croissance démographique (% annuel)	1,0	0,7	0,4	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	910	3 755	9 300	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,6	9,1	6,9	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	632	212	20	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	72	75	78	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	73	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	4 137	9 648	12 492	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	34,8	10,8	0,9	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	16	5	10	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	82	79	80	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	62	51	45	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	42	23	14	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	92	96	98	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	2	29	67	
Accès à l'électricité (% de la population)	91	95	98	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	32	16	15	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	56	74	90	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	80	88	94	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2015 et 2021 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/eap.



Pleins feux :

Soutenir la riposte à la COVID-19 aux Philippines

La COVID-19 a fait payer un lourd tribut aux Philippines. Outre les pertes en vies humaines et les effets sur la santé, l'économie s'est contractée de 9,5 % en 2020, dans un contexte d'effondrement de la consommation, des investissements, des exportations, du tourisme et des envois de fonds de l'étranger. De nombreux Philippines ont perdu leur emploi, souffert de pénuries alimentaires et eu du mal à accéder aux soins de santé. Pour enrayer la propagation du virus, les pouvoirs publics ont mis en place des mesures de confinement et restreint la mobilité et les activités commerciales. Le pays a depuis lancé un programme de vaccination à grande échelle et renforcé son système de santé, en mettant l'accent sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

En avril 2020, nous avons fourni 100 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents du pays en matière de soins de santé et renforcer le système de préparation de la santé publique. Cette aide a permis d'acquérir des équipements de protection individuelle, des antiviraux, des antibiotiques et d'autres médicaments, ainsi que des équipements médicaux tels que des respirateurs, des moniteurs cardiaques, des appareils de radiographie, du matériel de laboratoire et du nécessaire pour tests. En mars 2021, nous avons fourni 500 millions de dollars additionnels pour aider à l'achat et à la distribution de vaccins anti-COVID-19, la priorité ayant été accordée aux agents de santé de première ligne, aux personnes âgées, aux enseignants, aux fonctionnaires, aux populations autochtones et aux autres groupes vulnérables. En décembre 2021, 300 millions de dollars supplémentaires ont été alloués à la vaccination des jeunes et à l'administration de doses de rappel aux agents de santé et aux personnes les plus exposées.

Avec des taux de vaccination élevés et une capacité d'intervention renforcée en matière de santé, les Philippines sont mieux à même de maîtriser la pandémie. Grâce au concours de la Banque et d'autres partenaires de développement, le pays a pu administrer plus de 153 millions de doses de vaccin anti-COVID-19 en juin 2022. Aujourd'hui, le nombre de cas dans le pays est globalement faible. Il est possible de voyager librement et d'accéder plus facilement aux services de santé, et la plupart des entreprises sont en activité. L'économie philippine est repartie, avec une croissance de 8,3 % au premier trimestre 2022. Malgré l'incertitude qui règne à l'échelle mondiale, la croissance devrait se poursuivre jusqu'en 2022, dans un contexte de diminution du nombre de cas de COVID-19, de mobilité accrue et de reprise plus large des activités économiques et sociales.

Europe et Asie centrale

Dans le prolongement de la COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est le second choc majeur en l'espace de deux ans à avoir provoqué une contraction de l'économie dans les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale. Selon les prévisions, la production régionale devrait reculer de 3 % en 2022, car les répercussions de la guerre se font sentir sur les marchés des produits de base et les marchés financiers, sur les liens entre le commerce et les flux migratoires et sur la confiance des entreprises et des consommateurs.

La guerre a accentué les risques de tensions financières généralisées, d'inflation et d'insécurité alimentaire. Sa prolongation ne fera qu'accroître l'incertitude politique et fragmenter l'intégration régionale du commerce et de l'investissement. Elle a déjà provoqué la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, la Banque mondiale a approuvé des prêts d'un montant de 8,5 milliards de dollars pour la région au titre de 47 projets, dont 6 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 2,5 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. La Banque a soutenu 16 accords de services de conseil remboursables avec six pays pour un montant total de 36 millions de dollars.

Dans l'immédiat, nous nous employons en priorité à lutter contre les effets de la COVID-19 et de la guerre. Outre l'appui apporté à l'Ukraine et aux pays accueillant des réfugiés, comme le Moldova et la Roumanie, nous nous intéressons plus particulièrement à l'efficacité énergétique, à la sécurité, à la transition écologique, à la sécurité alimentaire et à l'investissement régional. À plus long terme, nous continuerons d'intervenir en priorité dans quatre grands domaines : promotion d'une transition verte, stimulation du capital humain, facilitation du fonctionnement des marchés et édification et renforcement des institutions

Promouvoir une transition verte

La transition écologique est pour nous plus importante que jamais pour favoriser la croissance, la résilience et l'inclusion dans la région. Certes, la guerre en Ukraine impose des priorités urgentes, mais elle met également en avant le fait qu'il importe d'accélérer l'abandon des combustibles fossiles afin d'accroître la sécurité énergétique, tout en assurant une transition juste qui ne laisse pas les communautés de côté. Nous accompagnons les pays dans leur transition écologique en luttant contre l'extraction non durable des ressources et la dégradation de l'environnement, en renforçant la résilience face aux catastrophes naturelles et au changement climatique, en investissant dans des infrastructures inclusives et en promouvant une énergie plus propre. L'action mise en œuvre tient compte de nos travaux analytiques, tels que le premier rapport national sur le climat et le développement pour la Türkiye et le rapport de l'UE sur l'économie circulaire. Nous déterminons si les pays perdront des emplois polluants, les emplois dans les secteurs qui sont fortement tributaires des combustibles fossiles et ne réduisent pas les effets néfastes sur l'environnement, et si des emplois verts peuvent être créés, notamment pour améliorer le taux d'activité des femmes et des jeunes, en particulier ceux qui appartiennent aux groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés.

Nous accompagnons cette transition en Ouzbékistan, en Pologne et en Serbie, en faisant en sorte que les systèmes de chauffage résidentiel soient plus respectueux de l'environnement, grâce à l'efficacité énergétique et aux sources d'énergie renouvelable telle que l'énergie solaire. En Türkiye, nous avons accordé 300 millions de dollars pour inciter le secteur privé à investir davantage dans la géothermie. En Ouzbékistan et au Tadjikistan, nous aidons à remettre en état les paysages pour lutter contre la dégradation de l'environnement, tandis que dans des pays comme la Bosnie-Herzégovine, l'Ouzbékistan le Tadjikistan et la Türkiye, nous soutenons

TABLEAU 8 EUROPE ET ASIE CENTRALE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 20-22

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 20	EX. 21	EX. 22
BIRD	5 699	4 559	5 974	3 100	3 625	4 580
IDA	1 497	1 315	2 511	365	880	764

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2022 : 35,9 milliards de dollars.

l'agriculture intelligente face au climat. Nous renforçons en outre la résilience climatique et la résilience aux catastrophes naturelles, notamment pour les villes turques. En République kirghize, nous veillons à ce que les considérations climatiques soient prises en compte dans les projets d'infrastructure, tels que les services d'approvisionnement en eau adaptés aux problèmes climatiques. Nous finançons la politique de développement de pays tels que le Kazakhstan, le Moldova, l'Ouzbékistan et la Roumanie pour leur permettre de mener des réformes politiques et institutionnelles majeures visant à assurer une transition verte.

Stimuler le capital humain

Nous continuons de faire face aux risques urgents qui pèsent sur le capital humain, y compris les problèmes régionaux liés à l'éducation, au vieillissement de la population et à la santé, qui ont été accentués par les conséquences de la COVID-19. Nous accordons un financement d'urgence pour les systèmes de santé, la vaccination et la protection sociale au Tadjikistan, à la Türkiye et à l'Ukraine. Nous aidons en outre les pays à constituer un capital humain dynamique et inclusif, grâce à un meilleur accès à des services de santé, à une éducation, à une protection sociale et à des emplois de qualité.

En Géorgie, un Programme pour les résultats doté de 400 millions de dollars permet d'améliorer ces aspects du capital humain, car il accroît l'efficacité des services fournis et favorise l'inclusion des groupes les plus défavorisés et les plus vulnérables. Il permettra en outre d'améliorer la couverture sociale des ménages pauvres avec enfants, d'informer les chômeurs sur les possibilités d'emploi, de renforcer les soins de santé primaires et les soins hospitaliers, d'améliorer les infrastructures et la qualité de l'enseignement dans les écoles et de promouvoir les outils numériques au service de l'éducation. Nous soutenons également l'éducation inclusive et durable en Arménie et en Croatie, l'amélioration des systèmes de santé en Albanie et en Bosnie-Herzégovine, ainsi que les réformes de marché du travail et de l'aide sociale au Kosovo et en Türkiye.

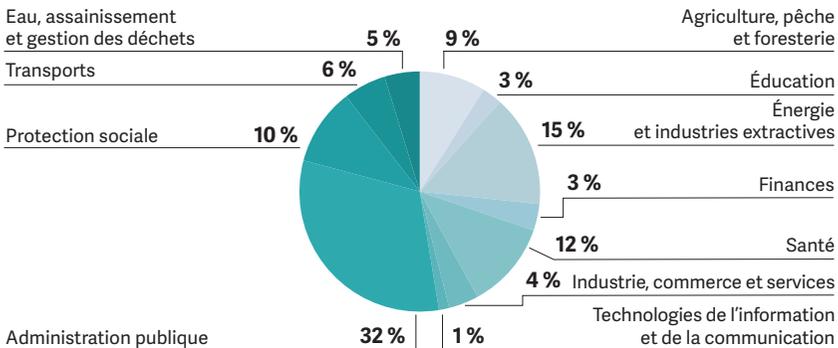
Faciliter le fonctionnement des marchés

Il est essentiel de renforcer la concurrence pour soutenir le dynamisme, l'innovation et l'investissement. Nous aidons les pays à poursuivre leur transition vers l'économie de marché et stimulons l'investissement du secteur privé. Au Kazakhstan, nous avons fourni 400 millions de dollars afin d'appuyer les réformes institutionnelles et les réorientations stratégiques destinées à accroître la compétitivité de l'économie, alimentée par un secteur privé dynamique et une administration publique comptable de ses actes. Nous avons consenti 56 millions de dollars au profit du Kosovo pour stimuler la croissance économique et assurer un redressement durable et inclusif après la pandémie de COVID-19, en mettant l'accent sur les mesures réglementaires visant à promouvoir le développement du secteur privé et accélérer le passage au numérique.

En Ouzbékistan, nous aidons à accélérer les réformes visant à passer d'un modèle dirigé par l'État à une plus grande orientation vers le marché, en particulier dans l'agriculture. Nous encourageons en outre le développement des entreprises dans les zones rurales du pays (pépinières d'entreprises, services consultatifs, accès aux marchés, technologies vertes et financement de l'entrepreneuriat féminin). Au Tadjikistan, nous améliorons les conditions permettant aux banques commerciales d'accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises. Au Moldova, nous aidons à réduire les contraintes réglementaires des entreprises et à accroître leur accès au financement pour renforcer la compétitivité des exportations.

FIGURE 4 EUROPE ET ASIE CENTRALE
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 22

PART DU TOTAL DE 8,5 MILLIARDS DE DOLLARS



Mettre en place et renforcer les institutions

Nous continuons d'aider les pays à rendre les institutions plus efficaces, plus transparentes et plus inclusives. Il faut notamment pour cela promouvoir des politiques macrofinancières et des cadres réglementaires bien conçus et réformer les entreprises publiques. En Ukraine, nous avons approuvé en 2021 une enveloppe d'un montant de 350 millions de dollars au titre d'un appui budgétaire pour ouvrir les marchés fonciers à la concurrence en renforçant la gouvernance et la gestion, appuyer les réformes des échanges commerciaux visant à améliorer la connectivité avec l'UE, et renforcer le filet de protection sociale pour les retraités qui sont vulnérables face aux chocs sanitaires et aux chutes de revenu, tels que la COVID-19.

En Arménie, nous aidons à moderniser les services publics et à faciliter la transformation de l'économie en renforçant la fourniture de services numériques. En Ouzbékistan, nous renforçons les capacités du système national de la statistique, afin de compléter les données manquantes dans des domaines prioritaires essentiels du développement, tels que l'égalité des sexes, la réduction de la pauvreté et la durabilité environnementale. En Albanie et au Tadjikistan, nous aidons à améliorer l'efficacité et la gestion des services des eaux et des services d'assainissement et à élargir l'accès à leurs services. En République kirghize, nous aidons à améliorer les résultats financiers et la fiabilité du secteur de l'électricité.

TABLE 9 EUROPE ET ASIE CENTRALE

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	369	378	402	
Croissance démographique (% annuel)	0,0	0,6	0,2	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 796	7 415	8 351	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	8,4	5,0	6,6	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	34	11	5	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	73	75	77	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62	66	69	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	2 583	2 846	2 943	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	7,4	2,4	1,1	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	19	22	27	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	73	73	70	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	23	19	18	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	36	18	11	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	94	98	100	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	2	38	80	
Accès à l'électricité (% de la population)	100	100	100	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	5	5	6	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	88	91	95	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	93	95	96	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2015 et 2021 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/eca.



Pleins feux :

Mobiliser un soutien rapide pour l'Ukraine dans le contexte de la guerre

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a déclenché une catastrophe humanitaire, menaçant la stabilité géopolitique et une reprise économique mondiale déjà inégale. La guerre fait payer un lourd tribut à l'Ukraine, qui se traduit par des pressions budgétaires et financières, la désorganisation des échanges, le déplacement de millions de personnes et de sérieux dommages aux infrastructures. Le pays doit faire face à une contraction du PIB de 45 % en 2022 et à une faible reprise par la suite. En fonction de la durée de la guerre, la proportion de personnes disposant de 5,50 dollars ou moins par jour pour vivre ou en dessous de ce seuil de pauvreté devrait atteindre 19,8 % en 2022, contre 1,8 % en 2021, et 59 % risquent de basculer dans la pauvreté. Les dommages causés aux capacités de production et d'exportation et au capital humain auront également des répercussions économiques et sociales durables. En 2025, même si les efforts de reconstruction peuvent porter la croissance à plus de 7 %, le PIB devrait être inférieur d'un tiers à celui de 2021.

La Banque réagit rapidement pour faire face aux conséquences de la guerre et soutenir les priorités les plus urgentes, notamment la stabilité macroéconomique, les services publics essentiels et l'aide humanitaire. Avant la tenue d'une table ronde ministérielle sur le soutien à l'Ukraine organisée en marge des Réunions de printemps 2022, nous avons élaboré le document d'orientation intitulé *Relief, Recovery and Resilient Reconstruction*, dans lequel nous recommandons des domaines dans lesquels il fallait agir immédiatement pour aider à rétablir les sources de revenus et à réduire la pauvreté, et des priorités à prendre en compte pour soutenir une reprise et une reconstruction résilientes et inclusives.

Contrairement à de nombreux pays en situation de conflit, et malgré des ressources limitées, l'Ukraine continue à fournir des services de base, à réparer les infrastructures endommagées et à mener des opérations de secours par l'intermédiaire de l'État et des autorités régionales. Après le début de la guerre, nous avons rapidement mobilisé une enveloppe de financement pour un appui budgétaire sur nos propres ressources et celles de partenaires, afin de permettre la fourniture de services publics essentiels et de couvrir les dépenses sociales, notamment les salaires du personnel hospitalier et les pensions pour les personnes âgées et vulnérables. Cette enveloppe était constituée d'environ 490 millions de dollars de financements de la BIRD et de quelque 140 millions de dollars de garanties accordées par des bailleurs de fonds bilatéraux à la BIRD. En outre, nous avons mobilisé des financements sous forme de dons auprès de partenaires bilatéraux dans le cadre d'un fonds fiduciaire multidonateurs, ainsi que des financements parallèles. Nous avons également approuvé un financement additionnel de 91 millions de dollars pour continuer de répondre aux besoins d'urgence résultant de la pandémie de COVID-19, notamment en matière de vaccination. En juin, nous avons approuvé un montant supplémentaire de 1,5 milliard de dollars de financement de la Banque, dont 1 milliard de dollars au titre du soutien exceptionnel apporté par l'IDA, le solde étant financé par des garanties émises par des bailleurs de fonds, pour aider l'État à continuer à fonctionner et à payer les salaires en dépit des énormes pressions budgétaires et financières.

Nous ajustons et restructurons également les projets existants en Ukraine. Ces opérations de restructuration concernent notamment 100 millions de dollars qui ont été réaffectés au financement de bourses d'études pour plus de 220 000 étudiants issus de famille à faibles revenus, aidant ainsi à préserver le capital humain. Nous avons aussi engagé 35 millions de dollars dans le cadre d'un projet de santé existant pour acheter et fournir des équipements médicaux d'urgence aux hôpitaux desservant la population dans les zones touchées par la guerre et les approvisionner en fournitures médicales. Nous avons en outre réaffecté 99 millions de dollars dans le cadre de la Composante intervention d'urgence d'un projet existant visant à répondre aux besoins urgents de déplacés internes.

Amérique latine et Caraïbes

L'économie de la région Amérique latine et Caraïbes a rebondi de 6,7 % en 2021 après une chute brutale l'année précédente, retrouvant presque complètement les niveaux du PIB d'avant la pandémie. Cependant, les coûts sociaux de la crise ont provoqué des ravages, et les cicatrices restent visibles. Les perspectives d'une croissance atone établie à 2,5 % en 2022 et 1,9 % en 2023 font craindre un nouveau cycle de faible croissance et de maigres acquis sociaux.

La pauvreté a atteint son niveau le plus élevé depuis des décennies. Si l'on exclut le Brésil, qui a mis en œuvre de généreuses mesures d'atténuation des chocs, le taux de pauvreté (personnes disposant de moins de 5,50 dollars par jour) reste supérieur de près de 2 points à son niveau d'avant la pandémie, à 27,5 %. Les effets de la crise se feront également sentir à long terme. Les enfants en âge d'être scolarisés ont perdu jusqu'à une année et demie d'éducation, ce qui devrait entraîner une perte de 12 % de leurs revenus au cours de leur vie. L'emploi ne s'est que partiellement redressé et la croissance économique reste confrontée à de graves problèmes.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, la Banque a approuvé des prêts d'un montant de 10,4 milliards de dollars pour la région au titre de 55 opérations, dont 9,4 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 1 milliard de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons signé un accord de services de conseil remboursables avec le Chili pour un montant total de 200 000 dollars.

La Banque prête assistance aux pays de la région en protégeant et en investissant dans le capital humain ; en renforçant la résilience pour mieux gérer et résister aux chocs ; en promouvant une croissance verte et inclusive ; en attirant les investissements privés ; en consolidant les institutions ; et en travaillant avec des groupes traditionnellement exclus, parmi lesquels les populations autochtones, les personnes d'ascendance africaine et les communautés rurales. Nous aidons aussi les pays à mettre en œuvre des réformes structurelles et à promouvoir l'inclusion, l'égalité des sexes et la croissance verte. Durant l'exercice 22, nous nous sommes attachés à inverser les effets de la crise de la COVID-19 et à promouvoir une croissance plus équitable et plus durable dans toute la région. Nous avons ainsi soutenu la santé, la protection sociale et l'éducation, apporté une aide aux entreprises, encouragé la création d'emplois et appuyé l'achat et la distribution de vaccins.

Promouvoir une croissance solidaire

Nous favorisons une croissance inclusive en aidant les pays à améliorer la productivité et à créer des emplois, à renforcer les systèmes de protection sociale, à promouvoir la transformation numérique et à créer des possibilités pour tous. En Bolivie, un projet de 254 millions de dollars a permis d'appuyer la riposte à COVID-19 depuis le début de la pandémie. Il consistait notamment à renforcer la protection sociale en effectuant des transferts monétaires d'urgence au profit de plus de 3,5 millions de personnes, dont plus de 1,5 million de femmes. Dans les Caraïbes, nous aidons à développer les réseaux 3G, l'objectif étant d'atteindre plus de 95 % de la population de la Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, et de raccorder près de 70 000 personnes dans ces pays à des réseaux numériques de qualité, ce qui permettra l'accès à des services essentiels et l'amélioration des liaisons avec les marchés.

Investir dans le capital humain

En collaboration avec les pays, nous favorisons l'accès de tous à des services de santé et à une éducation de qualité. En Colombie, nous avons appuyé les efforts déployés par les pouvoirs publics pour intégrer les migrants vénézuéliens et qui visaient notamment à garantir l'accès à

TABLEAU 10 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 20-22

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 20	EX. 21	EX. 22
BIRD	6 798	9 464	9 407	5 799	8 741	8 911
IDA	978	769	1 030	466	495	510

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2022 : 33,8 milliards de dollars.

l'éducation pour des milliers d'enfants migrants. Nous appuyons également deux programmes d'un montant total de plus de 1,4 milliard de dollars ayant pour but de surmonter les difficultés liées aux migrations, de promouvoir la viabilité des finances publiques et d'améliorer la compétitivité des marchés aux fins d'une croissance plus inclusive. En République dominicaine, nous avons alloué 100 millions de dollars à la riposte à la COVID-19, comprenant notamment des mesures visant à accélérer les approvisionnements et les prestations de services, le financement des tests et l'équipement hospitalier, dont plus de 4 200 lits d'isolement.

Favoriser une reprise verte et durable

La région Amérique latine et Caraïbes est très vulnérable aux catastrophes liées aux conditions météorologiques et aux menaces croissantes que représente le changement climatique, qui touchent plus particulièrement les populations pauvres et défavorisées. Nous travaillons avec les pays pour encourager une croissance verte et durable et bâtir des infrastructures plus résilientes. Au Brésil, un projet de 300 millions de dollars améliore le réseau routier et permet à 400 000 personnes vivant dans l'État du Tocantins de bénéficier d'un accès en toute saison. Il appuie également le développement des petites entreprises dans l'agriculture et le tourisme, améliore les services éducatifs et renforce la gestion de l'environnement. En Argentine, nous encourageons l'utilisation durable de la nature sur une superficie de près de 200 000 hectares de forêt naturelle, ce qui réduit la pression sur les écosystèmes en générant des activités économiques de substitution pour les communautés rurales. Ces efforts ont permis d'améliorer les moyens de subsistance d'un millier de paysans et de membres de populations autochtones vivant dans ces aires protégées ou à proximité grâce à la production de miel, à l'élevage durable et au tourisme vert.

Des pays des Caraïbes tels que la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines sont tout particulièrement vulnérables aux phénomènes climatiques. La transition vers une économie bleue dynamique, où les atouts naturels de la région peuvent offrir toutes sortes de débouchés économiques pour lutter contre la pauvreté et le chômage, passe nécessairement par la sensibilisation à des ressources océaniques durables. Durant l'exercice 22, l'IDA et PROBLUE (un fonds fiduciaire multidonateurs administré par la Banque) ont accordé des financements pour promouvoir le Plan d'action stratégique pour l'économie bleue destiné à la région, ainsi qu'une législation sur la lutte contre la pollution marine et la gestion des pêcheries, et les données sur les ressources océaniques.

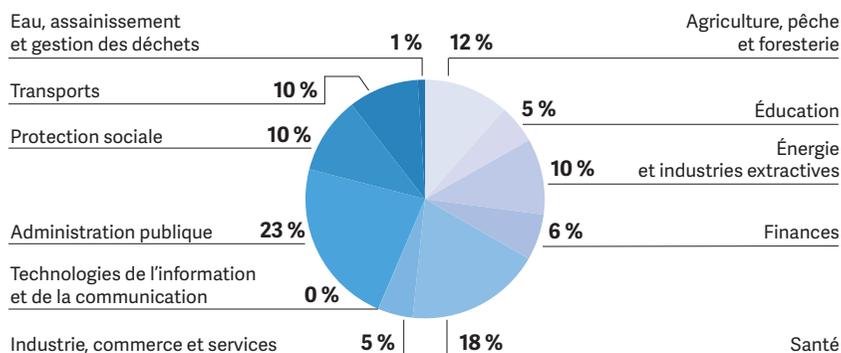
Aider les pays à atteindre les objectifs de développement

Outre les financements, nous fournissons aux pays des services de conseil et de l'assistance technique et effectuons des analyses à l'appui de la réalisation de leurs objectifs de développement. Dans notre rapport régional intitulé *Strengthening Public Health Surveillance through Wastewater Testing*, nous examinons comment les pays peuvent améliorer les systèmes de détection, de diagnostic, de maîtrise et de surveillance des virus qui sont à l'origine de maladies comme la COVID-19. Dans notre rapport *Handicap et inclusion en Amérique latine et dans les Caraïbes*, nous nous penchons sur les obstacles physiques et juridiques auxquels se heurtent les personnes en situation de handicap et sur la façon d'encourager leur inclusion. Dans le rapport *The Fast Track to New Skills*, nous mettons l'accent sur les effets positifs que les filières techniques, les carrières dans le secteur tertiaire et les programmes de formation professionnelle avancée peuvent avoir en temps de crise, comme la pandémie, lorsque des millions de personnes dans la région ont besoin d'acquérir des compétences face à un monde du travail en rapide mutation.

FIGURE 5 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 22

PART DU TOTAL DE 10,4 MILLIARDS DE DOLLARS



Nous fournissons aussi des conseils aux pays sur la façon de promouvoir l'inclusion et l'égalité des sexes. Au Mexique, nous avons proposé des mesures visant à accroître la participation des femmes à la vie active et à réduire les cas de grossesse chez les adolescentes, en particulier chez les plus vulnérables. Au Chili, nous avons aidé à lancer une plateforme de prise en charge intégrée des cas pour renforcer la gouvernance des institutions qui viennent en aide aux victimes de violence fondée sur le genre, ce qui permet de réagir rapidement et de suivre les cas afin d'éviter les retards d'intervention et de prévenir la violence.

TABLEAU 11 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	469	531	596	
Croissance démographique (% annuel)	1,5	1,1	0,9	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	4 021	7 619	7 537	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,1	5,5	5,5	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	66	35	24	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	75	77	79	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	73	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 038	1 296	1 382	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	12,8	6,1	4,1	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	43	14	30	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	60	66	68	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	36	33	34	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	35	25	16	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	99	100	99	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	3	34	73	
Accès à l'électricité (% de la population)	91	96	98	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	30	30	29	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	73	81	88	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	90	94	97	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2015 et 2021 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/lac.



Pleins feux :

Renforcer la résilience face aux catastrophes

La région Amérique latine et Caraïbes souffre des effets de plus en plus graves du changement climatique, qui ont déjà occasionné pour les pays des coûts énormes sur le plan socioéconomique. La fréquence des ouragans, des inondations et des sécheresses augmente, exposant un grand nombre de personnes et de communautés aux tsunamis, aux épidémies, aux glissements de terrain et aux feux incontrôlés.

En moyenne, les pays de la région ont perdu 1,7 % de leur PIB annuel en raison de catastrophes d'origine climatique au cours des deux dernières décennies. Près de 6 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, principalement en raison du manque d'eau potable et de l'absence d'équipements sanitaires, ainsi que d'une plus grande exposition à la chaleur excessive et aux inondations.

Si aucune mesure n'est prise, l'agriculture sera durement touchée, avec une diminution du rendement des cultures dans pratiquement tous les pays, et la production d'énergie sera compromise par les modifications du cycle hydrologique. Il est essentiel d'aider la région à s'adapter pour que les pays puissent atteindre leurs objectifs de développement durable. En Uruguay, nous encourageons une agriculture climato-intelligente et une gestion des ressources naturelles soucieuse du climat. Cela a permis d'aider plus de 5 000 agriculteurs, et des pratiques d'aménagement durable des paysages sont appliquées sur plus de 2,7 millions d'hectares de terres. Il est ainsi possible de prévenir la dégradation des sols et la pollution de l'eau tout en atténuant les effets des phénomènes climatiques.

À l'instar de nombreux pays de la région, le Panama est très exposé à des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus intenses, qui ont des répercussions sur son économie et compromettent sa capacité de financer la préparation et la conduite des interventions en matérialisation de ces catastrophes. Les pauvres sont les plus touchés, compte tenu de leur capacité limitée à faire face à la perte de leur logement, de leurs moyens de subsistance et de l'accès aux services de base. Face à ce problème, nous aidons le Panama à renforcer sa résilience budgétaire et financière aux aléas naturels et aux effets du changement climatique.

En Équateur, un projet de 200 millions de dollars renforce la résilience aux catastrophes, au changement climatique et aux chocs macroéconomiques en effectuant des transferts monétaires au profit des familles vulnérables et en renforçant la capacité de gestion des risques du pays. Pendant la pandémie, le projet a touché près de 2,5 millions de personnes, dont la moitié était des femmes. En République dominicaine, nous avons mobilisé 150 millions de dollars pour améliorer la résilience aux catastrophes telles que les tremblements de terre, les ouragans et les tempêtes tropicales. Ce projet a permis d'aider les institutions à renforcer leur résilience et de promouvoir la mise en place d'une réglementation obligatoire de réduction des risques pour l'investissement public et les travaux de construction.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord se trouvent devant une reprise incertaine et inégale, sur fond de COVID-19, de guerre en Ukraine et d'autres difficultés. Le PIB régional devrait progresser en moyenne de 5,2 % en 2022, principalement en raison d'une hausse des cours du pétrole à l'échelle mondiale, qui profite aux pays exportateurs de pétrole de la région. De nombreux pays à revenu élevé de la région ont également mené avec succès des campagnes de vaccination contre la COVID-19. Cependant, une multitude de difficultés subsistent, notamment la lenteur de la vaccination dans les pays à faible revenu et les pays touchés par un conflit, ainsi que d'importants facteurs de vulnérabilité climatique. La guerre en Ukraine aggrave les risques qui pèsent sur la sécurité alimentaire et engendre une désorganisation généralisée des marchés des produits, en raison de la très grande dépendance de la région à l'égard des importations de produits alimentaires. La Jordanie et le Liban dépendent des marchés mondiaux à hauteur de 90 % pour leur consommation de blé ; en volume, l'Égypte est le plus grand importateur de blé au monde.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, la Banque a approuvé des prêts d'un montant de 4,9 milliards de dollars pour la région au titre de 29 opérations, dont 4,1 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 917 millions de dollars d'engagements de l'IDA. À ces montants s'ajoute un financement spécial de 80 millions de dollars pour des projets en Cisjordanie et à Gaza. Nous avons également fourni 96 services de conseil et produits d'analyse. Les revenus générés par les accords de services de conseil remboursables ont atteint 28 milliards de dollars pour de l'assistance technique stratégique régulière sur des réformes sociales et économiques dans les pays du Conseil de coopération du Golfe.

Dans toute la région, le Groupe de la Banque s'emploie à renforcer la résilience des pays en ripostant immédiatement à la crise, tout en appuyant la mise en œuvre de réformes structurelles aux fins d'un développement inclusif et durable. Nous entendons aider à rétablir la confiance entre les citoyens et leur État en renforçant les dispositifs de gouvernance et en améliorant la fourniture de services et la transparence, favoriser la création d'emplois pour les jeunes et les femmes en promouvant des marchés compétitifs et une croissance tirée par le secteur privé, améliorer les résultats en matière de capital humain en modernisant les systèmes éducatifs et les systèmes de santé et de protection sociale, lutter contre la fragilité en encourageant la reconstruction et en s'attaquant spécifiquement aux causes profondes des conflits, et favoriser une croissance verte en luttant contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement tout en se préparant pour les transitions énergétiques.

Élargir l'accès aux vaccins contre la COVID-19

Depuis janvier 2021, la Banque continue d'aider les pays à lutter contre les effets de la COVID-19 sur la santé et de soutenir des campagnes de vaccination dans toute la région, y compris en accordant un financement de plus de 300 millions de dollars destiné à l'achat de vaccins contre la COVID-19. En Iraq, une opération de 100 millions de dollars permet d'acheter et de distribuer des vaccins. Elle finance notamment l'acquisition de près de 6 millions de doses, des équipements pour la gestion des déchets dans le secteur de la santé, un système d'enregistrement électronique, la logistique et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des campagnes de communication face aux réticences. Au Liban, nous avons fourni des équipements de protection individuelle, des respirateurs et des lits destinés aux hôpitaux publics du pays ; nous avons aussi favorisé un accès équitable aux vaccins pour plus de 2 millions de personnes, dont des réfugiés syriens.

TABLEAU 12 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 20-22

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 20	EX. 21	EX. 22
BIRD	3 419	3 976	4 135	2 415	2 764	3 407
IDA	203	658	817	151	379	559

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2022 : 23,5 milliards.

Renforcer la protection sociale

Depuis le début de la crise liée à la COVID-19, la Banque a fourni 2,9 milliards de dollars de financement et de l'assistance technique pour aider les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à financer des transferts monétaires d'urgence, à fournir du travail contre rémunération et à renforcer les systèmes de protection sociale. En Tunisie, nous effectuons des transferts monétaires d'urgence pour atténuer les effets de la crise sur les ménages pauvres et vulnérables et nous aidons à développer le principal programme d'assistance sociale du pays. Notre aide permettra de mettre en œuvre un nouveau processus de repérage et de ciblage des bénéficiaires, d'améliorer l'efficacité et d'étendre la couverture aux 10 % les plus pauvres de la population. Nous nous efforçons également de mieux adapter le programme pour riposter aux chocs futurs.

En Cisjordanie et à Gaza, nous aidons à financer des transferts monétaires destinés à quelque 78 000 ménages pauvres, qui ont perdu des revenus ou ont souffert de la détérioration de la situation socioéconomique durant la pandémie. Nous aidons aussi à mettre en œuvre des projets de travail contre rémunération en partenariat avec des organisations non gouvernementales, qui offrent des emplois provisoires à plus de 3 000 personnes, dont environ la moitié sont des femmes.

Améliorer les infrastructures essentielles et l'intégration régionale

Nous aidons les pays de la région à renforcer les secteurs essentiels, notamment le secteur de l'électricité, le secteur de l'eau, l'agriculture et les transports. Nous encourageons aussi une plus grande intégration régionale, y compris le Programme panarabe d'assistance technique au marché régional, qui est une initiative de haut niveau appuyée par la Banque mondiale et des partenaires régionaux de développement visant à stimuler l'intégration entre les systèmes de production d'électricité de la région et le commerce transfrontalier de l'électricité, ainsi que les infrastructures de transport et les infrastructures énergétiques indispensables dans la Corne de l'Afrique.

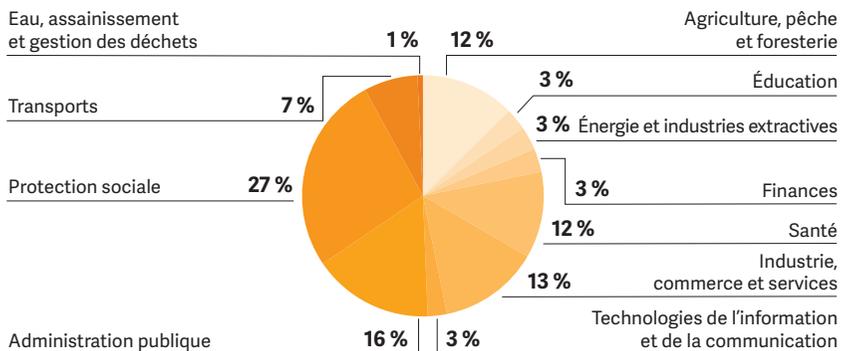
En Cisjordanie et à Gaza, nous aidons à diversifier les sources d'énergie et à améliorer les résultats opérationnels et financiers des fournisseurs d'électricité. Dans le cadre d'une approche-programme à phases multiples financée à hauteur de 200 millions de dollars, nous améliorons l'infrastructure électrique en modernisant les lignes existantes et en renforçant la capacité d'absorber davantage d'énergie solaire, notamment pour les zones qui doivent faire face à des pénuries. Nous fournissons également des compteurs intelligents aux sociétés de distribution et approvisionnons davantage les hôpitaux publics en énergie solaire. À Gaza, nous aidons à remplacer les lignes aériennes par des câbles souterrains et à modifier la conception des réseaux basse tension, afin de réduire les coupures de courant et d'accroître la résilience face aux risques climatiques et aux conflits futurs potentiels.

Renforcer la résilience climatique

La Banque s'attache de manière constante à aider les pays à renforcer leur résilience aux chocs climatiques. Nous sommes en train de produire la première série de rapports nationaux sur le climat et le développement pour la région, notamment pour l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie et le Maroc. Ces rapports serviront de cadre de concertation sur les possibilités offertes et les voies à suivre pour accroître la résilience sur fond de risques climatiques croissants. Durant l'exercice 22, nous avons également lancé la feuille de route pour l'action climatique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

FIGURE 6 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 22

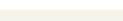
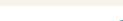
PART DU TOTAL DE 4 9 MILLIARDS DE DOLLARS



Alignée sur le Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque, elle définit un programme ambitieux de transformation régionale, qu'il s'agisse de la sécurité alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement en eau, des transitions énergétiques et des modes de déplacement sobres en carbone, des villes intelligentes sur le plan climatique ou du financement durable. Cette approche prend appui sur nos opérations existantes, telles que le Programme pour les résultats axé sur la production verte au Maroc, qui aide à renforcer les chaînes de valeur agro-alimentaires et à appuyer l'emploi des jeunes dans les zones rurales, et le Projet de lutte contre la pollution atmosphérique et le changement climatique dans la région du Grand Caire, qui contribue à la réduction des émissions et à l'amélioration de la qualité de l'air dans la région de la capitale égyptienne.

Dans notre rapport intitulé *Ciels bleus, mers bleues*, lancé en février 2022, nous nous penchons sur les effets de la pollution atmosphérique et marine qui, selon les estimations, engendre un coût pouvant atteindre plus de 3 % du PIB dans certains pays de la région. Ce rapport formule des recommandations visant à préserver le patrimoine naturel bleu de la région (un air pur, une mer saine et un littoral stable) tout en appuyant une croissance verte qui permettra de créer des emplois, de diversifier les économies et de contribuer à l'édification d'un monde meilleur.

**TABLEAU 13 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	279	333	403	
Croissance démographique (% annuel)	1,8	1,8	1,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 775	4 519	3 461	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	4,2	3,4	2,4	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	10	7	27	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	71	74	76	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	70	72	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	822	1 245	1 489	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	3,4	2,1	7,5	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	15	8	20	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	25	26	24	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	36	33	31	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	46	29	23	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	81	89	93	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	1	21	74	
Accès à l'électricité (% de la population)	92	95	97	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	3	3	3	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	80	85	90	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	86	90	94	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2015 et 2021 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/mena.



Pleins feux :

Soutenir la sécurité alimentaire au Yémen

Le Yémen est en proie à une insécurité alimentaire et une malnutrition extrêmes sous l'effet de l'escalade du conflit, de la hausse des prix, de la désorganisation de la chaîne d'approvisionnement, des pénuries de carburant, de l'instabilité des tendances du marché, de la dévaluation de la monnaie, et de la pandémie de COVID-19. Ces éléments nouveaux représentent de sérieuses difficultés pour nos opérations sur le terrain et il est difficile d'atteindre les populations les plus vulnérables, en particulier dans les zones situées à proximité des lignes de front. D'après le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, en mars 2022, 17,4 millions de personnes au Yémen avaient besoin d'une aide urgente, et ce chiffre pourrait atteindre 19 millions d'ici la fin de l'année 2022.

Nous aidons le Yémen à faire face à la crise dans le cadre d'un projet de 127 millions de dollars financé, grâce au dispositif de financement d'urgence du Mécanisme de réponse aux crises de l'IDA et au Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Nous mettons en œuvre ce projet en partenariat avec des organismes des Nations Unies — la FAO, le PAM et le PNUD — ainsi qu'avec des institutions partenaires yéménites, notamment le Fonds social pour le développement et le Projet de travaux publics. Cette démarche nous permet d'étendre le rayon d'action de ce soutien à l'ensemble du pays.

Le projet permet d'améliorer l'accès de plus d'un demi-million de personnes vulnérables vivant dans les zones les plus en situation d'insécurité alimentaire à des régimes alimentaires nutritifs. Il aide à améliorer la production alimentaire pour les ménages, tout en offrant des possibilités de création de revenus à court terme aux travailleurs locaux. Ces mesures permettront également d'accroître la production et la vente de cultures, de bétail et de poissons, d'améliorer la nutrition des ménages ruraux vulnérables et de renforcer les capacités de gestion de la sécurité alimentaire et d'améliorer la résilience climatique. Nous nous intéressons plus particulièrement à apporter une aide à la production agricole à plus de 19 000 femmes, à offrir des possibilités de travail contre rémunération à près de 7 000 femmes et à fournir une aide nutritionnelle à plus d'un demi-million de femmes et d'enfants.

Asie du sud

Le PIB de l'Asie du Sud devrait, selon les prévisions, enregistrer une croissance de 6,8 % en 2022 et de 5,8 % en 2023, mais les conséquences de la guerre en Ukraine ont affaibli cette reprise, qui était déjà inégale et fragile, contribuant à l'inflation, à la détérioration de la balance des opérations courantes et à la hausse de la dette. Les taux de pauvreté sont censés regagner le terrain perdu parallèlement à la croissance économique : le nombre de personnes pauvres vivant avec 3,20 dollars par jour ou moins dans la région devrait, selon les prévisions, se situer entre 615 et 704 millions en 2022, soit un chiffre inférieur à celui de 2019, avant la pandémie.

L'Asie du Sud est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique et des catastrophes naturelles. Plus de la moitié de la population de la région, soit 750 millions de personnes, a été touchée par au moins une catastrophe d'origine climatique au cours des deux dernières décennies. L'inégalité accentue ces effets, car les populations pauvres, vulnérables et marginalisées paient le prix fort face à ces chocs et sont celles qui sont le moins à même de se relever.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, la Banque a approuvé des prêts d'un montant de 9 milliards de dollars pour la région au titre de 44 opérations, dont 4,8 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 4,2 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons également approuvé 33 services de conseil et de produits d'analyse pour huit pays, représentant au total 6 millions de dollars. Des avis techniques ont été ainsi fournis sur des questions telles que la préparation aux pandémies et la vaccination, la gestion de la dette, la création d'emplois et la participation des femmes à la vie active, la lutte contre la pollution, la gestion des risques de catastrophes et la résilience climatique.

En Asie du Sud, nous nous attachons à accélérer les investissements dans le capital humain pour favoriser le développement inclusif, en promouvant une croissance verte et en renforçant la résilience dans l'ensemble de l'économie, des marchés et de la société.

Riposter aux crises

Nous continuons d'aider le peuple afghan à la suite de la crise politique d'août 2021 par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire multidonateurs pour la reconstruction de l'Afghanistan. Cela permet de financer des projets qui soutiennent les moyens de subsistance de la communauté, la sécurité alimentaire et les soins de santé primaires, en accordant une attention aux femmes et aux filles. Ces projets sont mis en œuvre par des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales. Nous avons également agi rapidement pour aider le peuple sri-lankais à surmonter la pire crise économique qu'il ait connue depuis des décennies en réaffectant le financement de projets existants pour répondre aux besoins urgents en matière de santé, de protection sociale, d'agriculture et d'énergie.

Accélérer l'investissement dans le capital humain

Malgré l'importance des progrès réalisés, l'Asie du Sud doit faire face à un déficit important et persistant de capital humain. Ce déficit a été accentué par la crise liée à la COVID-19, qui a ralenti les progrès ou a réduit à néant les avancées. En moyenne, les enfants nés dans la région aujourd'hui ne peuvent espérer atteindre que 48 % de leur plein potentiel. Pour remédier à ces déséquilibres, nous aidons à renforcer les systèmes de santé, à élargir l'accès aux soins primaires et à mettre en place des systèmes de protection sociale plus solides, ciblés et répondant aux besoins au lendemain de chocs. Nous appuyons également les politiques d'éducation qui garantissent l'apprentissage pour tous, renforcent les compétences pour les besoins futurs et améliorent l'accès aux marchés du travail.

En Inde, un projet de 125 millions de dollars aide l'État du Bengale occidental à mettre en place un registre social consolidé qui permettra aux groupes pauvres et vulnérables de bénéficier d'une meilleure couverture sociale et d'améliorer leur accessibilité à l'aide sociale. Au Pakistan, nous accompagnons une série d'opérations aux niveaux fédéral et provincial afin d'améliorer les résultats en matière de santé primaire et d'éducation et de renforcer les moyens d'existence, les filets de sécurité sociale ciblés et la préparation aux crises.

TABLEAU 14 ASIE DU SUD
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 20-22

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 20	EX. 21	EX. 22
BIRD	5 565	3 746	4 781	3 158	3 665	3 129
IDA	6 092	7 127	4 217	5 235	5 744	4 202

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2022 : 57,4 milliards de dollars.

Malgré des décennies de croissance économique, la progression de l'éducation et la baisse de la fécondité (qui reste néanmoins élevée par rapport au reste de la région), les femmes pakistanaïses se heurtent toujours à une forte limitation des possibilités qui s'offrent à elles. Notre programme au Pakistan appuie les réformes politiques visant à améliorer le taux d'activité des femmes en élargissant l'accès à des salaires équitables et à la sécurité sociale pour les travailleurs à domicile du secteur informel, qui sont en majorité des femmes; en améliorant l'accès aux services de garde d'enfants, aux toilettes séparées et aux transports pour les travailleuses du secteur formel; en assurant l'égalité des rémunérations et en mettant fin à la discrimination fondée sur le sexe. Dans nos travaux analytiques, nous cherchons à déterminer comment les pays de la région peuvent supprimer les entraves à la participation des femmes à la vie active et soutenir la qualité des emplois dans les secteurs formel et informel.

Renforcer la résilience dans l'économie

Nous aidons les pays à libérer de nouvelles sources de possibilités, de croissance et d'emplois en soutenant les solutions proposées par le secteur privé, une amélioration de la transparence en matière de dette et d'investissement, l'accès aux marchés et au crédit pour les PME et la transformation numérique. Nous examinons, dans le cadre de nos travaux de recherche, les moyens par lesquels les pays peuvent abandonner progressivement la croissance tirée par le secteur manufacturier au profit d'un modèle de développement axé sur les services qui renforce la résilience à long terme.

Au Bangladesh, nous aidons à renforcer les secteurs budgétaire et financier, à moderniser la fiscalité et à promouvoir une industrie d'exportation compétitive au niveau mondial. Nous soutenons en outre les plateformes de transferts monétaires qui peuvent réagir plus rapidement face aux phénomènes climatiques extrêmes, tels que les inondations et les cyclones. Au Népal, une opération de 150 millions de dollars permet d'accroître la stabilité du secteur financier, de diversifier les solutions financières, d'élargir l'accès aux services financiers et d'ouvrir à la concurrence les marchés des capitaux, de l'assurance et du financement de la lutte contre les catastrophes. Elle apporte un appui aux mesures politiques visant à adopter des principes et des mesures pour les prêts respectueux de l'environnement.

Promouvoir une croissance verte

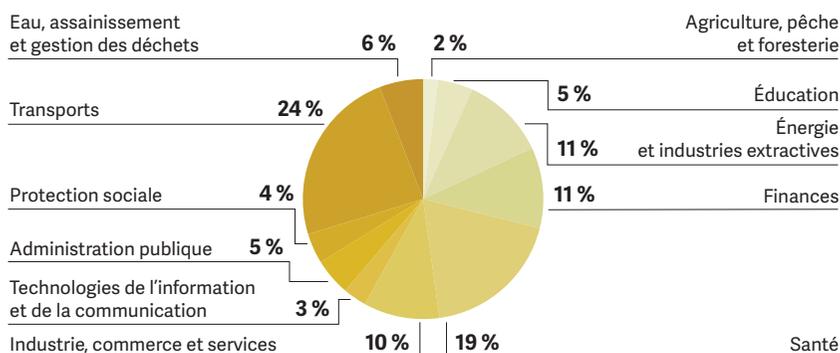
Environ 80 % des grandes villes d'Asie du Sud sont exposées aux inondations, et l'élévation du niveau de la mer présente des risques importants d'ondes de tempête pour les zones côtières de faible élévation et densément peuplées. Les systèmes d'approvisionnement en eau et les systèmes alimentaires sont particulièrement menacés : la variabilité accrue des précipitations et la hausse des températures entraînent une pénurie d'eau, réduisent la productivité des cultures et ont une incidence sur les prix des produits alimentaires, la nutrition et les moyens de subsistance des agriculteurs. L'évolution du climat pourrait entraîner une forte dégradation des conditions de vie pour près de 800 millions de personnes dans la région.

Durant l'exercice 22, nous avons lancé notre Feuille de route pour l'action climatique en Asie du Sud afin d'aider les pays à lutter contre les risques climatiques, à créer plus d'emplois de meilleure qualité et à réduire la pauvreté en tirant parti des possibilités offertes en matière d'action climatique. Il faut pour cela rendre les villes plus efficaces et plus vivables, investir dans des systèmes d'énergie propre et promouvoir une agriculture intelligente face au climat. Au Bangladesh, un projet de 120 millions de dollars permet de protéger les cultures et les pêcheries grâce à une meilleure gestion des inondations ainsi qu'à une irrigation et un drainage climatiquement rationnels ; ces initiatives promeuvent la sécurité alimentaire, renforcent les moyens de subsistance et améliorent la productivité. Au Sri Lanka, un projet de 92 millions de dollars permet de moderniser le système de prévision des conditions météorologiques, des inondations et des glissements de terrain, d'améliorer

FIGURE 7 : ASIE DU SUD

PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 22

PART DU TOTAL DE 4,9 MILLIARDS DE DOLLARS



les systèmes d'alerte précoce et investit dans des infrastructures résistantes aux inondations, dont bénéficient plus de 11 millions de personnes. Au Bhoutan, nous renforçons la résilience face au changement climatique et aux catastrophes naturelles dans le cadre d'une évaluation des risques innovante qui servira de base aux investissements dans l'agriculture et la construction de routes.

Promouvoir l'intégration et la coopération régionales

Nous encourageons la coopération régionale pour améliorer la connectivité économique, la résilience climatique et le développement humain. Dans notre rapport intitulé *Regional Investment Pioneers in South Asia*, nous analysons les obstacles aux investissements intrarégionaux et recommandons des mesures et, dans notre rapport intitulé *South Asia's Digital Opportunity*, nous cherchons à savoir comment la transformation numérique permet d'accroître la vitalité de l'économie régionale.

Au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde et au Népal, nous appuyons la remise en état de 3 500 km de voies navigables et aidons à les interconnecter aux réseaux routier et ferroviaire. Nous avons également lancé un programme à phases multiples visant à accélérer la connectivité des transports et des échanges dans la partie orientale de la région, avec un investissement initial de plus de 1 milliard de dollars au Bangladesh et au Népal. Notre *Climate Innovation Challenge* et le programme *TechEmerge Resilience India* appuient des solutions expérimentales visant à répondre aux besoins climatiques et à renforcer la résilience face aux catastrophes. Nous engageons également dans le cadre de forums régionaux dans des actions collectives, dont *WePower*, qui est un réseau de femmes professionnelles dans les secteurs de l'énergie et de l'électricité, et le *South Asia HydroMet Forum*, qui est une plateforme permettant d'améliorer les services d'informations météorologiques et les services climatologiques.

TABLEAU 15 ASIE DU SUD

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	1 391	1 639	1 878	
Croissance démographique (% annuel)	1,9	1,4	1,1	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	445	1 147	2 104	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,2	5,9	7,1	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	577 ^b	425	262	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	64	68	71	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62	66	69	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 073	1 877	2 784	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	39,6 ^b	25,9	15,2	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	17	7	16	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	37	34	31	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	80	78	69	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	93	62	39	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	69	87	92	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0	7	39	
Accès à l'électricité (% de la population)	56	73	96	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	49	39	36	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	18	43	69	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	82	86	91	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2014 et 2021 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002. Pour les estimations de la pauvreté, voir les groupes régionaux à l'adresse <https://pip.worldbank.org>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/sar.



Pleins feux :

Aider le Bangladesh à se protéger de l'élévation du niveau de la mer et du changement climatique

Le Bangladesh, qui enregistrait autrefois un nombre de décès catastrophique après le passage d'un ouragan, est devenu un chef de file mondial de la résilience côtière, car il est parvenu à promouvoir une croissance économique rapide tout en se préparant à faire bien mieux face aux tempêtes qui déferlent de plus en plus fréquemment sur son littoral. Ce pays de 165 millions d'habitants situé sur un delta à l'embouchure de la baie du Bengale — qui attire les cyclones et amplifie les ondes de tempête — dispose maintenant d'un réseau d'abris, d'un système d'alerte précoce qui permet d'évacuer rapidement des millions de personnes, et de remblais qui protègent plus de 6 000 kilomètres de côtes vulnérables.

La Banque a appuyé ces efforts en contribuant à la reconstruction et à la remise en état de plus de 1 000 abris pouvant assurer une protection à plus de 1,2 million de personnes durant les cyclones, et de 550 kilomètres de routes revêtues pour améliorer l'accès des villages avoisinants. Les abris servent d'écoles primaires en temps normal et peuvent résister à des vents soufflant à une vitesse de plus de 260 kilomètres à l'heure. Derrière les peintures vives qui décorent les salles de classe se trouvent des murs en béton armé ; les pièces situées en sous-sol peuvent héberger plus d'un millier de personnes ainsi que des animaux d'élevage. Des panneaux solaires et des réceptacles d'eau de puits assurent l'alimentation en électricité et l'approvisionnement en eau. En dehors de la saison des cyclones, ces installations attirent une communauté dynamique, servent de lieux de réunion, de bureaux de vote, et de cabinets médicaux. Elles sont équipées de rampes pour permettre aux personnes handicapées d'y accéder.

Nous avons également fourni un appui au Programme de préparation du Bangladesh aux cyclones ; ce système d'alerte précoce fonctionne grâce à plus de 76 000 bénévoles formés à la poursuite d'intervention en cas de catastrophe, dont la moitié sont des femmes. Dans les milliers de collectivités isolées situées le long de la côte et dans l'intérieur du pays, les bénévoles ont accès à des prévisions à jour et aident les ménages à se réfugier dans les abris, comme ils l'ont fait en mai 2021 lorsque le cyclone Yaas a frappé le littoral. Le Bangladesh a également renforcé sa première ligne de défense, constituée de 139 polders ou digues sur la côte. Depuis 2013, la Banque contribue à la remise en état de plus de 700 kilomètres de remblais, de réseaux de drainage et d'équipements pour protéger le pays des ondes de tempête et de marée, de l'intrusion saline et de l'érosion côtière.

Le Bangladesh assure la présidence du Forum de la vulnérabilité climatique, qui compte 48 membres, durant la période 2020–2022. Dans le cadre de ces fonctions, il aide à tracer une trajectoire durable et résiliente pour les pays vulnérables au changement climatique. En 2018, les autorités nationales se sont engagées à investir 2,5 % du PIB annuel, soit environ 6 milliards de dollars, dans le cadre du Plan pour le delta du Bangladesh à l'horizon 2100 pour renforcer la résilience et promouvoir le développement social et économique du pays. En novembre 2021, le Bangladesh a également lancé le premier plan pour la prospérité climatique jamais établi dans le monde dans le but d'accroître la résilience, de stimuler la croissance économique, de créer des emplois et de promouvoir les énergies renouvelables. L'amélioration probante de la résilience du pays permet de sauver un nombre incalculable de vies, et ouvre la voie à la réalisation d'investissements à long terme dans l'adaptation, la mobilisation des collectivités et la préparation aux situations de catastrophe.



S'efforcer d'atteindre les objectifs de développement en temps de crise

La Banque aide les pays à se rapprocher de leurs objectifs de développement en les faisant bénéficier de données, d'analyses, de conseils sur l'action à mener, d'une assistance technique et de son pouvoir de mobilisation. Nous avons accumulé une expérience sur le terrain dans de multiples pays, régions et secteurs, ce qui nous permet de promouvoir la poursuite d'une action portant sur le programme de développement mondial. Nos données et nos études sont des biens publics mondiaux qui fournissent des éléments utiles à la formulation des politiques publiques, à la réalisation d'opérations et à la conception de solutions propices au développement ; elles nous permettent aussi, ainsi que la communauté de développement en général, d'évaluer l'impact et de suivre les progrès en direction d'objectifs de développement partagés. Notre avantage comparatif nous permet de jouer le rôle de partenaire de confiance de pays qui sont confrontés à de multiples crises à la fois, et d'appuyer les efforts déployés pour préparer une reprise durable.

Assurer la sécurité alimentaire dans un monde en évolution

Durant l'exercice écoulé, des milliards d'êtres humains ont eu peine à obtenir accès à des aliments non nocifs et nutritifs en quantité suffisante. Ce problème tient à la poursuite des répercussions de la COVID-19 ; à l'augmentation du coût des aliments, des transports et des engrais ;

Suivre les répercussions de la COVID-19, de l'inflation et de la guerre sur les populations les plus pauvres

La Banque continue de suivre les répercussions sur les populations les plus pauvres du monde d'une reprise économique mondiale inégale à la suite de la pandémie de COVID-19. Selon les données disponibles, 2022 semble se classer au deuxième rang des années les plus catastrophiques pour la lutte contre la pauvreté en raison de la persistance des effets de la pandémie, de l'inflation et de la guerre en Ukraine. Notre analyse indique que la pandémie a accru les inégalités de revenus dans le monde — entre les pays et à l'intérieur de ces derniers — et a en partie inversé l'évolution à la baisse obtenue au cours des 20 années précédentes. L'aggravation de la pauvreté et des inégalités risque de provoquer une dégradation du capital humain à long terme. Nous avons recensé les mesures qui doivent être prises à l'échelon national — ainsi que les actions de coordination et de soutien qui doivent être menées à l'échelle mondiale — pour pouvoir de nouveau accomplir des progrès dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Nous avons mis l'accent sur les inégalités lors des discussions sur les défis mondiaux que nous avons organisées avec les parties prenantes. Un débat transmis en direct sur la COVID-19 et l'accroissement des inégalités, tenu en janvier 2022, a réuni des décideurs nationaux et des experts mondiaux. La conférence virtuelle présentée dans le cadre des Assemblées annuelles 2021 sur le thème « Croissance en temps de crise » a permis de présenter diverses opinions sur la manière de rendre la croissance plus inclusive.

Nous avons forgé un partenariat avec l'UNICEF pour examiner l'impact de la pandémie sur les enfants. Selon le rapport que nous avons établi conjointement avec cette institution, les revenus des deux tiers des ménages ayant des enfants ont diminué durant la pandémie ; les membres adultes d'un quart des ménages ayant des enfants ont dû se priver de nourriture pendant au moins un jour entier.

Notre plateforme consacrée à la pauvreté et aux inégalités (Poverty and Inequality Platform) est un nouvel outil interactif qui permet d'accéder rapidement aux estimations de la Banque relatives à la pauvreté, aux inégalités et à la prospérité partagée pour plus de 150 pays. Elle offre aux utilisateurs davantage de possibilités — notamment celle de travailler sur les microdonnées de base, qui ont été rendues anonymes, de manière à pouvoir réaliser des analyses particulières — et remplace deux outils antérieurs, à savoir PovcalNet et le portail des données sur la pauvreté et l'équité, qui ont cessé d'être opérationnels en mars 2022.

aux conflits régionaux ; aux perturbations des échanges ; et à des extrêmes climatiques dont la fréquence s'intensifie en raison de l'évolution du climat. La guerre en Ukraine a aggravé la hausse des prix des produits alimentaires, de l'énergie et des engrais, et a des ramifications sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde, qui touchent plus particulièrement les populations pauvres. Nous aidons les pays à faire face à ces défis tout en accroissant la résilience des systèmes alimentaires à terme grâce à l'expérience que nous avons acquise, notamment lors de la crise des prix alimentaires de 2008. En mai 2022, nous avons annoncé que le Groupe de la Banque apporterait son soutien à une intervention de portée mondiale axée sur la sécurité alimentaire en finançant à hauteur de 30 milliards de dollars jusqu'en juin 2023 des projets en cours et nouveaux portant sur l'agriculture, la nutrition, la protection sociale, l'approvisionnement en eau et l'irrigation. Les données et les analyses, les conseils sur l'action à mener et les financements favoriseront la production d'aliments et d'engrais, renforceront les systèmes alimentaires, faciliteront le développement des échanges et apporteront un appui aux producteurs et aux ménages vulnérables. Ce travail est consolidé par notre collaboration avec nos partenaires et notre participation à des initiatives mondiales visant à promouvoir la sécurité alimentaire, notamment l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, l'Équipe spéciale pour l'alimentation du Groupe d'intervention des Nations Unies en cas de crise mondiale dans les domaines de l'alimentation de l'énergie et des finances, le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, et le Plan d'action des institutions financières internationales pour remédier à la sécurité alimentaire.

En novembre 2021, nous avons lancé un programme pour la résilience des systèmes alimentaires portant sur un montant de 570 millions de dollars en Afrique de l'Ouest dans le but de soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce programme devrait atteindre quatre millions de personnes et accroître la résilience, promouvoir les chaînes de valeur dans la région et renforcer la capacité de cette dernière à gérer les risques agricoles. En Haïti, nous avons contribué à mobiliser des financements d'urgence pour aider les agriculteurs à obtenir des semences et des engrais, tout en encourageant l'adoption de pratiques agricoles et de gestion des paysages plus propices à la résilience.

Nous jouons un rôle de premier plan dans le cadre des efforts visant à repenser les systèmes alimentaires afin de promouvoir la santé des populations, des économies et de la planète. Lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, nous avons forgé un partenariat avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et la *Food and Land Use Coalition* dans le but de proposer cinq manières d'établir des incitations financières à la production d'aliments. En janvier 2022, nous avons publié un rapport établi conjointement avec l'IFPRI qui aboutit à la conclusion que le réaménagement des objectifs des politiques agricoles permettrait d'accroître la productivité et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Notre fonds fiduciaire pour les systèmes alimentaires 2030 a pour objet d'aider les pays à s'engager dans cette voie.

La COVID-19 nous a rappelé l'importance que revêt l'approche « Une seule santé » pour le maintien de saines relations entre les humains, les animaux et l'environnement. Grâce au fonds fiduciaire pour les systèmes alimentaires 2030, nous accordons des dons à des pays de cinq régions afin de les aider à établir les bases de cette approche, notamment la coordination entre les secteurs, les modalités institutionnelles, les stratégies régionales et la surveillance sanitaire des êtres humains et des animaux.

De plus en plus de pays étant confrontés à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV), la Banque intensifie ses travaux sur les systèmes alimentaires dans les situations de ce type. Dans le cadre de notre série *Future of Food* qui porte sur l'avenir de l'alimentation, nous avons publié une étude visant à aider les pays à renforcer ces systèmes, qui peuvent être essentiels au maintien et au rétablissement de la paix en même temps qu'à la réduction de la pauvreté. Le changement climatique est, de longue date, un facteur de la faim, et maintenant que ses répercussions s'aggravent, il nous faut investir dans des innovations intelligentes sur le plan climatique. Notre étude de décembre 2021 sur l'agriculture hydroponique et l'élevage d'insectes en Afrique propose des moyens prometteurs de diversifier les sources d'aliments frais, d'aliments pour animaux et d'engrais, y compris dans les régions qui n'ont pas de ressources suffisantes et dans les situations de FCV. À une époque marquée par une incertitude et une fragilité grandissantes, ces idées laissent envisager un avenir caractérisé par une action durable et une plus grande sécurité alimentaire.

Fournir un appui aux pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence

D'ici 2030, jusqu'aux deux tiers des habitants extrêmement pauvres du monde vivront dans des situations de fragilité et de conflit. Les facteurs de FCV interagissent avec d'autres risques, qui par ailleurs les exacerbent. Il s'agit de risques tels que le changement climatique et les aléas naturels, les pandémies et l'insécurité alimentaire. La situation est davantage exacerbée par

les répercussions de la pandémie de COVID-19, en particulier dans le cas des populations les plus pauvres et les plus marginalisées comme les femmes et les filles.

Le Groupe de la Banque mondiale aide les pays à faire face à ces défis grâce à la stratégie qu'il a formulée et publiée en février 2020 pour les situations de FCV. Cette dernière fait état de la détermination de l'institution à prévenir les conflits, à poursuivre ses activités lorsqu'ils se produisent et durant les crises, à aider les pays à sortir de situations de fragilité et à amoindrir les retombées. Elle apporte des éléments d'information aux autres stratégies, initiatives et engagements de la Banque. Des approches novatrices du financement, des opérations et des travaux d'analyse sont mises au point et adoptées à l'échelle du Groupe de la Banque. C'est le cas notamment des évaluations des risques et de la résilience, qui recensent les facteurs de FCV et les sources de résilience et, ce faisant, nous permettent de mieux structurer notre collaboration avec les pays. Depuis le lancement de la stratégie pour les situations de FCV, le Groupe de la Banque a réalisé 22 évaluations nationales, trois évaluations régionales et une évaluation infranationale.

Les financements du Groupe de la Banque destinés aux pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence atteignent des niveaux record. La Banque a triplé la part du financement de l'IDA à ces pays entre IDA-16 (exercices 12 à 14) et IDA-19 (exercices 21 et 22) pour la porter à 30,3 milliards de dollars pour ce dernier cycle. Durant l'exercice 22, la Banque a approuvé des engagements de 16,3 milliards de dollars dans le contexte d'IDA-19 en faveur de pays en situation de FCV. Ce montant comprend des fonds de l'enveloppe FCV, des financements de guichets de l'IDA pour apporter un soutien aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent, ainsi que des ressources destinées aux interventions en cas de crise (y compris au titre de la sécurité alimentaire) et dans des régions particulières. Le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA associe ses fonds aux investissements d'IFC ou aux garanties de la MIGA pour soutenir la réalisation d'investissements dans les pays les plus pauvres et dans les situations de FCV.

La majorité des quelque 27 millions de réfugiés du monde sont accueillis par des pays en développement, et les trois quarts d'entre eux sont toujours déplacés après cinq ans. Durant l'exercice 22, IDA-19 a engagé un montant de 1,4 million de dollars en faveur des communautés d'accueil et des réfugiés, sur lequel la Banque a affecté 642 millions de dollars au financement de 14 projets au Burundi, à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, au Niger, en Ouganda, au Soudan du Sud et au Tchad. Nous mettons en œuvre des approches de portée régionale dans les régions durement touchées par les déplacements forcés, notamment le Sahel, la région du lac Tchad et la Corne de l'Afrique.

IDA-19 a aussi donné lieu de nouvelles allocations de fonds pour mieux soutenir les pays les plus pauvres confrontés à des situations de FCV. Ces allocations comprennent un montant de 3,1 milliards de dollars destiné à aider les autorités publiques à prévenir l'escalade des conflits au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Mozambique, au Niger, en République démocratique du Congo et au Tchad ; un montant de 1,7 milliard de dollars pour soutenir une éventuelle reprise des opérations en Gambie, en République centrafricaine, en Somalie et au Soudan ; et un montant de 351 millions de dollars afin d'assurer la poursuite d'opérations dans des contextes caractérisés par des conflits très intenses au Soudan du Sud et au Yémen.

La Vingtième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-20), qui se fonde sur ce soutien, a affecté un montant de plus de 30 milliards de dollars aux situations de FCV pour la période allant de juillet 2022 à juin 2025. La proportion du portefeuille de la BIRD couvrant des opérations dans les pays touchés par des situations de FCV a également plus que doublé depuis l'exercice 16, pour atteindre 6,4 milliards de dollars durant l'exercice 22.

Le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF) apporte une aide aux pays à revenu intermédiaire qui accueillent un grand nombre de réfugiés. Depuis 2016, il a accordé plus de 795 millions de dollars sous forme de dons, qui ont permis de mobiliser près de 5,8 milliards de dollars de ressources concessionnelles pour améliorer la situation des réfugiés et des communautés d'accueil. Il aide la Jordanie et le Liban à faire face à l'impact de l'accueil de réfugiés provenant de Syrie et permet à la Colombie et à l'Équateur de répondre aux besoins de plus d'un million de Vénézuéliens déplacés ainsi qu'à ceux de leurs communautés d'accueil. En 2022, la République de Moldova a été admise à bénéficier du GCFF, qui lui versera 9 millions de dollars sous forme de dons devant permettre de mobiliser 43 millions de dollars de financements concessionnels pour fournir un appui aux réfugiés ukrainiens et aux communautés qui les accueillent. Il soutient par ailleurs la coordination des activités des banques multilatérales de développement, de l'ONU et des pays participants.

Le Groupe de la Banque intensifie sa collaboration avec des organisations humanitaires, de développement, de consolidation de la paix, de sécurité et du secteur privé dans le but de mettre à profit la complémentarité de leurs différentes missions et de renforcer son impact sur le terrain. La Banque travaille en partenariat avec des institutions de l'ONU dans plus de 40 régions touchées par la crise, ce qui lui permet de continuer à opérer dans

les environnements les plus difficiles. Au Yémen nous collaborons étroitement avec l'UNICEF, la FAO, l'OMS et le PAM, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales internationales. Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies est un partenaire qui contribue de manière fondamentale à répondre aux besoins des personnes déplacées de force et des communautés qui les accueillent, et permet de mettre en œuvre des opérations financées par l'IDA et le GCFF. En forgeant des partenariats avec des organisations comme le Comité international de la Croix-Rouge, la Banque peut également réaliser des projets dans les pays touchés par un conflit et fournir des services essentiels aux personnes vulnérables dans des régions auxquelles elle n'a pas accès, comme le Soudan du Sud.

Relever le défi de la viabilité de la dette

La Banque compte parmi les premières institutions mondiales qui ont averti du danger posé par la montée de l'endettement des pays en développement, et elle a indiqué, plus d'un an avant que ne se déclare la pandémie de COVID-19, que la dette atteignait des niveaux insoutenables. Ces avertissements se sont révélés justifiés : la pandémie a porté l'endettement global à un niveau jamais atteint au cours des 50 années précédentes, qui draine les ressources budgétaires et expose les pays à un plus grand risque de surendettement. Durant l'exercice 21, près de 60 % des pays IDA étaient surendettés ou couraient un risque important de le devenir, tandis que certains pays à revenu intermédiaire ont commencé à éprouver des difficultés par suite de l'augmentation des taux d'intérêt. Alors que les taux d'intérêt augmentaient partout dans le monde, certains à revenu intermédiaire ont commencé à éprouver des difficultés.

La Banque a intensifié son rôle de chef de file pour les questions de viabilité de la dette en aidant les pays à améliorer la transparence et la gestion de leur dette, en réalisant des analyses pour guider les réformes et en prônant la mise en œuvre de réformes concertées à l'échelle mondiale. Nous avons également aidé les pays à conforter leur position budgétaire en améliorant le respect du devoir fiscal, en accroissant l'efficacité des dépenses publiques et en favorisant la mobilisation de ressources intérieures.

L'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 — lancée en mai 2020 à la demande de la Banque et du FMI — est arrivée à expiration à la fin de décembre 2021, après avoir donné lieu à la suspension d'un montant de 13 milliards de dollars au titre du service de la dette de près de 50 pays pauvres. Les travaux consacrés au Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette au-delà de l'ISSD n'avancent toutefois guère : seulement trois pays ont demandé à bénéficier d'un allègement et aucun n'en a obtenu en l'espace d'un an. Pour accélérer le processus, nous avons proposé d'améliorer le cadre, notamment en associant des créanciers commerciaux à des négociations de restructuration parallèles engagées à un stade précoce et en assurant une répartition égale de la charge entre tous les créanciers. Nous avons également proposé, conjointement au FMI, que les pays demandant à bénéficier d'un allègement dans ce cadre obtiennent une suspension du service de leur dette durant les négociations. Nos deux institutions ont également suggéré d'assouplir les critères d'admissibilité de manière à permettre à un plus grand nombre de pays de solliciter un allègement.

En novembre 2021, nous avons publié la première analyse détaillée des problèmes que rencontrent les pays en développement dans le domaine de la transparence de la dette. Selon cette dernière, près de 40 % des pays à faible revenu n'avaient publié aucune information sur la dette publique au cours des deux années précédentes. Cette proportion a depuis lors été

La base de données *International Debt Statistics* aide les décideurs et les analystes en les faisant bénéficier d'un suivi des évolutions globales et par pays de l'endettement extérieur des pays en développement. Elle brosse un tableau détaillé des emprunts extérieurs et de l'origine des fonds par catégorie d'emprunteurs et de créanciers, en fournissant des informations sur la disponibilité et la comparabilité des données. La publication de 2022 fait ressortir la nécessité d'adopter une approche globale de la gestion de la dette pour aider les pays en développement à évaluer et limiter leurs risques et à ramener leur endettement à des niveaux soutenables.

Il est essentiel d'accroître la transparence de la dette pour pouvoir remédier aux risques posés par l'endettement grandissant de nombreux pays en développement. Dans le but de promouvoir cette transparence, *International Debt Statistics 2022* présente des données encore plus nombreuses et plus détaillées qu'auparavant sur la dette extérieure. Cette publication ventile le stock de la dette extérieure des pays de manière à indiquer les montants dus à chaque créancier public et privé, la composition actuelle de la dette et les conditions auxquelles les prêts ont été accordés.



ramenée à 23 % grâce, en partie, à la nouvelle Politique de financement durable du développement pour les pays IDA, qui subordonne l'octroi d'un financement à l'amélioration de la transparence et au renforcement de la gestion de la dette.

Établir des systèmes de santé plus résilients

Nous aidons les pays à établir des systèmes de santé plus résilients et à renforcer les capacités dont ils disposent pour prévenir des pandémies, s'y préparer et intervenir lorsqu'elles se produisent. Nous soutenons l'approche « Une seule santé » qui intègre les questions ayant trait à la santé humaine, animale et environnementale, l'amélioration des données et les systèmes d'alerte précoce, les campagnes d'information et les mécanismes numériques de préparation aux situations d'urgence, ainsi que le renforcement des capacités nécessaires pour veiller à la viabilité financière des dépenses. Le portefeuille mondial de projets de santé de la Banque, qui se chiffre à 27 milliards de dollars, comprend plus de 200 projets visant à aider les pays à améliorer la santé de leurs habitants et leur sécurité en ce domaine, en particulier pour les populations pauvres et vulnérables, en renforçant les soins de santé primaires et les fonctions de santé publique essentielles. Nous continuerons d'aider les pays les plus pauvres à améliorer leur préparation aux pandémies dans le cadre d'IDA-20.

Il est essentiel d'assurer un accès équitable et important aux vaccins contre la COVID-19, afin de sauver des vies et d'accélérer la reprise économique mondiale, en particulier dans les pays en développement. Les pays à faible revenu sont loin d'avoir vacciné autant de personnes que les pays à revenu élevé, ce qui contribue à l'existence de deux trajectoires de reprise économique. La plupart des pays pauvres n'ont pas été en mesure de financer des campagnes de vaccination, et encore moins d'investir dans l'amélioration de leurs capacités de préparation et d'intervention par suite des répercussions économiques considérables de la COVID-19. Selon un nouveau rapport de la Banque intitulé *From Double Shock to Double Recovery*, ces fractures grandissantes obligeront les pays disposant de peu de ressources à prendre des décisions difficiles dans le domaine des investissements sanitaires.

Entre janvier 2021 et la fin de l'exercice 22, la Banque a approuvé plus de 10 milliards de dollars en faveur de près de 80 pays pour aider ces derniers à acquérir et à distribuer des vaccins, des tests et des traitements, et à renforcer leurs systèmes de santé. Les financements ont notamment permis de fournir un soutien au maintien de la chaîne du froid, à la formation d'agents sanitaires, à l'amélioration des données et des systèmes d'information et à la poursuite de campagnes d'information pour promouvoir l'acceptation de la vaccination. En fin juin 2022, nous avons fourni plus de 433 millions de doses de vaccin à 53 pays dans toutes les régions en développement, 82 % de ces doses ayant été administrées ; ce sont au total, 617 millions de doses dans le cadre de contrats bénéficiant de financements de la Banque. Notre instrument de suivi de la distribution de vaccins contre la COVID-19 permet de recenser les pays qui ont un besoin pressant d'obtenir un soutien financier et opérationnel, et aide à suivre, repérer et éliminer les goulets d'étranglement sur le terrain. Nous travaillons également en étroite collaboration avec le partenariat pour la distribution des vaccins contre la COVID-19, dirigé par l'UNICEF, l'OMS et le Fonds mondial, afin d'aider à généraliser rapidement la vaccination et à suivre les progrès dans ce domaine, en privilégiant les pays présentant les plus faibles taux de vaccination.

Nous travaillons dans le cadre d'initiatives multilatérales — notamment le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) et le mécanisme établi pour les vaccins, COVAX — afin d'améliorer l'accès aux vaccins et d'accélérer la mise au

point de tests, de traitements et de vaccins, et d'accélérer leur conception et leur production. Par l'intermédiaire du groupe de travail que nous avons constitué avec le FMI, l'OMC et l'OMS, nous favorisons également l'apport de vaccins, de thérapies et de diagnostics. Ces efforts couvrent l'instrument de suivi de la COVID-19 dans le monde, qui indique les progrès réalisés en direction des cibles mondiales.

Le Programme de préparation et d'intervention sanitaires d'urgence complète nos efforts et procure des ressources supplémentaires à l'appui de la lutte contre la COVID-19 et d'autres situations d'urgence sanitaires, et aide les pays à mieux se préparer à des flambées de maladies. Il fournit des financements rapides aux pays qui affichent les besoins les plus pressants et qui, pour certains, n'ont pas accès aux financements habituels de la Banque. À la fin de juin 2022, le programme avait attribué 34 dons d'un montant total de 117 millions de dollars.

Pour faire en sorte que des services de santé de qualité et d'un coût abordable soient assurés pour tous les membres de la population — quelle que soit leur capacité contributive — nous aidons les pays à travailler à la mise en place de la couverture sanitaire universelle (CSU). Les efforts déployés en ce domaine peuvent réduire le risque financier posé par un mauvais état de santé, accroître l'équité et aider les pays à faire face à une situation caractérisée par une population vieillissante et une charge de morbidité grandissante imposée par des maladies non transmissibles. Deux rapports complémentaires de la Banque et de l'OMS montrent toutefois que la pandémie interrompra probablement les avancées en direction d'une couverture sanitaire universelle dans le monde entier. Bien que 270 millions de personnes de plus aient pu obtenir accès à des services de santé essentiels durant la pandémie, près d'un milliard de personnes — soit un nombre sans précédent — se sont trouvées aux prises à des difficultés financières en raison de dépenses de santé. Ce nombre devrait encore s'accroître, notamment par suite de l'augmentation de la pauvreté, de la diminution des revenus et des contraintes budgétaires auxquelles sont confrontées les autorités publiques.

La COVID-19 a également montré qu'il importe d'avoir de solides systèmes de santé pour se préparer aux situations d'urgence et faire face aux effets sanitaires de plus en plus notables du changement climatique. Notre nouveau rapport sur la COVID-19 et des soins de santé intelligents sur le plan climatique, intitulé *COVID-19 and Climate-Smart Health Care*, que nous avons établi en collaboration avec les Fonds d'investissement climatiques, fournit un cadre pour aider les pays à se doter de systèmes résilients pouvant faire face aux conséquences sanitaires du changement climatique tout en réduisant la contribution du secteur à la crise climatique.

Le Mécanisme de financement mondial (GFF) est un partenariat réunissant de multiples parties prenantes hébergé à la Banque qui soutient les efforts déployés par les pays pour améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Les femmes et les enfants des pays les plus pauvres du monde ont été durement touchés par de multiples crises, qui limitent leur accès à des services de santé et réduisent à néant les progrès accomplis dans le domaine de la santé et du capital humain. Les deux tiers des pays partenaires auprès desquels une enquête a été menée ont indiqué que leurs systèmes de santé avaient été perturbés jusqu'en 2021, et même pendant une grande partie de cette année en raison, notamment de problèmes financiers, de l'insuffisance du nombre d'agents sanitaires et du manque de fournitures médicales. Durant l'exercice 22, le GFF a permis aux pays de répondre à leurs besoins les plus pressants tout en soutenant des soins de santé primaires plus solides et plus équitables. Au Mozambique, au Rwanda et en Sierra Leone, le GFF collabore avec la Banque et d'autres partenaires pour former les agents de santé communautaires de manière à ce qu'ils puissent administrer les vaccins contre la COVID-19 tout en assurant des services de santé essentiels, notamment dans les domaines de la planification familiale et de la nutrition. Avec l'appui du GFF, le Niger a modifié son cadre juridique pour aider les adolescentes mariées à avoir plus facilement accès à des services de planification familiale, et à permettre aux clubs de santé scolaires de communiquer plus largement des informations sur la santé reproductive. Au Cambodge, le GFF a apporté un soutien aux services de santé essentiels durant la pandémie de COVID-19 et a favorisé l'obtention de meilleurs résultats dans le domaine de la nutrition — entre 2018 et 2020, le nombre d'enfants dont la croissance a fait l'objet d'un suivi a augmenté de 26 % et la proportion de femmes enceintes recevant des suppléments en micronutriments est passée de 80 % à 89 %. Le GFF a également aidé à éliminer les obstacles financiers à l'accès des populations pauvres aux services en élargissant la couverture du Fonds d'équité sanitaire pour inclure les enfants âgés de moins de deux ans dont les parents travaillent dans le secteur informel.

Financer une transition résiliente et sobre en carbone

Nous aidons les pays à intégrer leurs objectifs relatifs au climat et au développement. *Le Plan d'action sur le changement climatique pour la période 2021–2025* lancé en juin 2021 considère conjointement les priorités mondiales et les diagnostics climatiques établis au niveau des pays pour aider ces derniers à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter



au changement climatique. Il témoigne également de la détermination du Groupe de la Banque à accroître encore ses financements climatiques, en portant à 35 % la part des ressources qu'il consacrerait à l'action climatique au cours des cinq prochaines années. Le Groupe de la Banque veillera également à ce que ses financements soient conformes aux dispositions de l'Accord de Paris d'ici le 1^{er} juillet 2023 pour toutes les nouvelles opérations de la Banque et pour 85 % des opérations approuvées par les Administrateurs d'IFC et de la MIGA dans le secteur réel (et 100 % de ces dernières au 1^{er} juillet 2025).

Le plan a produit des résultats dès sa première année. Durant l'exercice 22, la Banque a accordé 26,2 milliards de dollars au titre d'investissements axés sur le climat dans des pays en développement, soit un montant supérieur de 83 % à celui de 14,2 milliards de dollars affecté durant l'exercice 19. Avec 12,9 milliards de dollars, le financement de l'adaptation par la Banque mondiale a atteint un record historique.

Le Groupe de la Banque donne la priorité à la fourniture d'un appui à des transitions sobres en carbone dans des secteurs essentiels : énergie ; agriculture, alimentation, eau et terres ; villes ; transports ; et industries manufacturières. En Türkiye, le Projet d'intégration de paysages résilients établira les bases d'une stratégie nationale du renforcement de la résilience des régions rurales vulnérables, soutiendra une reprise durable à l'issue de la pandémie de COVID-19 et facilitera une transition verte et économe en carbone. Ce projet associe des solutions fondées sur la nature à des équipements devant permettre de faire face aux inondations et aux sécheresses saisonnières, à l'érosion des sols et aux glissements de terrain dans les bassins fluviaux de Bolaman et Cekerek — deux régions affichant des taux de pauvreté élevés et exposées aux effets climatiques. Il permettra également de remettre en état les paysages forestiers, de former les agriculteurs à des méthodes agricoles durables, de construire des équipements d'irrigation et d'approvisionnement en eau et d'accroître les moyens de subsistance des ménages ruraux.

Nous avons également publié nos premiers rapports nationaux sur le climat et le développement (CCDR), nouveaux outils de diagnostic essentiels qui permettent d'analyser la manière dont chaque pays peut atteindre ses objectifs de développement tout en s'adaptant au changement climatique et/ou en atténuant les effets de ce dernier. Les CCDR fournissent une base analytique solide et rigoureuse à partir de laquelle il est possible d'envisager les trajectoires d'une transition résiliente sobre en carbone pour chaque pays. Ils placent aussi délibérément les populations et les collectivités au cœur de leur approche, car ce seront les êtres humains qui détermineront le succès et la viabilité de toute politique ou transition axées sur le climat. Ils évaluent par conséquent la manière dont les risques climatiques touchent les personnes et les collectivités ainsi que la manière de renforcer leur résilience. Nous harmonisons également nos modalités d'établissement des rapports sur les risques climatiques avec les directives de l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat du Conseil de stabilité financière, y compris dans le présent rapport (voir page 89).

Selon les projections du rapport *Groundswell Part II* que nous avons publié en septembre 2021, le changement climatique pourrait forcer 216 millions de personnes à l'échelle mondiale à migrer à l'intérieur de leurs propres pays d'ici 2050. La poursuite d'une action concertée décisive permettant de réduire les émissions pourrait toutefois réduire de jusqu'à 80 % ces migrations. Cette publication élargit la portée du premier rapport *Groundswell* (publié en 2018), qui était consacré aux déplacements internes dus au climat en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud, et en Amérique latine et dans les Caraïbes, en présentant également une analyse couvrant l'Asie et le Pacifique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

Le Groupe de la Banque réunit différents partenariats mondiaux qui définissent l'action climatique, coordonne leurs actions et y participe, comme la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, qui représentait plus de 70 pays en avril 2022. Lors des Réunions de printemps 2022, les ministres de la coalition ont indiqué que la tarification du carbone devrait être

un élément essentiel des stratégies poursuivies pour faire face à la crise climatique. Ils ont aussi noté que les approches retenues dans le cadre des propositions multilatérales et régionales de la tarification du carbone devraient être ouvertes, collaboratives et inclusives. En novembre 2021, la coalition a également participé à la Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) à Glasgow, et a énoncé les principaux domaines dans lesquels les ministères des Finances, les banques centrales et les organes de supervision du secteur financier pourraient appuyer la réalisation de progrès en direction de la neutralité carbone.

Assurer à tous un accès à l'énergie

Les émissions associées aux énergies représentent plus de 75 % des émissions totales. La guerre en Ukraine a provoqué une flambée des prix de l'énergie et une offre volatile dans le monde entier, dont souffrent plus particulièrement les pays les plus pauvres qui, pour la plupart, sont tributaires d'importations d'énergies. Cette crise montre à quel point il est urgent de déployer à très grande échelle des systèmes d'énergies renouvelables pour atténuer le changement climatique et assurer la fiabilité et la sécurité des approvisionnements énergétiques. Les avancées technologiques ont permis de réduire sensiblement le coût des énergies renouvelables, et offrent la possibilité d'augmenter leur part dans le bouquet énergétique mondial.

Le Groupe de la Banque entend accélérer une transition énergétique équitable. Il est l'une des plus importantes sources de financement des énergies renouvelables et de projets d'efficacité énergétique dans les pays en développement, puisqu'il a engagé 8,6 milliards de dollars au cours des cinq dernières années et a contribué à mobiliser des capitaux privés. Il a accru son appui aux énergies renouvelables pour élargir l'accès à ces dernières, en particulier en Afrique subsaharienne ; les solutions proposées sont, notamment, des mini-réseaux d'énergies renouvelables, des systèmes solaires en réseau et des systèmes d'électrification solaire durable pour les établissements sanitaires et les écoles.

Pour autant, près de 733 millions de personnes vivent toujours sans électricité, et environ 2,6 milliards n'ont pas accès à des modes de cuisson propres. Au cours des cinq dernières années, la Banque a contribué à raccorder environ 80 millions de personnes à une source d'alimentation en électricité, ou à améliorer leur accès à cette dernière, et a engagé 4,6 milliards de dollars au titre de programmes d'accès à l'énergie, principalement en Afrique. Nous avons également aidé 40 millions de personnes — essentiellement en Afrique et en Asie du Sud — à obtenir des moyens de faire la cuisine et de se chauffer de manière plus propre et plus efficace. Au Rwanda, nous contribuons à apporter des solutions propres pour la cuisson des aliments à plus de 2 millions de personnes, notamment en mobilisant 19 millions de dollars d'investissements privés. Ce travail est soutenu par des partenaires tels que le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique, qui fournit des compétences techniques et des financements pour aider à atteindre l'accès universel d'ici à 2030. Ce programme aide à généraliser les solutions hors réseau et les mini-réseaux, et ses ressources financent un quart du total des investissements dans les mini-réseaux.

Nous aidons les pays à gérer les industries extractives de manière à contribuer à une croissance et à un développement durables, à protéger les populations locales et à réduire les émissions. Au cours des 20 dernières années, le Groupe de la Banque a consacré plus de 3 milliards de dollars



pour aider les autorités publiques à fermer des mines de charbon et des centrales alimentées au charbon tout en assurant une transition équitable protégeant les travailleurs et les collectivités, en même temps que l'environnement. Le rapport sur les perspectives mondiales de l'emploi dans le secteur du charbon et la gestion de la sortie des travailleurs de ce secteur lancé en décembre 2021 sous le titre *Global Perspective on Coal Jobs and Managing Labor Transition out of Coal* examine les obstacles à l'élimination du charbon en Afrique du Sud, en Inde et en Indonésie, en s'appuyant sur les leçons tirées antérieurement des transitions des États-Unis et de la Pologne. Il formule des recommandations sur la manière dont les autorités publiques peuvent se préparer à faire face aux pertes de postes, notamment en adoptant des politiques de soutien aux travailleurs et en les aidant à trouver d'autres emplois. La Banque collabore également avec les pays et les partenaires à la réduction du torchage de gaz, qui gaspille des ressources et qui, compte tenu des volumes actuellement torchés, devraient produire environ 400 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an. L'Initiative de soutien pour l'élimination du torchage de routine à l'horizon 2030 — lancée par la Banque et des partenaires en 2015 — avait, durant l'exercice 22, l'appui de 34 pays et de 53 sociétés qui, collectivement, sont à l'origine de près des deux tiers des gaz torchés.

Investir dans la nature pour un avenir résilient et durable

La perte de biodiversité et de services écosystémiques est étroitement liée au changement climatique, et touche plus particulièrement les pays à faible revenu. Nous soutenons un développement intelligent sur le plan climatique en aidant les pays à prendre en compte la valeur du capital naturel, à améliorer la gestion des forêts et des paysages, à s'orienter vers une économie bleue durable et à mieux gérer la pollution.

Nous promovons la préservation d'écosystèmes verts et bleus qui ont également des effets positifs sur les moyens d'existence. En mars 2022, la Banque a fixé le prix d'une obligation pour la préservation de la faune sauvage (Wildlife Conservation Bond). Ce nouvel instrument financier a pour objet d'appuyer la protection du rhinocéros noir qui est en danger critique d'extinction, et procure des avantages aux communautés voisines d'Afrique du Sud. La Banque mène également le Programme pour des paysages durables en Amazonie, financé par le Fonds pour l'environnement mondial, qui améliore la gestion intégrée des paysages et la conservation des écosystèmes en Bolivie, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Guyana, au Pérou et au Suriname. Ce projet a, à ce jour, contribué à développer et à renforcer la gestion de 42 millions d'hectares de zones protégées, à encourager l'adoption de pratiques de production durables sur 209 000 hectares et à la remise en état de 4 300 hectares.

Nos travaux d'analyse ont aidé les pays à prendre systématiquement en compte la valeur de leur capital naturel. Notre rapport phare intitulé *L'évolution des richesses des nations 2021* présente les données les plus complètes sur la comptabilité du patrimoine établies à ce jour. Un nouveau document d'orientation sur la biodiversité et les écosystèmes, *Unlocking Nature-Smart Development*, décrit également les cadres d'intervention conçus à l'échelle mondiale pour aider les pays et les économies à suivre des trajectoires de développement plus durables.

Le Plan d'action sur le changement climatique pour la période 2021–2025 du Groupe de la Banque mondiale fait état de l'engagement d'accroître l'appui à des solutions fondées sur la nature, à l'apport de meilleurs outils d'aide à la prise de décision et à la comptabilité du patrimoine, et de prendre en compte les risques liés à la nature et au climat dans le contexte de la finance durable. Lors de la COP26 qui s'est tenue à Glasgow, le Groupe de la Banque a signé, avec d'autres Banques multilatérales de développement la déclaration conjointe intitulée *Nature, People, and Planet*.

Nous soutenons aussi les efforts visant à réduire la pollution atmosphérique par les produits chimiques et les plastiques, qui a des répercussions nocives sur la santé des êtres humains et de l'environnement et sur le climat. Les efforts que nous déployons à cet effet comprennent des travaux d'analyse qui décrivent les stratégies qui peuvent être adoptées pour réduire la pollution par les plastiques et soutenir des systèmes industriels permettant de restaurer et de régénérer l'environnement dans différents contextes nationaux.



Poursuivre des efforts pour assurer à tous un approvisionnement en eau

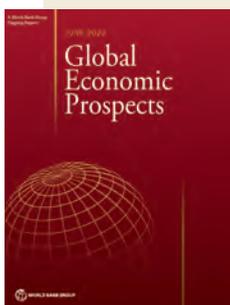
Les sources d'eau sont menacées dans le monde entier par le changement climatique, la croissance démographique, les systèmes de croissance économique consommant de grandes quantités d'eau, et la pollution atmosphérique. La demande ne cesse toutefois de s'accroître et devrait augmenter de 50 % dans les villes au cours des 30 prochaines années. L'insuffisance d'une alimentation en eau de qualité est l'un des plus graves risques menaçant le progrès économique, la réduction de la pauvreté et le développement durable.

En sa qualité de plus importante source multilatérale de financement de l'eau dans les pays en développement, la Banque collabore étroitement avec ses partenaires pour promouvoir un emploi plus durable des ressources, améliorer la prestation de services et renforcer la résilience. Nous avons aidé 1,8 million de personnes en Tanzanie à obtenir accès à de plus grandes quantités d'eau de meilleure qualité, plus près de chez eux, en 2021 ; environ 2,6 millions de personnes ont également obtenu accès à de meilleurs services d'assainissement. Au Ghana, nous avons contribué à financer l'octroi de subventions pour permettre aux ménages pauvres d'acquiescer des toilettes.

Nous aidons les pays à assurer l'alimentation en eau des villes grâce à l'adoption de solutions novatrices, qui reposent notamment sur des approches d'économie circulaire. Nous menons ainsi des efforts pour permettre à Guayaquil (Équateur) de s'attaquer aux problèmes liés à la pollution des rivières et des estuaires causée par les eaux usées depuis des dizaines d'années. Nous avons mis l'accent sur un assainissement dans de bonnes conditions de sécurité, que ce soit en améliorant les équipements et le réseau d'égout ou en veillant à ce que les populations pauvres bénéficient de services d'assainissement et à ce que les clients soient raccordés au réseau. La qualité de l'eau est contrôlée en amont, et la planification au niveau du bassin fluvial nous aide à comprendre les facteurs qui la déterminent. Deux nouvelles stations traiteront les eaux usées et transformeront le méthane provenant des boues d'épuration de manière à produire suffisamment d'électricité pour couvrir 40 % de leur consommation.

En Inde, un important projet d'irrigation et de gestion des inondations mené dans le Bengale-Occidental aide 2,7 millions d'agriculteurs à bénéficier de meilleurs services d'irrigation et d'une protection contre les inondations annuelles de manière à atténuer les répercussions du changement climatique. Le projet optimise l'utilisation des eaux superficielles et souterraines, améliore la productivité agricole et accroît les revenus dans les zones rurales.

Nos travaux d'analyse renforcent nos opérations. Nous citerons ici notre rapport *Troubled Tariffs*, qui propose aux responsables de l'action publique des moyens d'améliorer l'efficacité, de réduire le coût et d'assurer la viabilité des services d'approvisionnement en eau, ainsi que notre rapport *Seeing the Invisible*, qui attire l'attention sur l'importance que revêt la qualité des eaux souterraines pour la santé humaine, l'agriculture, le commerce et l'industrie et l'environnement.



Perspectives économiques mondiales

Ce rapport phare, publié tous les six mois en janvier et en juin, examine l'évolution, les perspectives et les politiques économiques mondiales en mettant plus particulièrement l'accent sur les pays émergents et en développement. Le rapport de juin 2022 décrit la manière dont les dégâts causés par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont accentué le ralentissement de l'économie mondiale. La situation pourrait se dégrader essentiellement par suite d'une inflation mondiale soutenue associée à une croissance modérée, qui pourrait avoir des conséquences défavorables sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le rapport sou-

ligne la nécessité d'une action politique résolue pour éviter les conséquences les plus graves. Il faudra, à cette fin, poursuivre des efforts à l'échelle mondiale pour limiter les préjudices subis par les populations touchées par la guerre, amortir le choc de la montée des cours du pétrole et des prix alimentaires, accélérer l'allègement de la dette et vacciner un plus grand nombre de personnes dans les pays à faible revenu. Le rapport enjoint également aux décideurs d'éviter de prendre des mesures sources de distorsion, comme les contrôles des prix, les subventions et les interdictions d'exportation, qui pourraient accélérer la hausse des cours des produits de base. Il importe, de fait, que les autorités publiques réorientent en priorité leurs dépenses de manière à alléger la charge pesant sur les groupes vulnérables.

Le Partenariat mondial pour la sécurité hydrique et l'assainissement, fonds fiduciaire alimenté par plusieurs donateurs, aide les pays à atteindre les objectifs de développement durable concernant l'eau. Le *2030 Water Resources Group*, formé par des intervenants du secteur public, du secteur privé et de la société civile, a entrepris de constituer une équipe de travail mondiale pour financer le secteur de l'eau en privilégiant la mise en place de services d'utilité collective résilients, l'emploi de nouvelles technologies pour améliorer la gestion de l'eau et la fourniture des services de manière plus efficace et adaptable.

Stimuler la transformation économique

Depuis 1990, l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale a contribué de manière fondamentale à créer des emplois et à aider plus d'un milliard de personnes à sortir de la pauvreté. Le processus d'intégration des échanges semble toutefois à présent compromis. Depuis le début de la pandémie — et surtout depuis le début de la guerre en Ukraine — de nombreux pays se replient sur eux-mêmes, en s'efforçant de ramener leurs activités de production sur leur territoire et de protéger leurs marchés intérieurs de la hausse des prix alimentaires et des coûts de l'énergie. Selon de nouvelles études réalisées par la Banque en mars 2022, l'adoption de mesures de rapatriement des activités de production aurait pour effet de réduire les échanges et de faire basculer 52 millions de personnes dans la pauvreté, en particulier en Afrique subsaharienne. Les mesures conçues pour limiter les exportations de produits alimentaires ont, par ailleurs, fréquemment des effets contraires à l'objectif visé — en portant préjudice surtout aux consommateurs les plus pauvres, en réduisant les incitations à investir dans la production alimentaire et en compromettant la sécurité alimentaire mondiale à long terme.

Nos efforts visent principalement à stimuler la création d'emplois et la transformation économique afin de promouvoir le développement. Nous aidons les pays à réorienter leurs ressources vers des activités plus productives, qui offrent de plus amples possibilités de créer des emplois de qualité. Nous les aidons également à obtenir accès à des marchés plus importants grâce au commerce et à l'urbanisation. Nous les aidons en outre à trouver des moyens d'accroître la productivité des entreprises et des emplois existants.

Durant l'exercice 22, nous avons réalisé d'importants travaux d'analyse de manière à promouvoir ces objectifs. Au nombre de ces derniers figurent : un rapport sur la fréquence et la complexité grandissantes de subventions sources de distorsion ; une analyse de la manière dont les échanges ont contribué à la reprise à la suite de la pandémie de COVID-19 ; et une étude montrant comment les politiques commerciales peuvent promouvoir l'apport de solutions face au changement climatique. Les études que nous avons réalisées dans le cadre de la série *Trade Watch* ont également donné lieu à l'analyse de l'impact sur le commerce de la guerre en Ukraine.

Nous avons produit diverses études diagnostiques des échanges dans le but de guider les stratégies de croissance des pays et leurs plans d'adaptation à l'évolution du climat. Notre deuxième rapport, qui analyse l'accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine, montre que l'intensification des échanges et une augmentation des investissements étrangers directs pourraient accroître les revenus réels en Afrique d'environ 9 % d'ici 2035 et permettre à 10 millions de personnes de plus d'échapper à l'extrême pauvreté.

Créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour réduire la pauvreté

Au cours des dernières années, la hausse des revenus tirés du travail a contribué pour environ 40 % à la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale. Plus de 90 % des travailleurs des pays à faible revenu continuent toutefois d'avoir des emplois de faible qualité et peu productifs. La pandémie de COVID-19 a aggravé les défis existants en perturbant les emplois, les marchés du travail et les moyens de subsistance. Il importe que les pays en développement créent de meilleurs emplois qui accroissent la productivité et les gains, et qu'ils améliorent l'accès des personnes défavorisées au marché du travail. Les autorités publiques peuvent contribuer de manière efficace à promouvoir la demande de travail dans le secteur privé — en particulier pour créer des emplois de meilleure qualité — en adoptant une réglementation plus propice. C'est ce que montre notre rapport de 2022 *Jobs Undone*, qui examine les défis qui se posent en ce domaine dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

La Banque investit dans l'amélioration de l'emploi, procède à des diagnostics du travail et soutient l'échange de savoirs à l'échelle mondiale ainsi que la réalisation d'études. Durant l'exercice 22, nous avons apporté un appui à 510 projets concernant l'emploi en effectuant des investissements de l'ordre de 74 milliards de dollars. En Zambie, le projet pour les agroindustries et le commerce aide les agriculteurs et les petites et moyennes agroentreprises qui s'installent à constituer des liens plus étroits avec des marchés plus importants en participant à des chaînes de valeur durables offrant de vastes perspectives. Le projet a mobilisé environ 5 millions de dollars de capitaux privés ; le chiffre d'affaires moyen a augmenté de 27 % pour



près de 33 000 agriculteurs et de 73 % pour les petites et moyennes entreprises (PME). Durant IDA-20, nous continuerons d'appuyer la création d'emplois et la transformation économique dans le but de remédier aux obstacles et aux défaillances du marché pour qu'il soit possible d'exploiter les opportunités offertes par des investissements émanant du secteur privé et de créer de meilleurs emplois dans 20 pays IDA, dont cinq touchés par des situations de FCV.

Nous fournissons un appui aux PME opérant en Égypte, en Éthiopie, en Géorgie et en Mongolie, ainsi qu'aux PME des secteurs les plus durement touchés comme le tourisme en Indonésie et en Ouganda, afin de les aider à survivre et à garder leurs employés durant la pandémie. Nous aidons également les entreprises viables, nous renforçons les régimes d'insolvabilité et nous accroissons la résilience du secteur financier en Indonésie, au Mexique, au Paraguay et en Uruguay. En Ouganda et aux Philippines, nous nous employons à élargir l'accès aux technologies financières, aux liquidités et au crédit en mettant l'accent sur les PME et les femmes. Enfin, aux Maldives, le Projet de soutien d'urgence aux revenus motivé par la pandémie de COVID-19 fournit un soutien temporaire aux travailleurs ayant perdu leur emploi par suite de la pandémie ; le projet a également contribué à renforcer le système de protection sociale du pays pour lui permettre de se préparer à de futures crises. Près de 23 000 travailleurs ont bénéficié d'un soutien financier ; 9 000 d'entre eux étaient des femmes, dont les deux tiers travaillaient pour leur propre compte.

Plusieurs partenariats hébergés à la Banque s'emploient à promouvoir l'offre de meilleurs emplois et à fournir des éléments d'information pour l'élaboration de politiques publiques concernant les travailleurs migrants. Il s'agit notamment de l'initiative *Solutions for Youth Employment* qui bénéficie d'une forte participation du secteur privé, et de l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD), qui assure le suivi des migrations et des envois de fonds. Dans le cadre du nouveau fonds fiduciaire global pour les migrations de KNOMAD, auquel contribuent plusieurs bailleurs de fonds, nous préparons le terrain à l'augmentation du nombre d'opérations visant les migrations et les déplacements forcés, dans un premier temps en Colombie. Selon les projections présentées dans le numéro de mars 2022 de la note d'orientation KNOMAD, les envois de fonds à destination de l'Ukraine augmenteront sensiblement en 2022, tandis que les envois de fonds de Russie vers l'Asie centrale diminueront. Nous continuerons de collaborer avec nos partenaires et les pays à la poursuite des envois de fonds malgré la pandémie et d'autres crises.

Faire face à la crise de l'apprentissage dans le monde

Le monde connaissait une crise de l'apprentissage avant même que n'éclate la pandémie de COVID-19. Cette dernière — qui, en avril 2020, a provoqué un nombre record de fermetures d'établissements d'enseignement et a empêché 94 % des élèves d'aller à l'école — a encore aggravé ce problème. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, le taux global de pauvreté des apprentissages, qui mesure la proportion d'enfants âgés de 10 ans qui ne peuvent pas lire et comprendre un texte simple, pourrait atteindre 70 %. À l'échelle mondiale, les enfants souffrant de cette perte d'apprentissage pourraient devoir renoncer sur l'ensemble de leur vie à des revenus représentant un montant total de 21 000 milliards de dollars, dont 11 000 milliards de dollars dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Bien que presque tous les pays aient assuré un enseignement à distance sous une forme quelconque durant la fermeture des établissements scolaires, les enfants des ménages désavantagés ont bénéficié dans une moindre mesure de ces services. Au moins un tiers des élèves du monde entier — soit 463 millions d'enfants — n'ont pas pu avoir accès à un enseignement à distance. Les filles, les élèves handicapés et les enfants les plus jeunes ont également rencontré de graves difficultés dans le cadre de l'enseignement à distance et sont moins susceptibles de retourner à l'école à la fin de la pandémie.

Le soutien que nous apportons aux pays couvre l'intégralité du cycle d'apprentissage de manière à promouvoir des systèmes éducatifs résilients, équitables et inclusifs permettant à tous d'apprendre. Nous sommes la plus importante source de financement extérieur de l'éducation dans les pays en développement ; notre portefeuille, qui se chiffre à près de 23 milliards de dollars, vise à améliorer l'apprentissage et à donner à chaque apprenant l'accès à l'éducation dont il a besoin pour réussir. Nos financements au titre de l'éducation pour les trois dernières années représentent le double des montants accordés au cours des dix années précédentes. Nos projets bénéficient à au moins 432 millions d'élèves et d'étudiants et à 18 millions d'enseignants — un tiers de ces élèves et étudiants et près d'un quart de ces enseignants se trouvant dans des pays qui sont nos clients. Nous sommes également le plus important organisme d'exécution des activités couvertes par les financements du Partenariat mondial pour l'éducation dans les pays à faible revenu, puisque nous administrons un montant de 3,6 milliards de dollars, soit 57 % de son portefeuille de financement.

Grâce à nos données, nos travaux d'analyse, nos conseils sur l'action à mener, nos financements et notre assistance technique, nous aidons les autorités publiques à mettre en œuvre des programmes de reprise ambitieux visant à rescolariser les enfants, recouvrer les connaissances perdues, assurer le bien-être des élèves et des enseignants, soutenir les enfants marginalisés et accélérer le rythme des progrès. Au Brésil, nous appuyons la reprise de l'apprentissage en assurant une instruction ciblée aux élèves ayant des difficultés scolaires et en proposant des exercices structurés pour développer les compétences socioaffectives dans les établissements scolaires. En Inde, nous avons aidé à renforcer le système d'évaluation en classe de l'État du Gujarat de manière à produire de meilleures informations pouvant servir de base à la formulation de nouvelles méthodes de rattrapage ; nous avons également investi dans le perfectionnement professionnel des enseignants. Au Mozambique, nous avons entrepris d'améliorer l'aptitude à l'apprentissage et l'alphabétisation dans la petite enfance grâce à l'établissement de plans de cours, à la formation et au mentorat des enseignants et à de fréquentes évaluations. Nous aidons également le pays à élargir l'accès des filles aux classes de plus haut niveau et à veiller à ce qu'elles poursuivent leurs études en améliorant la sécurité dans les établissements scolaires, en leur donnant accès à des équipements sanitaires adaptés à leur sexe et en mettant en place un programme de mentorat.

Nous collaborons avec de nombreux partenaires pour promouvoir la réalisation de ces objectifs, notamment le HCR, le PAM, l'OCDE et les universités Harvard, Oxford et Johns Hopkins. Le Programme d'accélération (Accelerator Program) lancé en 2020 avec l'UNICEF dans le cadre





Remédier aux disparités relatives au capital humain pour assurer une reprise équitable

Les pays faisant actuellement face à de multiples crises d'envergure mondiale, il est essentiel qu'ils ciblent leurs investissements de manière à remédier aux carences du capital humain — afin de promouvoir les connaissances, les compétences, l'état de santé et la nutrition dont les êtres humains ont besoin pour réaliser leur potentiel. Le Projet sur le capital humain de la Banque mondiale soutient ces efforts en associant des études, des données et des travaux d'analyse aux opérations qu'elle mène dans les pays et à l'échelle mondiale.

En 2022, le capital humain est devenu l'un des thèmes particuliers du train de mesures d'IDA-20, ce qui a permis d'orienter les interventions sur l'élimination des lacunes et de mobiliser des investissements axés sur la population dans les pays les plus pauvres.

Nous réalisons actuellement plus de 20 examens du capital humain pour aider les autorités publiques à déterminer les obstacles qui ont des répercussions sur le capital humain. Nous aidons aussi les pays à améliorer l'efficacité des financements et des dépenses au titre du capital humain. Nous avons enfin entrepris de mettre en place des plans axés sur le capital humain pour les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Asie du Sud.

Durant l'exercice écoulé, nous avons publié, conjointement à l'OMS, aux autorités des États-Unis et à plusieurs universités, une note d'orientation sur la manière de faire face aux crises du personnel soignant et des orphelins provoquées par la COVID-19. Une autre note d'orientation préparée en temps opportun examine les pertes de capital humain engendrées par les conflits armés, non seulement durant un cycle de vie, mais durant plusieurs générations ; elle apporte des éléments sur lesquels le Groupe de la Banque peut se fonder pour faire face aux répercussions à l'échelle mondiale de la guerre en Ukraine. En décembre 2021, nous avons publié un rapport intitulé *The Quality of Health and Education Systems Across Africa*, qui montre comment les données relatives à la prestation de services de santé et d'éducation ont permis d'orienter les débats publics et de soutenir les politiques publiques des pays. Nos travaux s'appuient sur les analyses que nous consacrons actuellement aux pertes de capital humain dues à la pandémie.

Les partenariats sont un aspect essentiel du Projet sur le capital humain. Lors des conclaves ministériels qui se tiennent deux fois par an, nous collaborons avec les ministres des Finances et du Plan et d'autres partenaires à des projets d'investissement visant à améliorer la santé et l'éducation des êtres humains et à soutenir la croissance économique. Les réunions organisées cette année avaient pour objet d'élaborer un nouveau mode de prestation de services pour l'ère numérique, et de remédier aux pertes d'apprentissage et d'emploi provoquées par la pandémie de COVID-19. Ces efforts ont été complétés par une série d'événements auxquels ont participé les chargés de liaison des ministères des Finances.

Le Programme-cadre sur le capital humain (Human Capital Umbrella Program) aide les pays à concevoir et à appliquer des stratégies permettant de renforcer, de protéger et d'utiliser le capital humain. Grâce à des financements de la Fondation Bill et Melinda Gates et du Canada, ce programme a fait bénéficier 16 pays d'Afrique et d'Asie du Sud de travaux d'analyse et d'une assistance technique axée sur le relèvement des défis qui se posent au niveau du capital humain, en particulier l'autonomisation économique des femmes.

d'un partenariat forgé avec la Fondation Bill et Melinda Gates, l'UNESCO, USAID et le Royaume-Uni, continue d'aider les pays participants à considérablement améliorer les compétences de base. Le rapport sur la crise mondiale de l'éducation intitulé *State of Global Education Crisis*, publié conjointement par la Banque mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO, présente le bilan des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'apprentissage, et décrit les mesures prises par les autorités publiques pour atténuer les effets des fermetures d'établissements d'enseignement. La version mise à jour en 2022 du rapport intitulé *State of Global Learning Poverty* — publication conjointe du Royaume-Uni, de la Fondation Bill et Melinda Gates, de l'UNESCO, de l'UNICEF, d'USAID et de la Banque — souligne, quant à elle, que la reprise doit commencer par la prise d'un engagement politique à l'échelon national.

Étant donné l'ampleur des défis et les nombreuses demandes de financement, les pays doivent faire porter l'essentiel de leurs efforts sur les besoins les plus pressants et adopter des approches efficaces par rapport à leur coût pour faire face à la pauvreté des apprentissages. Le rapport *Where Are We On Education Recovery?* que nous avons établi conjointement avec l'UNICEF et l'UNESCO, présente une démarche visant à garantir que tous les enfants et tous les jeunes sont scolarisés et acquièrent les compétences de base nécessaires pour obtenir de bons résultats dans le cadre de leurs études et par la suite. Cette approche dite *RAPID* donne lieu à la prise de mesures essentielles à la reprise des apprentissages ; elle vise à atteindre chaque enfant et à assurer la poursuite de sa scolarité ; à évaluer régulièrement les niveaux d'apprentissage ; à donner la priorité à l'enseignement des connaissances fondamentales ; à accroître l'efficacité de l'instruction, notamment dans le cadre de séances de rattrapage ; et à promouvoir le bien-être et la santé psychosociale.

Les engagements contractés par la Banque dans les situations de FCV se chiffrent à 5,2 milliards de dollars ; ils ont rapidement augmenté de manière à permettre d'atteindre un grand nombre d'enfants vivant dans des situations de conflit et de violence. Les projets financés représentent maintenant presque un quart de notre portefeuille de projets d'éducation. Notre approche, qui s'inscrit dans le droit fil de la stratégie du Groupe de la Banque pour les situations de FCV, part du principe que l'éducation contribue de manière fondamentale à atténuer les effets de la fragilité et des déplacements sur les enfants et sur les jeunes, et à prévenir de violents conflits à terme.

Autonomiser les femmes pour promouvoir la résilience et une croissance durable

Nous collaborons avec les pays dans le but d'autonomiser les femmes et les filles et d'investir dans celles-ci. Au cours des dix dernières années, des progrès ont été accomplis dans plusieurs domaines importants, comme en témoignent la baisse de la mortalité maternelle, l'augmentation de la scolarisation des filles et le renforcement de la protection juridique des femmes. Entre 2012 et 2022, l'indice moyen enregistré pour les pays dans notre publication phare a augmenté de 6,4 points, ce qui indique que les femmes ont marqué des avancées en ce qui concerne les droits et la représentation économique ; le nombre de femmes membres de parlements nationaux est plus élevé qu'il ne l'a jamais été.

Des problèmes fondamentaux perdurent néanmoins. Les pays sont confrontés à une myriade de crises, qui touchent les garçons, les filles, les hommes et les femmes de manière différente. Leurs effets sont souvent aggravés par l'existence de lois et de politiques publiques ayant un caractère discriminatoire, ainsi que par les normes sociales qui régissent les rôles et les attributions économiques, et par la violence fondée sur le genre. La pandémie continue d'aggraver les disparités entre les hommes et les femmes, menace d'éliminer les progrès réalisés par les femmes et les filles dans les domaines du capital humain, de l'autonomisation économique, de la possibilité de se faire entendre et d'avoir des moyens d'action.

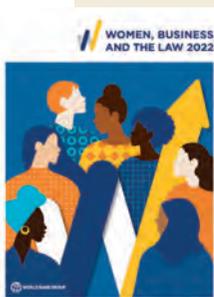
Les pays doivent accélérer le rythme des progrès dans le domaine de l'autonomisation et de l'entrepreneuriat des femmes, de l'éducation des filles et de l'acquisition par ces dernières des compétences nécessaires à leur emploi futur, et de leur accès à des services essentiels tels que la garde d'enfants et les services de santé sexuelle et procréative pour pouvoir améliorer les résultats dans le domaine du développement. Ils doivent aussi prévenir et combattre la violence fondée sur le genre ainsi que ses causes, en particulier dans les pays touchés par la fragilité et des conflits. Le Groupe de la Banque aide les pays à progresser en direction de ces objectifs et à rendre leurs économies plus inclusives et résilientes. Son action en ce domaine est guidée par sa Stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes pour 2016–2023, qui vise à éliminer les disparités entre les hommes et les femmes dans quatre domaines principaux : les dotations humaines (santé, éducation et protection sociale), l'emploi, les actifs, la possibilité de se faire entendre et les moyens d'action. En janvier 2022, nous avons lancé une initiative d'une durée d'un an, baptisée *#AccelerateEquality*, dans le but de réfléchir aux progrès réalisés et aux enseignements tirés au cours des dix dernières années.

Nous soutenons le Mécanisme-cadre pour l'égalité des sexes, qui est un fonds fiduciaire multidonateurs créé dans le but d'éliminer les disparités entre les sexes et d'autonomiser les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Ce mécanisme finance des biens publics mondiaux destinés à promouvoir des innovations et produire des éléments à l'appui de solutions pouvant être adaptés par les autorités publiques, les partenaires de développement et le secteur privé.

Nous aidons les femmes à participer à l'activité économique, notamment grâce à la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir une inclusion économique productive, comme des activités de formation et d'encadrement et des interventions psychosociales. Nous soutenons également les programmes argent contre travail, l'accroissement du soutien à la garde d'enfants, les services de vulgarisation agricole et l'amélioration de l'accès aux services financiers et numériques, notamment au crédit et aux liquidités dans le cas des entreprises dirigées par une femme. En Serbie, nous apportons un appui à un projet conçu dans le but de promouvoir la croissance et la compétitivité en améliorant la recherche scientifique, l'entrepreneuriat et l'accès à des financements ; plus de la moitié du montant de 1,3 million de dollars attribués sous forme de dons dans le cadre du projet a bénéficié à des femmes. En Angola, nous aidons les autorités à faire face à la rapide et importante augmentation du nombre d'enfants et de jeunes — en particulier d'adolescentes — non scolarisées en soutenant un programme de bourses couvrant 900 000 jeunes, l'accès à l'éducation des élèves ayant abandonné leurs études, la sécurisation des salles de classe et l'offre de services de santé ciblés. Par ailleurs, notre soutien à l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures permet aux entreprises des pays en développement dirigées par des femmes ou appartenant à ces dernières d'obtenir accès à des financements et à des systèmes d'appui.

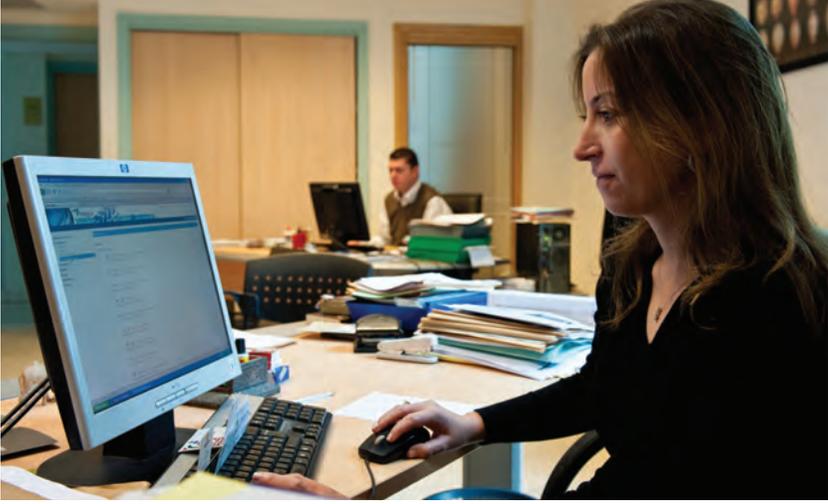
Nous collectons et organisons des données grâce au portail de données sur le genre (Gender Data Portal), qui donne librement accès à des données ventilées par sexe sur plus de 900 indicateurs dans les domaines de la démographie, de l'éducation, de la santé, des activités économiques, des avoirs, du leadership, de la violence fondée sur le genre, etc. Nos laboratoires d'innovation sur le genre et l'égalité des sexes produisent des connaissances et des données qui permettent de promouvoir l'égalité des sexes et des genres, de recenser les disparités et de mettre à l'essai des solutions. En février 2022, nous avons publié des études examinant les effets différents que les déplacements forcés ont sur les femmes et les hommes, notamment l'accroissement du risque pour des femmes d'être exposées à la violence de partenaires intimes et la limitation dans une plus large mesure de leur accès à des moyens de subsistance.

Nous avons lancé le rapport intitulé *Women, Business, and Law 2022*, qui examine les manières d'aider les femmes à pénétrer dans des secteurs plus rentables et à améliorer leurs résultats commerciaux. Dans la région de l'Asie de l'Est et Pacifique, nous avons considéré les interventions axées sur les soins aux enfants qui optimisent les résultats obtenus par les femmes dans le domaine de l'emploi. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, nous avons analysé les raisons de la faible



Women, Business, and Law 2022 est la huitième édition d'une série de rapports annuels qui analysent les lois et les réglementations ayant des répercussions sur les opportunités économiques qui s'offrent aux femmes dans 190 pays. En examinant les décisions économiques prises par les femmes tout au long de leur vie professionnelle, ainsi que le rythme des réformes au cours des 52 dernières années, le rapport contribue aux travaux de recherche et au débat sur l'action à mener dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes. Ces études présentent huit indicateurs couvrant les interactions des femmes avec la loi durant leur vie et leur carrière : mobilité, lieu de travail, rémunération, mariage, parentalité, entrepreneuriat, actifs et retraite.

Cette édition établit des preuves des liens entre l'égalité de genre juridique et l'inclusion économique des femmes, recense les obstacles à la participation des femmes à la vie économique et prône la modification de lois discriminatoires. Elle comprend 95 nouvelles enquêtes pilotes consacrées aux législations nationales régissant la garde des enfants, qui est un type de soutien dont les femmes ont absolument besoin pour avoir un emploi rémunéré. Elle examine aussi pour la première fois non seulement les lois et réglementations telles qu'elles sont rédigées, mais aussi la manière dont elles sont mises en application dans 25 pays. Cet examen montre que les lois ne peuvent fréquemment pas à elles seules améliorer l'égalité entre les sexes. Des facteurs comme leur mise en application et leur respect, ainsi que les normes sociales, culturelles et religieuses jouent un rôle important.



représentation des femmes dans la main-d'œuvre égyptienne, afin d'apporter des éléments probants utiles à la formulation de mesures permettant d'accroître les opportunités économiques offertes aux femmes. Enfin, en Asie du Sud, notre rapport intitulé *Reshaping Norms* examine la manière dont la région pourrait concevoir ses régimes fiscaux, accroître la concurrence et s'attaquer aux normes concernant les genres.

Nous nous employons à prévenir et à combattre la violence fondée sur le genre en poursuivant des opérations qui appuient des services de conseil à distance, en expliquant aux parents ce en quoi consistent des relations saines, en luttant contre le harcèlement sexuel dans les transports publics, en formant des agents sanitaires pour leur permettre d'identifier les victimes et de les aiguiller et, enfin, en renforçant la collecte de données et les mécanismes d'aiguillage. En Tanzanie, nous aidons les directeurs d'écoles et les enseignants à renforcer leurs capacités pour prévenir et combattre la violence fondée sur le genre.

Promouvoir des réformes budgétaires et financières

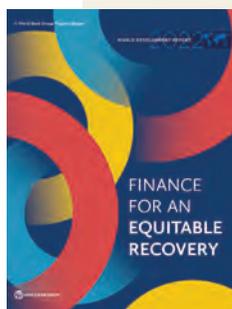
Les pays en développement sont confrontés à un nombre grandissant de défis complexes et interconnectés, tels que les répercussions financières de la COVID-19, la guerre en Ukraine, la hausse des prix et le changement climatique. Il est nécessaire de mettre en place un cadre stratégique complet pour aider les autorités publiques à déterminer les actions qui doivent être menées au moment opportun et faire les compromis qui sont nécessaires. Durant l'exercice 22, nous avons lancé, grâce à une contribution de 60 millions d'euros de l'Allemagne, un programme de portée générale pour aider les pays à faire face au changement climatique malgré les défis budgétaires et financiers auxquels ils sont confrontés. Ce programme aidera, d'une part, les ministères des Finances, de l'Économie et du Commerce à prendre en compte les considérations climatiques dans la formulation de leurs politiques et, d'autre part, les banques centrales et les organes de réglementation financière à renforcer leur appui. Il permettra également de conforter les institutions publiques de manière à leur permettre de soutenir une allocation des ressources plus efficaces au profit de modes de production et de consommation moins polluants.

Les travaux d'analyse que nous avons menés durant l'exercice 22 visaient aussi à aider les pays à trouver des moyens intelligents de promouvoir la mobilisation de ressources intérieures. La pandémie a amenuisé les marges de manœuvre budgétaires de nombreux pays en développement, ne leur laissant que peu de ressources pour s'attaquer aux défis qui s'annoncent. Notre rapport intitulé *Innovations in Tax Compliance* présente un cadre intégré novateur conçu dans le but d'améliorer les régimes fiscaux en mettant l'accent sur le respect de la fiscalité, la facilitation et la confiance. Le rapport note que les stratégies visant à accroître la confiance entre les contribuables et les administrations fiscales peuvent augmenter les taux de respect des obligations fiscales et susciter le soutien du public à une fiscalité plus efficace.

Renforcer les institutions publiques et améliorer la gouvernance

Nous aidons les pays à mettre en place des institutions compétentes, efficaces, inclusives et responsables. Notre travail permet aux pays de stimuler la productivité du secteur public, de mobiliser la technologie pour fournir des services publics, de lutter contre la corruption et de mieux gérer les catastrophes liées au climat et autres chocs.

La COVID-19 a mis en lumière le rôle crucial que jouent les autorités publiques dans la protection des citoyens et la construction d'un avenir meilleur pour eux. Notre initiative aide les pouvoirs publics à trouver les moyens de passer de la crise à un développement vert, résilient et inclusif. Nous avons également produit un rapport mondial complet montrant comment des passations de marchés judicieuses pourraient permettre de dégager jusqu'à 1 000 milliards de dollars d'économies chaque année.



World Development Report 2022: Finance for an Equitable Recovery

examine la contribution fondamentale de la finance à la sortie de la crise économique provoquée par la COVID-19. La pandémie a déclenché la plus importante crise économique mondiale enregistrée depuis plus d'un siècle. En 2020, l'activité économique s'est ralentie dans 90 % des pays, l'économie mondiale s'est contractée d'environ 3 % et la pauvreté mondiale a augmenté pour la première fois en une génération. Les autorités publiques ont rapidement pris des mesures budgétaires, monétaires et financières qui ont atténué les effets économiques immédiats les plus graves de la crise. Le monde demeure néanmoins exposé

à d'importants risques financiers et économiques à plus long terme, causés ou exacerbés par la pandémie et les mesures prises par les autorités publiques pour atténuer les effets de cette dernière. Le rapport considère les conséquences de la crise qui sont les plus susceptibles de peser sur les économies en développement, et prône la poursuite d'un ensemble de politiques et de mesures visant à atténuer les risques économiques interconnectés découlant de la pandémie — que pourrait aggraver le retrait progressif des plans de relance aux niveaux national et mondial. Ces politiques et mesures comprennent une gestion transparente et efficace des prêts non productifs de manière à atténuer les menaces auxquelles est exposée la stabilité financière, la réforme des régimes d'insolvabilité afin d'assurer une réduction de dette d'un montant insoutenable, la poursuite d'innovations dans le domaine de la gestion des risques, des modèles de financement permettant de maintenir l'accès des ménages et des entreprises au crédit, et une meilleure gestion de la dette souveraine pour soutenir une reprise équitable.

Nous avons mis au point plusieurs outils pour soutenir la conception et la mise en œuvre efficaces de réformes publiques. Nous avons lancé l'Indice d'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, qui offre un éclairage sur l'indépendance juridique et opérationnelle de ces institutions cruciales dans plus de 100 pays. Nous avons également lancé l'indice de maturité GovTech, qui évalue la manière dont les autorités publiques de 198 économies tirent parti de la technologie pour améliorer la prestation des services publics et renforcer la participation citoyenne. Enfin, nos Indicateurs de la bureaucratie dans le monde (Worldwide Bureaucracy Indicators) constituent l'ensemble de données le plus complet sur l'emploi et les salaires dans le secteur public, avec 192 indicateurs provenant de 200 pays.

C'est aux pauvres que la corruption nuit le plus : elle peut coûter des vies, réduire l'accès aux services de base et exacerber les inégalités. Notre Plan d'action pour la lutte contre la corruption renforce notre approche visant à aider les pays à relever ce défi en améliorant leur capacité à détecter et à décourager la corruption le plus tôt possible.

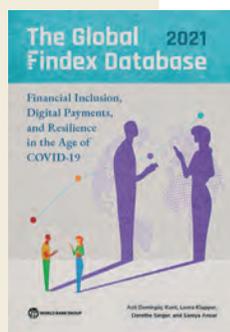
Renforcer la résilience du secteur financier

La pandémie continue d'avoir un profond impact sur les entreprises et les travailleurs. Les mesures de relance ont constitué une bouée de sauvetage pour les entreprises en difficulté, mais les risques financiers ont augmenté à mesure que les entreprises empruntaient pour pallier le manque de liquidités. Notre enquête auprès des entreprises a montré qu'en 2021, les ventes sont restées, en moyenne, 28 points de pourcentage en dessous de 2019. En raison de la baisse des bénéfices, les entreprises pourraient avoir plus de difficultés à s'acquitter du service de leur dette.

Nous avons produit plusieurs évaluations analytiques pour aider les entreprises qui font face à des niveaux élevés d'incertitude. Notre trousse à outils actualisée *Toolkit for Corporate Workouts* explicite comment faciliter des solutions rapides, flexibles et rentables pour remédier aux problèmes financiers des entreprises sans surcharger les systèmes judiciaires. Notre rapport intitulé *Addressing the Corporate Debt Overhang* propose des solutions qui s'appuient sur notre expertise en matière de restructuration d'entreprises, de stabilité financière et de marchés financiers. Nous avons également réuni des décideurs, des régulateurs, des praticiens et des experts du système judiciaire pour discuter de l'évolution du droit et de la pratique de l'insolvabilité lors du Forum sur la réforme de l'insolvabilité en Asie, de la Table ronde africaine et de la première Table ronde des Caraïbes.

Stimuler l'investissement privé — en particulier dans les domaines de l'infrastructure et du logement — a été un objectif prioritaire pour de nombreux pays. Au Kenya, nous avons soutenu l'émission de la première obligation de refinancement hypothécaire du pays, qui a été

Global Financial Inclusion Index (Global Findex) est l'ensemble de données le plus complet au monde qui examine comment les adultes épargnent, empruntent, effectuent des paiements et gèrent les risques financiers. Publié tous les trois ans depuis 2011, il s'agit de la seule source de données mondiales obéissant à la demande qui permette une analyse transnationale mondiale et régionale. Les données sont recueillies dans le cadre d'enquêtes représentatives au niveau national auprès de plus de 150 000 adultes dans plus de 140 économies. La base de données est devenue une ressource indispensable pour les décideurs travaillant sur l'inclusion financière. La quatrième édition paraît au moment où le monde se relève du ralentissement économique occasionné par la pandémie. Elle comprend des données plus détaillées sur la mesure de la résilience financière et l'adoption des paiements numériques, y compris les paiements pour les commerçants et les administrations publiques.



six fois sursouscrite. Au Pakistan, notre Projet de financement du logement devrait permettre d'attirer 750 millions de dollars de capitaux privés.

Aujourd'hui, les services financiers numériques redéfinissent l'activité des entreprises, réduisent le rôle de l'argent liquide et encouragent l'émergence de nouvelles formes de monnaies numériques. Un nouveau rapport de la Banque et d'IFC, intitulé *Fintech and the Future of Finance*, explore la transformation numérique des services financiers, les changements fondamentaux qu'elle va déclencher et les implications pour les résultats sur le marché, la réglementation et la supervision. La Banque aide également les pays à tirer parti de la technologie pour apporter des services financiers à près de 2 milliards de personnes qui n'ont toujours pas de compte bancaire de base.

Nous travaillons avec plus de 50 pays pour rendre leur secteur financier plus écologique. En Égypte, nous avons soutenu la création d'un nouveau fonds visant à mobiliser 2 milliards de dollars d'investissements privés dans des obligations durables des marchés émergents, afin d'appuyer les efforts de riposte face à la COVID-19 et de contribuer à une reprise verte, résiliente et inclusive.

Mettre en place des systèmes de protection sociale plus robustes

Des systèmes de protection sociale efficaces sont essentiels pour réduire la pauvreté, développer le capital humain et jeter les bases de sociétés inclusives, équitables et résilientes. Pourtant, des lacunes importantes en matière de couverture subsistent dans une grande partie du monde, en particulier dans les pays en développement. La COVID-19 a mis en évidence ces lacunes et souligné la nécessité de construire et de renforcer des systèmes de protection sociale adaptables et durables. Ces systèmes sont essentiels pour protéger les personnes pauvres et vulnérables contre un large éventail de chocs.

Durant l'exercice 22, nos opérations de protection sociale ont permis de fournir 1,6 milliard de dollars de nouveaux financements à 16 pays, dont huit en situation de fragilité, de conflits et de violence, touchant ainsi plus d'un milliard de personnes dans le monde. Ce soutien permet d'intensifier les opérations sur le plan de la protection sociale et de l'emploi en renforçant les politiques et les systèmes des pays et en tirant parti des systèmes de prestation existants — en particulier les transferts monétaires — pour atteindre davantage de personnes. Au Yémen, un projet de 204 millions de dollars bénéficie à près de 9 millions de personnes en fournissant des transferts monétaires d'urgence et en soutenant l'emploi à court terme et l'accès aux services de base. En Indonésie, un programme national de transferts monétaires de 7 milliards de dollars permet de toucher 74 000 villages et 8 000 quartiers urbains en fournissant une aide au revenu, des informations sur la santé et un suivi aux personnes touchées par la pandémie. Au Bangladesh, un financement de l'IDA permet d'aider près de 175 000 jeunes urbains à faible revenu touchés par la COVID-19, au moyen d'une formation aux aptitudes de la vie courante, de programmes d'apprentissage, de conseils, de microfinancement et d'aide à l'emploi indépendant.

La pandémie a également mis en évidence la manière dont les fonds de pension peuvent contribuer à répondre aux besoins à court terme en cas de chocs, notamment lorsque l'assurance chômage est insuffisante ou inexistante. Cela relance les efforts visant à développer des mécanismes d'assurance chômage plus solides, avec des liens plus clairs avec les pensions ou l'épargne retraite. Nous avons évalué plus de 130 mesures de réforme des retraites dans 69 pays pour aider à concevoir des réponses efficaces et complètes aux chocs.



Nous préconisons une orientation décisive vers des modèles de financement fondés sur une taxation générale qui protégerait les travailleurs informels, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, en plus des travailleurs formels. Et étant donné que les pouvoirs publics sont soumis à des contraintes financières en raison de la pandémie, nous nous engageons à œuvrer pour une couverture progressive et universelle. Cela signifie que tous ceux qui ont besoin de services devraient les recevoir. Notre nouveau rapport intitulé *Revisiting Targeting in Social Assistance* évalue les avantages et les coûts de diverses méthodes de ciblage sur la base de l'expérience dans plus de 130 pays. Les pays peuvent également s'efforcer de réduire les coûts de transaction et la stigmatisation, de réduire les erreurs d'exclusion et d'inclusion, de faciliter une réponse rapide aux crises et d'améliorer l'accès à l'aide sociale grâce à des systèmes solides et transparents d'identification, de prestation de services et de règlement des griefs.

Investir dans des infrastructures durables

Investir dans les infrastructures aide les personnes à trouver des débouchés, favorise la croissance économique et améliore les moyens de subsistance. Cela offre également aux pays un moyen d'intégrer leurs objectifs climatiques et de développement en investissant dans des projets qui réduisent l'empreinte carbone, notamment ceux portant sur les énergies renouvelables, les transports verts et les écosystèmes numériques. Mais pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et accroître les investissements dans les infrastructures de base, les pays en développement doivent dépenser environ 4,5 % de leur PIB — soit 1 500 milliards de dollars — par an. Ce montant dépasse ce que les pouvoirs publics sont en mesure de financer par eux-mêmes, surtout si l'on tient compte des préoccupations croissantes concernant la dette et des budgets mis à mal par la pandémie.

Le Groupe de la Banque s'efforce de favoriser et de mobiliser le flux de capitaux privés pour combler les déficits de financement. Durant l'exercice 22, la Banque a fourni 14,7 milliards de dollars d'appui aux infrastructures dans les pays en développement, soit une augmentation de près de 50 % par rapport à l'exercice 21. Par ailleurs, sur la période 2017–2020, le Groupe de la Banque a mobilisé 100 milliards de dollars de fonds du secteur privé en faveur des pays en développement, soit 42 % du total généré par l'ensemble des banques multilatérales de développement.

Au sein de l'ensemble du Groupe de la Banque, nous nous employons à mener à bien des projets, et nous nous appuyons sur des partenariats solides pour soutenir ce travail et tirer parti des ressources et avantages comparatifs conjugués des différentes parties prenantes. Nos succès découlent de solutions innovantes transactionnelles et pragmatiques pour le financement, la promotion et la réalisation d'infrastructures ; produisent des résultats financiers et des résultats de développement mesurables ; hiérarchisent le travail en fonction des besoins géographiques et sectoriels ; génèrent des gains d'efficacité grâce à la mise à l'échelle, à l'effet de levier et à l'uniformité ; et satisfont aux normes et principes financiers et de durabilité reconnus sur le plan international.

L'un des piliers de notre travail consiste à constituer un portefeuille de solides opérations possibles d'investissements à grand impact pour le climat et de grande envergure. Le Mécanisme mondial de financement des infrastructures (GIF), une initiative du G20 hébergée par



la Banque, met sur le marché des projets d'infrastructure durables et de qualité et élargit le marché du financement privé des infrastructures dans les pays en développement. Depuis sa création en 2014, le GIF a approuvé 138 missions de conseil dans 62 pays ; durant l'exercice 22, il a approuvé 25 nouvelles activités pour un montant total de 19 millions de dollars. À ce jour, 16 projets soutenus par le GIF sont parvenus avec succès au bouclage commercial et neuf projets ont atteint le bouclage financier, mobilisant plus de 6,9 milliards de dollars de capitaux privés. Le Mécanisme de conseil à l'appui de la formation de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures (PPIAF) soutient également la participation du secteur privé à des infrastructures vertes, résilientes et inclusives. Durant l'exercice 22, le Mécanisme a déployé près de 12 millions de dollars d'assistance technique pour les énergies vertes, le développement numérique, les transitions en matière de transport, la gestion des déchets plastiques et solides et l'approvisionnement durable en eau, y compris le développement de sources d'eau non conventionnelles. Soulignant le rôle des infrastructures et du secteur privé dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, en avril 2022, le PPIAF, le GIF, la Banque et IFC ont lancé conjointement l'instrument *Climate Toolkits for Infrastructure PPPs*, un ensemble de mesures recommandées pour aider les pouvoirs publics à traiter des questions clés sur la prise en compte des considérations climatiques dans leurs plans.

Soutenir des transports plus verts et plus résilients

Le Groupe de la Banque utilise également des structures de titrisation pour mobiliser des investissements institutionnels dans la dette des marchés émergents et des économies en développement qui s'alignent sur des objectifs climatiques, et il aide les sociétés de services publics de ces marchés et économies grâce à des transactions qui optimisent le financement durable. Depuis 2013, le modèle de programme de portefeuille de prêts conjoints d'IFC a permis de lever plus de 10 milliards de dollars de prêts directs à des entreprises privées destinés aux infrastructures et à d'autres secteurs dans plus de 50 économies en développement. Ce travail vise à créer un marché de titres de qualité supérieure, qui offrira aux investisseurs institutionnels un meilleur accès à la dette des marchés émergents et des économies en développement liée aux infrastructures, améliorera les projets en préparation et réduira les coûts de financement, tout en aidant à réaliser les objectifs de l'Accord de Paris.

Les transports sont essentiels pour soutenir les personnes et les économies, mais ils contribuent également à 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Avec la croissance de la population, des économies et des besoins de mobilité, ces émissions pourraient augmenter de jusqu'à 60 % d'ici à 2050 si rien n'est fait. La Banque aide les pays à mettre en œuvre des approches visant à éviter les transports motorisés non nécessaires, à promouvoir des technologies plus propres, à soutenir des transports publics de qualité, à relier les villes entre elles et à améliorer l'efficacité. Le Groupe de la Banque est la principale source de financements à l'appui du développement des transports au niveau mondial, et il met un accent particulier sur les systèmes de transport respectueux du climat. Près de 75 % des projets de notre portefeuille de 31,4 milliards de dollars consacrés aux transports comportent désormais des avantages connexes pour le climat : ils contribuent directement à la réduction des émissions et au renforcement de la résilience climatique des pays.

Nos projets couvrent les transports publics, la logistique, les routes, les chemins de fer, l'aviation, les ports et les voies navigables. Notre travail vise à promouvoir la décarbonisation des transports, à assurer la résilience climatique et à améliorer l'inclusion. Les transports permettent un accès crucial aux emplois, à l'éducation et aux services de santé. Nous finançons des programmes de mobilité urbaine, tels que des métros et des bus rapides dans de nombreuses grandes villes, dont Abidjan, Bogota, Dakar, Lima, Quito et São Paulo.

L'amélioration et la modernisation des systèmes de transport dans les pays en développement ont des effets bénéfiques supplémentaires sur la santé des populations. Des routes plus sûres et un air plus pur sauvent des vies. Aujourd'hui, 90 % des 1,4 million d'accidents mortels de la circulation survenant chaque année dans le monde se produisent dans les pays en développement. Grâce au Mécanisme mondial pour la sécurité routière, nous nous employons à réduire de moitié le nombre de décès et de traumatismes d'ici à 2030. La pollution atmosphérique contribue également à 4,2 millions de décès chaque année, sachant que 9 personnes sur 10 vivent dans des endroits où la qualité de l'air est mauvaise. Pour relever ces défis, nous avons créé le Mécanisme mondial pour la réduction des émissions de carbone dans les transports, un nouveau fonds fiduciaire multidonateurs destiné à stimuler l'innovation et l'investissement dans une mobilité à faible émission de carbone dans les pays en développement, avec le soutien initial de l'Allemagne, du Luxembourg, des pays-Bas et du Royaume-Uni. Il aidera les pays à élaborer des solutions sur mesure en soutenant la préparation de projets, la recherche et le renforcement des capacités.

Nos recherches et nos connaissances sous-tendent ces efforts. Lors de la COP26, nous nous sommes associés au *World Resources Institute* et aux pays-Bas pour lancer la collection, qui fournit des recommandations concrètes pour accélérer la transition vers une mobilité verte en surmontant les obstacles à l'investissement et en mettant au point des instruments financiers innovants.

Construire des villes saines et durables

Dans un contexte d'urbanisation rapide et d'aggravation des effets du changement climatique, nous aidons les pays à consolider leurs infrastructures urbaines de manière inclusive et durable. Publié en juin 2021, le rapport intitulé *State of Cities Climate Finance* fournit la première analyse mondiale formelle des besoins financiers des villes pour faire face aux effets de la crise climatique ; il présente des solutions pour mobiliser le financement climatique en faveur d'un développement urbain à faible émission de carbone et résilient au changement climatique. Le *City Climate Finance Gap Fund* (fonds pour combler le déficit de financement climatique des villes) a également lancé une assistance technique pour 33 villes, l'objectif étant d'atteindre 180 villes d'ici à 2025.

Nous préconisons des solutions fondées sur la nature, telles que la plantation d'arbres et la protection d'espaces verts, pour aider à s'adapter au changement climatique et à atténuer ses effets. Grâce à une série de conversations avec des experts, notre Plateforme pour des villes durables a encouragé les efforts visant à inverser la perte de biodiversité, tout en reconnaissant la nécessité d'une inclusion socioéconomique et d'un soutien aux communautés. Ces discussions ont davantage mis en lumière les questions de droits fonciers, notamment dans des pays comme la RDP Lao, où nous contribuons à atténuer l'insécurité des populations en matière de droits fonciers et de propriété, tout en améliorant la sécurité de l'occupation des sols et les services d'administration des terres.



Alors que la population mondiale vieillit et que les zones urbaines s'étendent, nous encourageons la planification de villes inclusives, saines et dynamiques. Aujourd'hui, il y a plus de personnes âgées de 65 ans ou plus que d'enfants de moins de 5 ans ; d'ici à 2050, une personne sur six aura 65 ans ou plus. Notre rapport intitulé *Silver Hues* exhorte les décideurs à investir dans la planification et la conception des villes pour cet avenir.

Se préparer aux risques croissants de catastrophes

Les catastrophes touchent davantage les personnes pauvres et vulnérables, en particulier les femmes et les filles, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, et dans les contextes de fragilité, de conflits et de violence, ces risques sont exacerbés. Le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR), un partenariat hébergé par la Banque, s'attache à combler ces lacunes. Un nouveau rapport du GFDRR examine des approches plus inclusives de la gestion des risques de catastrophe, en veillant par exemple à ce que les citoyens et les communautés vulnérables soient au centre de la planification face aux risques de catastrophe. Le GFDRR travaille également avec des partenaires pour concevoir et éprouver une approche plus nuancée et intégrée de la gestion des risques de catastrophe dans les pays fragiles et touchés par des conflits.

Au Tonga, nous avons soutenu un mécanisme de financement pour les risques de catastrophe qui a rapidement décaissé 8 millions de dollars de financement de l'IDA après l'éruption volcanique et le tsunami de janvier 2022. Les centres d'urgence ont également été rapidement activés. En Jamaïque, l'assistance technique de la Banque a contribué à fixer le prix d'une obligation catastrophe qui permettra au pays d'avoir accès à un financement de au moins de 185 millions de dollars pour se prémunir contre les pertes dues à de futurs cyclones. À la suite d'un violent tremblement de terre survenu en août 2021, Haïti a pu obtenir le versement d'environ 40 millions de dollars en 14 jours grâce au Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes aux Caraïbes, qui a été mis en place sous la direction technique de la Banque et en partenariat avec des pays donateurs.

Promouvoir des sociétés plus durables et inclusives

Nous soutenons les personnes les plus vulnérables et marginalisées dans les pays en promouvant des sociétés plus inclusives, en favorisant des communautés plus résilientes et cohésives, et en renforçant la responsabilité et la possibilité pour les citoyens de se faire entendre dans le domaine du développement. Ces efforts sont particulièrement urgents face à l'aggravation des crises et des défis.

En partenariat avec le HCR et le Royaume-Uni, nous avons publié une série d'études qui examinent comment les politiques et les investissements peuvent contribuer à prévenir les conflits liés aux déplacements forcés des personnes, à promouvoir l'intégration sociale et économique des réfugiés et des personnes déplacées, et à améliorer les résultats du développement pour les communautés et les sociétés d'accueil. Cette initiative renforce nos efforts visant à soutenir les personnes déplacées et les communautés d'accueil, comme en Colombie et au Pérou, où les pouvoirs publics s'efforcent de mieux intégrer les migrants vénézuéliens. Dans la Corne de l'Afrique, nous intensifions l'aide d'urgence pour fournir à 3 millions de personnes des informations sur la santé et des services d'eau et d'assainissement. Ce soutien permettra également de développer les opportunités économiques et d'améliorer la gestion environnementale pour les communautés accueillant des réfugiés.



Les communautés locales sont souvent en première ligne dans nos efforts de lutte contre le changement climatique. Au Kenya, nous aidons les communautés à évaluer les risques climatiques et à identifier des solutions socialement inclusives adaptées à leurs besoins et priorités. Nous soutenons également les personnes en situation de handicap au Kenya en leur offrant des subventions et des formations en développement d'entreprise par l'intermédiaire de nos partenaires. Nous restons engagés envers la participation citoyenne, qui est essentielle pour renforcer la transparence et la responsabilité en matière de développement. Dans les Îles Salomon, nous contribuons à faire en sorte que les communautés locales établies à proximité d'un site de projet d'énergie renouvelable en retirent des avantages, notamment de meilleures infrastructures d'eau et d'électricité, ainsi qu'un accès à des formations professionnelles.

Nous renforçons notre engagement envers les groupes vulnérables, notamment les minorités sexuelles et de genre, les personnes en situation de handicap, les populations autochtones, les femmes et les filles. Notre rapport intitulé *Equality of Opportunity for Sexual and Gender Minorities* examine les lois et règlements qui ont une incidence sur la vie des personnes LGBTI dans 16 pays au moyen de six indicateurs. Un rapport d'enquête mondial de l'Initiative pour une éducation inclusive évalue les difficultés rencontrées par les apprenants en situation de handicap — en particulier les filles — et leurs familles pour accéder à un soutien crucial pendant les fermetures d'écoles résultant de la pandémie. En Amérique centrale, la plupart de nos opérations de riposte à la pandémie de COVID-19 comprenaient des actions stratégiques visant à soutenir l'inclusion des populations autochtones. Et au Nigéria, la Banque travaille en étroite collaboration avec les communautés pour renforcer les moyens de subsistance des femmes, notamment en connectant les entreprises dirigées par des femmes aux marchés et en soutenant l'inclusion financière.

Investir dans un développement numérique au service de la croissance

Les technologies numériques sont essentielles à la croissance économique et au développement. Pendant la pandémie, elles ont permis aux entreprises et aux écoles de continuer à fonctionner, aux autorités publiques de continuer à assurer la prestation de services et aux services financiers d'atteindre un plus grand nombre de personnes. Mais les pays doivent combler la fracture numérique : des milliards de personnes ne sont pas connectées, et beaucoup n'ont pas les compétences nécessaires pour utiliser efficacement l'Internet ou n'ont pas les moyens d'y accéder. La Banque aide les pouvoirs publics à mobiliser des ressources pour la transformation numérique, à adopter des technologies émergentes et à élaborer de meilleures réglementations et politiques numériques. Plus de 30 opérations de la Banque ont des composantes numériques importantes — dont près de 5 milliards de dollars d'engagements pour l'exercice 22. Nos programmes encouragent le développement numérique dans de nombreux secteurs, notamment les transports, la finance, l'éducation, la santé et l'agriculture.

Le Kosovo compte désormais le plus grand nombre d'abonnements à l'Internet à haut débit par foyer en Europe, avec une pénétration de l'Internet supérieure à celle des grands pays de l'UE. Nous avons soutenu le programme de haut débit rural du pays, qui a mobilisé des capitaux privés et apporté une connexion numérique vitale aux endroits reculés où elle était le plus nécessaire, notamment les écoles, les centres de santé et les foyers. Nous avons également aidé Cabo Verde à lancer son passeport numérique pour la santé, qui utilise la blockchain



L'enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial du Cap pour les données relatives au développement durable a été menée en août-septembre 2021 par la

Banque en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21), avec la participation des bureaux nationaux de statistique (BNS) de 101 pays. Elle fait suite au Plan d'action mondial du Cap de 2017, qui vise à aider les pays à renforcer les capacités statistiques nécessaires pour réaliser les ODD d'ici à 2030. L'enquête a révélé qu'en dépit d'améliorations progressives, un changement transformateur des capacités statistiques doit encore s'opérer, en particulier dans les économies en développement. Toutefois, les BNS ont continué à fonctionner malgré la pandémie, ce qui témoigne de leur résilience.

L'enquête étayera les travaux du Mécanisme mondial pour les données (Global Data Facility ou GDF) hébergé par la Banque et de la Plateforme d'échange d'informations sur le financement des données au service du développement du Réseau de Berne pour développer les capacités statistiques dans le monde. Ces deux mécanismes soutiendront le programme sur les données, accéléreront les progrès dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial et contribueront à la réalisation d'un nouveau contrat social pour les données envisagé dans *World Development Report 2021: Data for Better Lives*, le alors que les pays travaillent à la réalisation des ODD.

pour stocker en toute sécurité des certificats et des informations sur la santé, y compris les résultats des tests COVID-19 et les documents relatifs à la vaccination, tout en encourageant l'accès aux autres services de santé.

Lors des Réunions de printemps 2022, nous avons publié un document du Comité du développement et accueilli une manifestation phare qui a permis d'examiner comment les technologies numériques peuvent aider les pays à se relever de la pandémie, à promouvoir l'inclusion et à renforcer la résilience aux crises futures, y compris pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Le Groupe de la Banque soutient également des initiatives régionales de développement numérique partout dans le monde, dont l'Économie numérique pour l'Afrique, un volet essentiel de la Stratégie de transformation numérique de l'Union africaine.

La Banque héberge plusieurs initiatives et fonds fiduciaires qui visent à soutenir la transformation numérique, notamment le Partenariat pour le développement numérique, l'initiative Identité pour le développement (ID4D), l'initiative de paiements numériques de gouvernement à personne, le Fonds fiduciaire multidonateurs pour la cybersécurité et le Programme de développement numérique de la Corée.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/topics.

Promouvoir la finance durable et les marchés financiers

Depuis sa première obligation émise en 1947, la BIRD a mobilisé, en plus de 75 ans, 1 000 milliards de dollars auprès d'investisseurs privés en faveur de ses pays clients à revenu intermédiaire. Elle collabore avec des investisseurs sur des thèmes de développement particuliers, en les aidant à aligner leurs investissements sur les objectifs de développement durable. Nous constatons un intérêt croissant pour les investissements qui intègrent les problématiques environnementales, sociales et de gouvernance, y compris pour la santé, l'éducation, le genre, le climat et l'eau propre. La Trésorerie de la Banque mondiale publie un rapport d'impact annuel à l'intention des investisseurs, qui résume les résultats obtenus par les projets financés par la BIRD ; les points saillants des activités d'émission de la Trésorerie durant l'exercice 22 sont également exposés dans ce rapport.

Durant l'exercice 22, la BIRD a tiré parti de sa notation AAA et de l'excellente réputation dont elle jouit sur les marchés pour lever environ 41 milliards de dollars d'obligations à l'appui du développement durable, qui ont été émises selon différentes structures et échéances. Principal émetteur d'obligations à l'appui du développement durable, la BIRD utilise les fonds levés sur les marchés financiers pour appuyer les activités de développement.

Depuis le début de ses transactions sur le marché financier en 2018 avec une obligation de 1,5 milliard de dollars des États-Unis, l'IDA a renforcé sa présence sur ledit marché pour soutenir un programme de financement plus vaste en émettant des obligations assorties d'échéances diverses et libellées en différentes monnaies, dont l'euro, la livre sterling et la couronne norvégienne. La notation AAA de l'IDA lui permet d'émettre des obligations de développement durable qui mobilisent des contributions de ses actionnaires pour aider les pays à faible revenu à faire face à leurs problèmes les plus pressants. Durant l'exercice 22, l'IDA a émis des obligations de près de 10 milliards de dollars.

Soutenir l'action climatique et la conservation en faisant appel aux marchés financiers

Durant l'exercice 22, la BIRD a collaboré avec des investisseurs obligataires dans le cadre des efforts que la Banque déploie pour généraliser l'action climatique et intégrer le climat et la durabilité dans l'ensemble de ses opérations et secteurs. La BIRD a exécuté cinq émissions de référence plus importantes, ainsi que de nombreuses transactions plus modestes pour un total d'une contre-valeur supérieure à 12 milliards de dollars. Nous avons également collaboré avec des investisseurs sur les priorités de développement telles que l'eau, l'égalité des genres, la nutrition et la santé.

En mars 2022, nous avons lancé la toute première obligation pour la conservation des espèces sauvages, une obligation axée sur les résultats qui canalise des capitaux privés pour financer les initiatives de protection des rhinocéros dans deux aires protégées d'Afrique du Sud, tout en procurant des avantages environnementaux et sociaux aux communautés locales. L'obligation comprend un mécanisme éventuel de paiement axé sur les résultats financé par le Fonds pour l'environnement mondial. Sa structure permet de transférer le risque du projet des bailleurs de fonds aux investisseurs, créant ainsi une opportunité d'investissement privé dans la conservation qui est soutenue par des paramètres et des modèles quantifiables.

Le Mécanisme expérimental de vente aux enchères pour la réduction des émissions de méthane et l'atténuation du changement climatique (Pilot Auction Facility for Methane and Climate Change Mitigation) utilise des enchères et des garanties de prix pour mobiliser des investissements du secteur privé dans l'action climatique. Depuis son lancement en 2015, environ 55 millions de dollars ont été versés aux investisseurs en échange de crédits carbone représentant plus de 21 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Ce mécanisme a émis le dernier paiement obligataire en décembre 2021.

Développer des marchés financiers durables

La BIRD a été pionnière sur le marché des obligations vertes, ayant émis la toute première obligation labellisée verte en 2008, et depuis, elle a émis près de 18 milliards de dollars d'obligations. Pour les obligations vertes, la BIRD alloue des montants équivalents à des activités remplissant les critères voulus qui luttent contre le changement climatique. La Banque a élargi son approche pour émettre des obligations pour le développement durable qui soutiennent toutes ses activités. La Banque aide également les pays à atteindre leurs objectifs climatiques et environnementaux en leur apportant une assistance technique visant à développer des marchés et systèmes financiers plus verts et plus durables, à faciliter le recours à des solutions fondées sur le jeu du marché et à orienter les capitaux du secteur privé vers des priorités environnementales et sociales. Durant l'exercice 22, nous avons soutenu l'émission d'une obligation verte souveraine en Colombie et aidé le pays à élaborer une taxonomie verte nationale pour répertorier les projets et les activités susceptibles d'être financés par des obligations vertes. Nous avons également établi des rapports d'impact post-émission pour l'Égypte et l'Indonésie, ainsi que pour l'entreprise publique *PT Indonesia Infrastructure Finance*.

Tenir les pays informés des produits financiers et des solutions de financement

En janvier 2022, la Banque a entamé le processus de transition du LIBOR vers de nouveaux taux de référence. Nous aidons les pays à prendre des décisions éclairées sur leurs options de financement et de gestion des risques dans le cadre des nouvelles conditions financières ; ces activités comprennent des campagnes de communication, des formations en ligne destinées aux emprunteurs et aux membres du personnel, et des collaborations bilatérales. Nous avons également procédé à des fixations de taux d'intérêt pour plus de 7 milliards de dollars afin d'atténuer le risque financier anticipé de la transition.

Nous conseillons également les pays sur les solutions de financement alors qu'ils continuent de faire face à des contraintes de ressources, à des marges budgétaires limitées et à une augmentation de la dette publique. Durant l'exercice 22, nous avons adapté les conditions de remboursement pour réduire le service de la dette du Botswana et le poids de l'endettement du Kazakhstan, fourni une solution de financement mixte au Rwanda, contribué à élargir l'accès à la monnaie locale pour le Mexique, et optimisé les conditions financières proposées aux pays pour les opérations à décaissement rapide.

Gérer les risques de catastrophe par l'intermédiaire des marchés financiers internationaux

La Banque aide les pays à accroître leur résilience financière aux catastrophes en améliorant leur accès aux marchés de la réassurance et aux marchés financiers. Notre Trésorerie travaille avec les autorités publiques pour préparer et exécuter des opérations de transfert de risques avant la survenue d'un événement catastrophique. En fin juin 2022, nous avons aidé les pays à transférer des risques de catastrophes représentant 5,1 milliards de dollars sur les marchés internationaux ; sur ce montant, des obligations catastrophes émises par la BIRD à hauteur de 843 millions de dollars — couvrant des risques de tremblement de terre et d'ouragan en Jamaïque, au Mexique et aux Philippines — sont souscrites sur les marchés financiers. En octobre 2021, nous avons organisé une manifestation avec le Conseil consultatif des entreprises de l'APEC, le Forum financier de l'Asie-Pacifique et l'Autorité des assurances de Hong Kong, qui a été l'occasion d'examiner la façon dont les obligations catastrophes peuvent contribuer à transférer les risques de catastrophes naturelles aux investisseurs internationaux.

Renforcer le capital humain pour la gestion des actifs du secteur public

Le Partenariat pour les services de conseil et la gestion des réserves (RAMP) de la Trésorerie de la Banque mondiale assure, sur demande, des services de renforcement des capacités et de gestion des actifs aux gestionnaires d'actifs du secteur public. Il aide les banques centrales, les institutions financières internationales, les fonds de pension et les fonds de patrimoine souverain à développer leurs capacités et à renforcer leurs opérations d'investissement dans le cadre de missions de service de conseil, d'ateliers techniques et de conférences internationales. Le Partenariat assure actuellement des services à 73 institutions, dont six dans des pays à faible revenu et six dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV). Le fonds fiduciaire RAMP élargit la participation au Partenariat à des banques centrales et à d'autres institutions du secteur public de pays IDA ou de ceux touchés par les FCV et qui, autrement, n'auraient pas pu se permettre d'y participer.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse treasury.worldbank.org.



Collaborer avec des partenaires sur des priorités communes

Nos partenariats — avec des institutions multilatérales, des organisations de la société civile, le secteur privé, des fondations, des groupes de réflexion et d'autres parties prenantes — sont devenus plus importants que jamais, alors que de multiples crises dans le monde entier mettent à rude épreuve les ressources des autorités publiques et des bailleurs de fonds, menacent les gains durement acquis en matière de développement et présentent des défis de développement plus complexes et plus redoutables. Les partenariats jouent un rôle clé dans la riposte à la COVID-19, dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, dans la résolution de la crise mondiale de l'apprentissage et dans la promotion de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets. Aux niveaux national, régional, sectoriel et mondial, nous privilégions le dialogue, l'échange de connaissances et la collaboration opérationnelle, afin de maximiser notre impact collectif, de mobiliser davantage de ressources, d'améliorer l'efficacité et de limiter la fragmentation de l'aide. Travailler ensemble permet de mener un plaidoyer plus efficace et de plus grande envergure sur des priorités communes, générant une plus grande action collective et favorisant un environnement plus propice pour nos activités. En collaborant avec des partenaires, nous sommes également en mesure de mettre en œuvre des projets et d'atteindre des personnes dans des contextes autrement inaccessibles, notamment dans des situations de fragilité, de conflits et de violence (FCV), comme au Soudan du Sud et au Yémen.

En avril 2022, le Groupe de la Banque a lancé un nouveau programme de travail mondial pour investir dans les services de garde d'enfants avec des partenaires tels que les gouvernements de l'Australie, du Canada et des États-Unis, les fondations Bill & Melinda Gates, Conrad N. Hilton, Ford, William et Flora Hewlett et LEGO, et Echidna Giving. Il devrait générer au moins 180 millions de dollars de financement au cours des cinq prochaines années pour le développement de services de garde d'enfants de qualité et abordables dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Une autre plateforme est le Fonds de partenariat de la Banque pour les objectifs de développement durable, un fonds fiduciaire multidonateurs à effet catalyseur qui œuvre au renforcement des partenariats et de la coopération mondiaux en vue de la réalisation des objectifs. Durant l'exercice 22, il a alloué plus de 4 millions de dollars à des initiatives qui encouragent les investissements dans les approches environnementales, sociales et de gouvernance et le développement à faible émission de carbone.

Nous soutenons des efforts régionaux tels que l'initiative de la Grande Muraille verte, un partenariat entre plus de 20 pays africains, l'Union africaine, l'UE et les Nations Unies, qui vise à restaurer les paysages dégradés, à améliorer la productivité agricole et à promouvoir les moyens de subsistance en Afrique. En Asie du Sud, nous travaillons en partenariat avec la Banque asiatique de développement, des agences de développement, des groupes industriels et des services publics pour soutenir WePower, une initiative qui encourage la participation des femmes au secteur de l'énergie et leur accès à l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques.

Nous travaillons avec des partenaires pour échanger des idées et des perspectives sur des priorités communes, des questions émergentes et les biens publics mondiaux. Cela inclut la collaboration de nos hauts responsables avec des groupes de réflexion dans le cadre de manifestations publiques et de tables rondes : les questions urgentes incluent la riposte à la COVID-19, les crises et la reprise économique, les priorités de développement à long terme, la fragilité, la viabilité de la dette, la sécurité alimentaire, le climat et l'éducation.

Des exemples de partenariats clés dans toutes les régions et tous les secteurs où nous travaillons sont présentés dans les chapitres *Interventions régionales* (page 17) et *S'efforcer d'atteindre les objectifs de développement en temps de crise* (page 47).

Faits saillants de l'exercice 22

Durant l'exercice 22, nous avons collaboré étroitement avec le G7, le G20, le FMI, d'autres banques multilatérales de développement (BMD), l'UE et des institutions des Nations Unies pour relever les défis de développement des pays et les aider à obtenir de bons résultats. Lors de leur sommet de Rome en octobre 2021, les dirigeants du G20 ont exprimé leur soutien à la Vingtième reconstitution des ressources de l'IDA, reconnaissant les besoins de financement élevés des pays à faible revenu et l'intérêt que l'IDA présente pour eux. Cette position a contribué à ouvrir la voie à une reconstitution de 93 milliards de dollars de l'IDA en décembre. Sous les présidences italienne et indonésienne du G20, nous avons coordonné avec le FMI les avancées sur le plan de la dette, y compris la transparence de la dette et les options visant à renforcer le Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'ISSD. Par ailleurs, en réponse aux besoins croissants des pays et à la demande du G20, nous préparons le Fonds intermédiaire financier pour la préparation et la riposte aux pandémies, qui sera hébergé par la Banque.

Le Groupe de la Banque a apporté son expertise et son soutien concernant l'atténuation des effets du changement climatique, les infrastructures durables et l'appui aux pays pauvres vulnérables dans un contexte de crises multiples, à l'appui des présidences britannique et allemande du G7. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, nous travaillons en étroite collaboration avec le G7, la Commission européenne et les banques multilatérales de développement (BMD) pour renforcer le soutien au pays, en utilisant des instruments financiers qui facilitent la coordination entre les bailleurs de fonds tout en réduisant les coûts de transaction. La coopération comprend des efforts pour faire face aux retombées de la guerre sur les pays en développement et pour soutenir les réfugiés d'Ukraine et leurs communautés d'accueil.

Nous avons travaillé en partenariat avec l'UE pour soutenir les pays sur les priorités communes en matière de développement et d'aide humanitaire, dont la gestion des risques de catastrophe, la santé, le financement climatique et l'inclusion financière. Notre solide coopération sur le programme consacré aux situations de fragilité, de conflits et de violence nous a permis de renforcer les efforts pour faire face aux crises en Afrique subsaharienne, en Afghanistan et en Ukraine. Le Groupe de la Banque continue de travailler avec les institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales — dont l'UNICEF, l'OMS, le PAM, le HCR, le PNUD, l'OMC et le Comité international de la Croix-Rouge — pour relever les défis du développement et renforcer la résilience. Cela inclut une quarantaine de collaborations avec les Nations Unies sur la riposte mondiale à la COVID-19, comme le soutien au déploiement de vaccins dans les pays en développement dans le cadre de l'Équipe spéciale chargée des vaccins, traitements et outils de diagnostic relatifs à la COVID-19 dans les pays en développement, mise sur pied par des dirigeants d'organismes multilatéraux, ainsi que le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, le Fonds africain pour l'acquisition des vaccins, Gavi, l'Alliance pour les vaccins et le Fonds mondial. Nous nous attachons également à appuyer le relèvement des pays et à lutter contre les défis structurels tels que la fragilité, la sécurité alimentaire et le changement climatique. Nous faisons jouer ces partenariats lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, du Forum sur le financement du développement durable et du Forum politique de haut niveau.

Nous collaborons avec des partenaires bilatéraux pour échanger des points de vue et consolider les progrès sur les questions clés du développement. En septembre 2021, le Groupe de la Banque a tenu des consultations stratégiques de haut niveau avec la Suède, au cours desquelles nous avons discuté des priorités, notamment de l'architecture du financement climatique et de la mobilisation de davantage de capitaux privés pour l'adaptation. En décembre 2021, alors que le Japon accueillait la dernière session d'annonces de contributions de l'IDA20, le président Malpass a rencontré le président de l'Agence japonaise de coopération internationale pour réaffirmer notre partenariat sur des priorités telles que la fragilité, les conflits et la violence, les inégalités et le changement climatique. Et en mai 2022, nous avons marqué le 75^e anniversaire du premier prêt de la BIRD — 250 millions de dollars pour aider la France à se reconstruire après la Seconde Guerre mondiale — à l'occasion d'une manifestation à Paris avec les ministères français, l'Agence française de développement et la Banque de France, au cours de laquelle nous avons également signé un nouvel accord de siège entre la France et le Groupe de la Banque.

Nous travaillons en partenariat avec des organisations de la société civile (OSC), en particulier celles du Sud, sur un large éventail d'objectifs de développement. Au cours des Assemblées annuelles et des Réunions de printemps de l'année écoulée, le Forum de la société civile — notre plus grande plateforme de collaboration avec ces groupes — a rassemblé plus de 2 000 parties prenantes, dont plus de la moitié provenant de pays en développement. Outre le fait de diriger 40 sessions, les OSC ont eu l'occasion d'échanger directement avec nos hauts responsables lors de rencontres avec le Président Malpass, nos Administrateurs et nos directeurs généraux.

Les intervenants des OSC des pays en développement ont participé à plusieurs manifestations phares lors des réunions pour faire part de leurs points de vue issus de leur expérience sur le terrain. Nous échangeons également des connaissances avec les OSC tout au long de l'année dans le cadre de discussions avec des experts techniques sur des questions fondamentales telles que la dette, le genre, le climat, l'environnement favorable aux entreprises et l'IDA. Enfin, nous partageons des informations au moyen de notre bulletin d'information, qui compte plus de 11 000 abonnés, ainsi que par des annonces régulières, des réunions bilatérales et des conférences téléphoniques mensuelles.

Toujours durant l'exercice 22, nous avons lancé la série , dans le cadre de laquelle nous réunissons des partenaires privés et philanthropiques avec les équipes du Groupe de la Banque pour échanger des connaissances et déterminer des possibilités de collaboration. À ce jour, ces séances d'information ont porté sur notre réponse à la COVID-19, l'égalité des genres, le changement climatique et la sécurité alimentaire de l'Afrique ; elles ont réuni des participants d'Unilever, de la *Bank of America*, de la Fondation Mastercard, de la Fondation IKEA, de la *Fondation Children's Investment Fund*, de la Fondation William et Flora Hewlett, de Standard Chartered, de HP, de la Fondation Mo Ibrahim et de la Fondation Bill et Melinda Gates. Le Groupe de la Banque a continué de nouer des partenariats avec le secteur privé et des fondations sur de nombreux aspects de la riposte à la COVID-19. Nous avons également participé à des discussions approfondies avec les fondations partenaires sur les projets et les approches permettant de démultiplier l'impact sur le genre, le climat et l'éducation au niveau national. Nous explorons également les possibilités de partenariat avec des organisations privées et philanthropiques qui ont pris des engagements en faveur de la neutralité carbone, notamment sur la transformation des systèmes alimentaires, l'accès aux énergies propres et la gestion de l'eau.

La Plateforme RIMP d'investissement et de mise en relation pour les réfugiés (*Refugee Investment and Matchmaking Platform*) mobilise le secteur privé pour soutenir les réfugiés en favorisant l'emploi, l'investissement et les produits et services adaptés. D'abord pilotée en Jordanie, elle a été étendue à Djibouti, à l'Iraq et au Liban durant l'exercice 22. Afin de servir davantage de pays et d'élargir les connaissances, la Plateforme va étendre ses activités en tant que Plateforme du secteur privé pour les réfugiés de la Banque mondiale pour le Machreq jusqu'en juin 2025. Et dans le cadre du Partenariat pour le développement numérique, nous réunissons des partenaires des secteurs public et privé — dont Google, GSMA et Microsoft — pour faire progresser les solutions numériques et accélérer une transformation numérique sûre et inclusive dans les pays en développement.

Nous avons travaillé avec plusieurs organisations et acteurs confessionnels durant l'exercice 22 — tels que l'Initiative Mettre fin à l'extrême pauvreté : une obligation morale, l'Équipe spéciale des Nations Unies sur la religion et le développement, l'Initiative d'apprentissage conjoint et le Partenariat international sur la religion et le développement durable — sur des priorités de développement urgentes, notamment la COVID-19, la fragilité, le climat et le capital humain. Nous avons également soutenu un groupe de travail de recherche sur le rôle de la foi dans le développement, qui a contribué à éclairer notre travail et à réunir les parties prenantes.

Nous collaborons avec les législateurs et les organisations parlementaires partenaires, notamment le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI, pour échanger des connaissances et plaider en faveur d'un développement vert, résilient et inclusif. Des manifestations mondiales, dont deux Forums parlementaires mondiaux, ont réuni plus de 300 parlementaires de toutes les régions du monde autour de priorités telles que le climat, la COVID-19, les vaccins, le genre, la fragilité, la transition numérique, les investissements du secteur privé, la fiscalité et la gouvernance. Ces collaborations et d'autres permettent aux parlementaires de partager les meilleures pratiques du monde entier susceptibles d'être adaptées aux contextes de leurs pays.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/en/about/partners.



Améliorer les opérations pour un développement durable

Le Cadre environnemental et social de la Banque mondiale

Le Cadre environnemental et social, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2018, permet aux pays clients de mieux gérer les risques liés aux projets et d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux. Grâce à ce cadre, nous aidons les pays à traiter d'un large éventail de problématiques et de risques environnementaux et sociaux, notamment ceux liés au changement climatique, à la biodiversité, à la santé et la sécurité au travail, ainsi qu'à l'inclusion et à la protection des groupes défavorisés ou vulnérables. Le cadre reconnaît l'importance de la participation des parties prenantes, de la transparence et de la publication de l'information. Nous contribuons également à renforcer les systèmes nationaux de gestion environnementale et sociale des pays.

En fin juin 2022, le Cadre environnemental et social s'appliquait à environ 35 % de notre portefeuille en cours d'opérations de financement de projets d'investissement (IPF) ; en raison de dates d'approbation antérieures, le reste du portefeuille continue d'appliquer nos Politiques de sauvegarde. Nous suivons de près la mise en œuvre du Cadre environnemental et social dans nos opérations. En mettant fortement l'accent sur la durabilité environnementale, le développement climato-intelligent et l'inclusion sociale, le Cadre environnemental et social a prouvé qu'il est adapté à son objectif, résistant aux défis mondiaux résultant de la COVID-19, de la fragilité, des conflits et de la violence (FCV) et de la crise climatique.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/esf.

Le Cadre de passation des marchés de la Banque mondiale

Le Cadre de passation des marchés de la Banque aide les pays clients à mettre en place des approches adaptées pour la passation de marchés au titre d'opérations de financement de projets d'investissement (IPF) en mettant l'accent sur la durabilité et l'optimisation des ressources dans les passations de marchés. Il s'applique aux projets pour lesquels une note conceptuelle a été établie à compter du 1^{er} juillet 2016. Durant l'exercice 22, 65 % du portefeuille de projets d'investissement de la Banque, en valeur des marchés attribués, ont appliqué les dispositions du Cadre. Le taux de couverture augmente à mesure que les anciens projets sont clôturés et que de nouveaux sont approuvés ; toutes les passations de marchés devraient appliquer les dispositions du Cadre d'ici à 2026.

Durant l'exercice 22, nous avons mené à bien un examen du cadre en vue de déterminer si sa mise en œuvre est couronnée de succès. Cet examen a révélé un impact profondément positif sur de nombreux aspects de la performance en matière de passation des marchés dans le cadre des opérations d'IPF financées par la Banque. Les pays emprunteurs ont considérablement augmenté leur capacité de passation de marchés, en réformant leurs systèmes nationaux de passation des marchés et leur secteur public. Les marchés d'approvisionnement se diversifient, ce qui se traduit par une concurrence accrue. En outre, 77 % des contrats en valeur conclus au cours des cinq dernières années l'ont été avec de nouveaux entrants sur le marché, ce qui suggère une plus grande confiance du secteur privé dans les procédures de passation des marchés de la Banque.

Nous soutenons une passation de marchés socialement responsable, sensible à la dimension de genre et écologique, toutes choses essentielles à la mise en œuvre du Cadre environnemental et social. Les innovations en matière de passation de marchés — telles que l'Assistance directe à la mise en œuvre (HEIS) et la passation de marchés facilitée par la Banque — ont joué un rôle essentiel dans notre riposte à la COVID-19, et nous aident à nous adapter à l'évolution des environnements opérationnels et de la dynamique de la chaîne d'approvisionnement mondiale, tout en fournissant un soutien accru aux pays.

Grâce à l'Assistance directe à la mise en œuvre, la Banque apporte un soutien direct aux pays emprunteurs, notamment dans les contextes de fragilité, de conflits et de violence. Une démarche qui permet de réduire de deux tiers le délai moyen de traitement des actions de passation des marchés, avec des réductions encore plus importantes dans les contextes de fragilité, de conflits et de violence. Cette modalité a également accru la transparence et nous a permis de traiter les plaintes plus rapidement, la moitié de ces dernières durant l'exercice 22 ayant été traitées dans un délai de 19 jours calendaires. Toutes les attributions de contrats, y compris pour les contrats soumis à un examen, sont désormais publiées sur les sites Internet *Development Business* de l'ONU et de la Banque.

La modalité de l'Assistance directe à la mise en œuvre a également permis la passation de marchés facilitée par la Banque (BFP), qui nous permet de regrouper la demande des différents pays et d'utiliser notre pouvoir de mobilisation pour obtenir un meilleur accès au marché, ainsi que d'avoir une position de négociation plus forte avec les fournisseurs. Les pays restent responsables de la conclusion et de la signature des contrats, ainsi que des aspects logistiques et administratifs, mais ils reçoivent un soutien important de la Banque si nécessaire, y compris l'évaluation des besoins, la livraison des fournitures et matériel ou de l'exécution des contrats. Nous avons utilisé cette approche pour aider les pays à se procurer rapidement des fournitures médicales essentielles pendant la pandémie de COVID-19. En Inde, nous avons aidé à acheter 22 600 concentrateurs d'oxygène pour 27 millions de dollars au plus fort de la propagation du variant Delta. En avril 2022, en Ukraine, nous avons contribué à l'acquisition rapide d'équipements et de fournitures médicaux d'une valeur de 31 millions de dollars dans le cadre de contrats négociés au moyen de la BFP et approuvés par les autorités publiques en six jours.

À l'avenir, nous approfondirons la mise en œuvre du Cadre de passation des marchés grâce aux mesures suivantes :

- amélioration du soutien à la gestion des contrats
- fourniture de formations supplémentaires et d'Assistance directe à la mise en œuvre, afin d'utiliser davantage les critères de notation de la qualité et d'autres méthodes avancées de passation de marchés
- renforcement de la résilience et de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement
- poursuite du soutien aux réformes et renforcement des capacités des pays en matière de passation de marchés
- mise en œuvre du paiement direct obligatoire pour toutes les passations de marchés dans les contextes de fragilité, de conflits et de violence
- élargissement de la publication des noms des adjudicataires à tous les contrats ayant fait l'objet d'un appel d'offres international

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/procurement.

Prévenir la violence fondée sur le genre dans nos opérations

Nous restons fermement résolu à prévenir et à atténuer les risques de violence fondée sur le genre dans nos activités. En novembre 2020, nous sommes devenus la première banque multilatérale de développement à mettre en place un mécanisme permettant de disqualifier des entrepreneurs qui ne respectent pas les obligations relatives à la violence fondée sur le genre. Les entrepreneurs disqualifiés ne se verront pas attribuer de contrats financés par la Banque pendant deux ans, après quoi ils devront démontrer qu'ils répondent à nos exigences en la matière avant de soumissionner à de nouveaux contrats. Cette disposition s'applique aux marchés importants de travaux conclus après le 1^{er} janvier 2021, qui ont été classés « à haut risque » d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels (EAS/HS). En fin juin 2022, 23 contrats prévus d'une valeur de 750 millions de dollars remplissaient les conditions pour l'application du mécanisme de disqualification pour EAS/HS, et un contrat d'une valeur de 24 millions de dollars au Burkina Faso a été attribué et est en cours d'exécution.

Nos dossiers types de passation de marchés de travaux comprennent des clauses et exigences spécifiques concernant l'évaluation des capacités des soumissionnaires à prévenir la violence fondée sur le genre. Ces clauses et exigences stipulent des obligations claires auxquelles sont astreints les entrepreneurs afin de gérer les risques connexes qui sont sous leur contrôle. Ils sont notamment tenus de déclarer les incidents antérieurs ayant entraîné la suspension ou la résiliation d'un contrat, d'adopter des codes de conduite axés sur les risques de violence fondée sur le genre, de dispenser à tous leurs travailleurs et sous-traitants une formation sur ce code de conduite, de mettre en place des mécanismes pour traiter les plaintes pour violence fondée sur le genre, d'adopter un cadre de mesures disciplinaires appropriées, et d'employer du personnel qualifié pour gérer les questions liées à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels. Les entrepreneurs devraient également inclure d'autres engagements et obligations dans leurs plans de gestion environnementale et sociale, qui varient en fonction des études d'impact et des plans de gestion pour les projets de la Banque.

Nous avons longuement discuté du mécanisme de disqualification avec des groupes du secteur de la passation de marchés, des représentants de la société civile et des partenaires du développement du monde entier, tant pendant son élaboration que depuis son lancement. Nous avons mis en place un programme de formation et collaborons avec des associations professionnelles pour aider à intégrer la prévention et l'atténuation de la violence fondée sur le genre dans les pratiques du secteur.

Soutenir les objectifs de développement communs au moyen de fonds fiduciaires

Les fonds fiduciaires et les fonds d'intermédiation financière (FIF) représentent une partie importante de l'architecture de l'aide au développement du Groupe de la Banque. Ils complètent le financement et les activités de base du Groupe de la Banque en fournissant des ressources financières. Leur flexibilité et leur réactivité contribuent à étendre les opérations de prêt, générer de nouvelles connaissances et expérimenter de nouvelles approches.

À la fin de l'exercice 22, 12,1 milliards de dollars étaient détenus dans des fonds fiduciaires et 27,9 milliards de dollars dans des FIF. Les fonds fiduciaires financent environ les deux tiers des services de conseil et d'analyse de la Banque, et environ 74 % (14,8 milliards de dollars) des décaissements effectués à partir de ces fonds ont bénéficié à des pays clients durant la période couverte par les exercices 18 à 22. Sur ce montant, plus de 8,6 milliards de dollars ont été décaissés au profit de pays IDA et de pays à financement mixte (pays admis à bénéficier de prêts de l'IDA mais aussi de prêts de la BIRD parce que financièrement solvables). Les contributions aux FIF se sont établies en moyenne à 8,5 milliards de dollars par an, tandis que les transferts monétaires aux entités d'exécution, qui sont relativement stables, s'établissaient en moyenne à 7,5 milliards de dollars par an au cours des cinq dernières années.

Les réformes des fonds fiduciaires de la Banque visent à regrouper un portefeuille auparavant fragmenté et le réorientent autour de programmes dits *Umbrella 2.0* moins nombreux, plus importants et plus stratégiquement alignés et priorisés. Ces programmes visent à promouvoir une bonne supervision, l'efficacité et la communication des résultats, et sont élaborés en consultation avec nos partenaires de développement.

Dans l'ensemble de nos domaines thématiques, dont la santé, l'action climatique, le genre, la protection sociale, l'emploi et la gestion de la dette, les ressources des fonds fiduciaires et des FIF ont fait l'objet de décaissements à hauteur de 57,5 milliards de dollars entre les exercices 18 et 22, soutenant les objectifs du Groupe de la Banque visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée, grâce à un développement plus vert, plus inclusif et plus résilient. Les fonds fiduciaires et les FIF soutiennent également la réponse à la COVID-19 et les réponses apportées dans le contexte de la guerre en Ukraine. À la fin de l'exercice 22, ils ont contribué à hauteur de 1,6 milliard de dollars aux efforts de secours immédiats et ont fourni un soutien stratégique aux pays tandis qu'ils s'efforcent de se relever de la pandémie, ainsi que 2,5 millions de dollars de soutien à l'Ukraine et aux réfugiés du pays.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/dfi.

Service d'instruction des plaintes et de recours

Le Service d'instruction des plaintes et de recours (GRS) est une voie de recours mise à la disposition des individus et des collectivités qui estiment qu'un projet soutenu par la Banque mondiale a ou est susceptible d'avoir des effets néfastes sur eux, sur leurs communautés ou sur leur environnement. Ce service a été mis en place en 2015 à la suite des recommandations formulées dans le cadre d'un examen des politiques de sauvegarde réalisé par le Groupe indépendant d'évaluation. Il vient s'ajouter aux mécanismes de règlement des griefs établis au niveau des projets supervisés par les autorités nationales et garantit que les plaintes reçues directement par la Banque sont traitées de manière diligente grâce à la recherche de solutions appropriées et durables.

Durant l'exercice 22, le GRS a reçu 383 plaintes. Les plaintes déposées couvrent un large éventail de problèmes, y compris les préjudices qui se rapportent aux moyens de subsistance des populations, à l'environnement, et à la santé et la sécurité des communautés. Le GRS joue un rôle clé dans l'identification des tendances et des problèmes systémiques à partir des affaires passées, afin de favoriser l'apprentissage institutionnel et d'appliquer les enseignements tirés aux opérations nouvelles et en cours.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/grs.



Nos valeurs, notre personnel et nos lieux de travail

Nous nous employons à représenter un lieu de travail plus viable et responsable en défendant et en mettant en pratique nos valeurs fondamentales, en préservant la santé et le bien-être du personnel, en réduisant notre empreinte environnementale, et en trouvant des méthodes de travail plus efficaces. Notre indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI) et Examen de la viabilité donnent de plus amples détails sur la manière dont la durabilité est prise en compte dans le cadre de nos opérations et de nos pratiques institutionnelles. L'indice et l'examen peuvent être consultés en ligne sur le site Web du Rapport annuel.

Nos valeurs

Les valeurs fondamentales du Groupe de la Banque mondiale sont : **impact, intégrité, respect, travail d'équipe et innovation**. Ils incarnent ce qui est le plus important pour nous en tant qu'institution et guident la façon dont nous travaillons les uns avec les autres, ainsi qu'avec nos clients et nos partenaires. Elles sont complétées par un code d'éthique, qui définit le sens de nos valeurs fondamentales dans la pratique et met l'accent sur les comportements plutôt que sur la conformité. Durant l'exercice 22, nous avons renforcé l'accent que ce code met sur la diversité, l'équité et l'inclusion, y compris la race et la discrimination raciale. Nous avons également publié un guide pour aider les encadreurs au sein de l'institution à montrer l'exemple dans l'application des principes du code, ainsi que des guides d'apprentissage pour les membres du personnel portant sur la création d'un cadre de travail inclusif et fondé sur des valeurs ; ces instruments accordent une place particulière au handicap, aux personnes LGBT+, à la santé mentale et au bien-être. Le règlement du personnel continue de définir les réglementations et les politiques ayant pour objet de prévenir et de prohiber tout comportement répréhensible. Nous aidons notre personnel à bien comprendre les questions d'éthique et de conformité sur le lieu de travail grâce à des formations en ligne obligatoires sur nos valeurs fondamentales et notre code d'éthique, et nous facilitons l'offre d'un accompagnement personnalisé sur la façon de créer un lieu de travail respectueux, les responsabilités des encadreurs et des responsables, et les interventions des personnes assistant à des incidents. Nous menons également des activités de sensibilisation via des réunions publiques du personnel, une série d'apprentissages sur l'éthique en milieu de travail et des communications internes.

Notre personnel

Nous restons déterminés à attirer, développer et développer les talents de notre personnel et à être le meilleur endroit où travailler dans le secteur du développement. À la fin de l'exercice 22, la Banque comptait 12 778 employés à temps plein, dont 46 % basés à l'extérieur de notre siège, qui se trouve à Washington. Durant l'exercice écoulé, 915 nouveaux employés ont rejoint l'institution ; nous avons travaillé pour assurer une intégration efficace et transparente, bien que la grande majorité des nouvelles recrues aient pris leurs fonctions à distance.

Malgré une augmentation significative de la fragilité, des conflits et de la violence (FCV) dans les pays clients, la Banque reste déterminée à étendre sa présence mondiale et à rapprocher les ressources des zones où elles sont le plus nécessaires, en particulier dans les pays IDA et les contextes de FCV. Les événements de l'exercice écoulé nous ont contraints de suspendre temporairement les opérations en Afghanistan, en Éthiopie et ailleurs. À la fin de l'exercice 22, 1 140 agents étaient basés dans des pays touchés par la fragilité, des conflits ou la violence, contre 1 043 agents l'exercice précédent. Nous avons également pris des mesures pour protéger les données sensibles et sécuriser les informations dans les lieux où le personnel devait être évacué, notamment à Kaboul et à Kiev.

Évaluation de la rémunération et des avantages. Dans le cadre d'un examen global de la méthode de détermination de la rémunération au sein de la Banque, une étude réalisée au cours de l'exercice 22 a révélé que nous sommes confrontés à plus de défis pour attirer et fidéliser les compétences et maintenir une position concurrentielle globale sur le marché mondial. Nous nous efforçons de relever ces défis afin de renforcer notre proposition de valeur en matière d'emploi et notre soutien au personnel. Durant l'exercice écoulé, nous avons également procédé à un examen de nos programmes sur l'invalidité et nous élaborons une série de recommandations.

Promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion parmi le personnel. Durant l'exercice 22, le Groupe de la Banque a obtenu le deuxième niveau de la certification EDGE (Economic Dividends for Gender Equality), à savoir EDGE Move. EDGE est la principale norme mondiale en matière d'égalité des sexes sur le lieu de travail. L'obtention de la certification passe par une évaluation externe rigoureuse de cinq aspects essentiels : égalité salariale pour un travail équivalent, recrutement et promotion, formation et mentorat en matière de développement des qualités de chef, flexibilité des modalités de travail et culture d'entreprise. La certification concernait le siège et tous les bureaux du monde entier de la Banque, d'IFC et de la MIGA.

Combattre le racisme et la discrimination raciale. En juin 2020, à la suite du meurtre de George Floyd, le président Malpass a créé le Groupe de travail sur la lutte contre le racisme avec pour mandat de formuler des recommandations à la haute direction en vue d'aider à lutter contre le racisme et la discrimination raciale au sein du Groupe de la Banque. Dans sa première phase, le Groupe de travail a réuni plus de 50 membres du personnel de toute l'organisation pour apporter des idées sur la garantie de l'équité raciale au niveau institutionnel et la promotion d'un cadre de travail exempt de discrimination. La haute direction a approuvé les recommandations qui ont été formulées en vue de leur mise en œuvre, les progrès devant être suivis au moyen d'un tableau de bord interactif accessible à tous les membres du personnel. Durant l'exercice 22, plusieurs recommandations du Groupe de travail ont été appliquées. Il s'agit notamment de la création d'un nouveau Bureau de l'équité raciale, en tirant parti des nominations antérieures à IFC et à la Banque mondiale, ainsi que l'établissement de la toute première Charte contre le racisme du Groupe de la Banque, qui énonce notre position sans équivoque contre le racisme et la discrimination raciale.

Le Groupe de travail a également entamé sa deuxième phase — où il met l'accent sur la manière dont nous exécutons notre travail — en examinant la question raciale dans les opérations de la Banque et d'IFC, dans la passation de marchés et dans nos communautés, ainsi qu'en évaluant la mobilité mondiale des membres du personnel et les inégalités dans notre architecture contractuelle. Comme lors de la première phase, le Groupe de travail formulera des recommandations dans ces domaines, en s'appuyant pour cela sur les contributions des groupes de travail dirigés par des membres du personnel, et les soumettra à la haute direction pour examen. Une nouvelle unité de mise en œuvre et de suivi des recommandations assurera la coordination et le suivi de la mise en œuvre de toutes les recommandations du Groupe de travail. Travaillant en étroite collaboration avec les unités concernées, il rendra compte régulièrement des progrès à la haute direction et au personnel.

Promouvoir la santé et la sécurité du personnel. Le Groupe de la Banque promeut et protège la santé et la sécurité du personnel en mettant l'accent sur la santé et le bien-être de l'individu et le bien-être, la santé et la sécurité au travail, ainsi que la santé et le bien-être mentaux. Tout au long de la pandémie, nous avons fourni des services — y compris des conseils prodigués régulièrement, des protocoles de protection et des équipements de protection individuelle — aux membres du personnel pour atténuer les risques d'infection pour eux et faciliter l'accès aux soins pour ceux tombés malades. Nous nous sommes également associés au système des Nations Unies pour fournir des vaccins aux membres du personnel et aux personnes à leur charge dans le monde entier, y compris dans les régions où l'accès était restreint, ainsi que pour assurer des évacuations médicales pour les personnes gravement malades et d'autres services visant à renforcer les soins

Accompagner le personnel dans la reprise du travail au bureau

Durant l'exercice 22, le Groupe de la Banque a continué de soutenir son personnel dans le contexte de la pandémie de COVID-19, en mettant l'accent sur la santé et la sécurité personnelles, l'équilibre entre vie professionnelle et familiale et la santé mentale. Après deux ans de travail à domicile, le personnel a commencé à retourner au bureau au siège et dans plusieurs représentations nationales durant l'exercice 22. Pour que ce retour au bureau se fasse sans risque, nous avons mis en place une approche à plusieurs niveaux pour la réouverture de chaque bureau, laquelle se fonde sur les indicateurs et tendances locales relatives à la santé, ainsi que sur les mesures de précaution prises dans nos établissements. Nous procédons à l'expérimentation un nouveau modèle de travail hybride afin de donner au personnel la flexibilité nécessaire pour trouver un équilibre entre le travail à domicile et le travail au bureau, s nous appuyant pour cela sur nos nouvelles politiques de télétravail et de travail à domicile.

Pour accompagner le personnel dans cette transition, nous avons :

- échangé régulièrement avec les membres du personnel dans le cadre de conversations en ligne en temps réel, y compris des réunions publiques animées par des dirigeants et des séances d'information du personnel sur des questions de santé et de sécurité et sur des sujets liés aux ressources humaines ;
- entretenu des sites Web internes dispensant des conseils sur la pandémie, les vaccins et la santé physique et mentale ; fourni un soutien continu au personnel et aux consultants sur les questions générales de santé et de sécurité ;
- amélioré les services informatiques pour soutenir le personnel pendant la transition, y compris une nouvelle initiative d'authentification permettant d'améliorer la cybersécurité, des ressources en ligne sur le travail hybride et des accessoires de bureau pour prendre en charge le travail dans un environnement hybride, notamment des casques d'écoute, des socles d'accueil d'ordinateurs et des webcams ; et
- introduit une politique sur les lieux de travail de substitution.

de santé au niveau local. Ces initiatives ont aidé les membres du personnel à rester ne pas quitter lieu d'affectation et à continuer de s'acquitter de leurs missions. Nous avons également établi de nouveaux centres de soutien régionaux pour les services de santé à Chennai (Inde) et à Sofia (Bulgarie). Toujours durant l'exercice 22, nous avons lancé notre toute première stratégie sur la santé mentale et le bien-être, inspirée des conclusions et des recommandations du Groupe de travail sur la santé mentale du Groupe de la Banque. Cette stratégie vise à promouvoir une culture de santé et de bien-être en général, à atténuer les facteurs de risque liés au travail et autres facteurs, et à offrir un meilleur soutien aux membres du personnel et à leurs familles confrontés à des problèmes de santé mentale. Nous avons également répondu aux besoins et aux préoccupations du personnel, car bon nombre d'entre eux ont recommencé à travailler de leur bureau (voir l'encadré à la page 84).

Soutenir l'apprentissage continu et développer les compétences pour l'évolution des carrières et la mobilité. Grâce au Campus d'apprentissage ouvert (OLC) du Groupe de la Banque, les membres du personnel au siège et dans les bureaux-pays peuvent accéder de manière souple à une panoplie de ressources d'apprentissage, notamment des cours en ligne adaptés au rythme de chacun, des micro-apprentissages et des apprentissages facilités ainsi que des formations en cours d'emploi. Depuis 2020, nous avons ajusté nos programmes opérationnels, techniques et d'encadrement pour le personnel afin de proposer des programmes d'apprentissage virtuels et à format mixte. L'OLC a dispensé près de 4 000 programmes d'apprentissage virtuels à l'intention des membres du personnel durant l'exercice 22 pour répondre à la demande du personnel et des encadreurs du monde entier. Ces cours ont obtenu de bonnes notes globales quant à leur qualité. L'OLC a également proposé plusieurs semaines d'apprentissage, des séances virtuelles plus larges sur des sujets tels que le FCV, l'environnement et les infrastructures pour soutenir les connaissances techniques du personnel.

Faciliter l'établissement un environnement sûr pour remédier aux préoccupations et régler les conflits pour le personnel. Grâce à nos Services de justice interne (JIS), les membres du personnel disposent de canaux confidentiels pour obtenir des conseils sur des problèmes sur le lieu de travail et résoudre des conflits. Ces services comprennent l'Ombudsman, le programme des conseillers pour le respect sur le lieu de travail, les Services de médiation, les Services d'examen par les pairs, l'évaluation de la gestion des performances et le Bureau de l'équité raciale. Durant l'exercice 22, environ 810 employés se sont tournés vers ces services pour obtenir de l'aide. Les Services de justice interne ont également dispensé des formations et mené des activités sur la sensibilisation au profit de plus de 8 900 membres du personnel.

Le Bureau de l'éthique professionnelle et de l'intégrité (EBC) du Groupe de la Banque est une autre ressource de confiance pour les membres du personnel qui recherchent des conseils sur des questions de conformité et sur le lieu de travail, et pour prévenir et traiter les fautes. Durant l'exercice 22, le bureau a examiné 153 allégations d'inconduite et a organisé des formations et une campagne de sensibilisation sur l'éthique à l'intention de plus de 7 100 employés. Grâce à ses services de conseil, le bureau répond, en moins de huit heures de travail en moyenne, aux demandes de conseils d'ordre éthique des membres du personnel concernant d'éventuels conflits d'intérêts ou d'autres problèmes de conformité ; durant l'exercice 22, plus de 1 400 membres du personnel ont

TABLEAU 16 DONNÉES SUR LE PERSONNEL DE LA BANQUE MONDIALE (BIRD/IDA), EXERCICES 20-22

INDICATEUR	EX. 20	EX. 21	EX. 22	INDICATEURS CONNEXES
Total employés à plein temps	12 394	12 528	12 778	GRI 401, ODD 8
Hors États-Unis (%)	44	45	46	
Consultants à court terme/temporaires (ETP)	5 521	5 944	6 163	
Engagement des employés (%)	77	—	79	
Indice de diversité	0,89	0,89	0,89	
% représente l'écart par rapport à l'objectif de parité hommes-femmes pour une catégorie donnée*				
Personnel administratif et d'appui (%)	17,4	17,8	17,6	
Personnel technique de niveau débutant et junior (%)	2,7	3,2	2,7	
Personnel technique de niveau supérieur (%)	6,5	5,8	4,7	
Chefs de service (%)	2,8	2,7	4,7	
Nombre moyen de jours de formation par agent au siège	3,8	3,2	3,1	GRI 404, ODD 8
Nombre moyen de jours de formation par agent dans les bureaux-pays	3,4	3,3	2,8	

Note : — = non disponible ; ETP = équivalent temps plein (personnel) ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance. L'enquête sur l'engagement des employés n'a pas été réalisée au cours de l'exercice 21. *La parité hommes-femmes sentend de 50 % d'hommes et 50 % de femmes, avec une marge de +/-2 % ; 0 % signifie que nous avons atteint notre objectif de parité hommes-femmes, tandis que des chiffres supérieurs à 0 % signifient que les hommes ou les femmes sont surreprésentés.

sollicité les conseils du bureau concernant la conformité. Le bureau a concentré ses efforts sur la promotion de la transparence autour des résultats de ses examens des inconduites et mène des examens approfondis des cas à haut risque ou récurrents pour aider à combler les lacunes dans les contrôles. Le coordonnateur de la lutte contre le harcèlement de ce bureau traite des allégations de harcèlement sexuel ainsi que d'autres formes de harcèlement. Durant l'exercice 22, il a reçu 187 affaires ; avec d'autres parties prenantes institutionnelles, ils ont également mis en œuvre des mesures de soutien, telles que le suivi après le règlement d'une affaire pour garantir un environnement de travail sans risque pour les victimes de harcèlement sexuel.

Renforcer notre culture institutionnelle. La capacité du Groupe de la Banque à remplir sa mission dépend de la solidité et de la qualité de notre culture institutionnelle. En novembre 2021, le président Malpass a mis sur pied une équipe spéciale chargée d'examiner la culture du lieu de travail au sein du Groupe de la Banque et de formuler un premier ensemble de recommandations d'ici le printemps 2022. Dans le cadre de ce processus, l'équipe spéciale a créé un groupe de travail pour approfondir des questions spécifiques, notamment le développement des qualités de chef, la transparence et la communication, les processus disciplinaires, la performance et la rétroaction, les mesures de protection des victimes, ainsi que la culture et les valeurs. Des discussions en ligne anonymes et modérées ont constitué un moyen pour les membres du personnel de faire part franchement de leurs suggestions et points de vue en toute franchise. L'équipe spéciale a également cherché à recueillir les points de vue, les idées et les commentaires de plus de 25 groupes d'« affinités » des membres du personnel qui ont une expérience directe du soutien aux victimes de harcèlement, de représailles ou de problèmes liés à une mauvaise responsabilisation de la direction. Des entretiens soutenus avec des groupes dirigés par des membres du personnel ont déterminé le premier ensemble de recommandations à l'intention du bureau du président concernant la responsabilité des encadreurs et les représailles.

Représenter le personnel. L'Association du personnel du Groupe de la Banque défend les droits et les intérêts du personnel auprès de la haute direction et des Administrateurs. Elle offre plusieurs services aux membres, y compris des consultations individuelles pour les questions liées aux griefs, une couverture d'assurance maladie pour les temporaires à court terme et les consultants au siège, et des communications régulières pour s'assurer que les membres du personnel sont informés et au fait des questions susceptibles de les toucher. Durant l'exercice 22, une nouvelle assemblée des délégués de l'Association du personnel a pris ses fonctions et déterminé les priorités et les problèmes soulevés par le personnel, notamment le retour au bureau au siège après deux ans de travail à domicile pendant la pandémie. L'Association du personnel a organisé plusieurs réunions publiques et campagnes de plaidoyer pour soutenir l'idée d'un lieu de travail transformateur, y compris des initiatives proposées pour exploiter les technologies nouvelles et inclusives afin de mieux promouvoir le bien-être du personnel et l'accessibilité. Elle a également attiré l'attention sur l'érosion de la rémunération du personnel du Groupe de la Banque à la lumière d'une étude sur la compétitivité et a soutenu l'Équipe spéciale sur la culture du lieu de travail.

Nos lieux de travail

La Banque gère les effets environnementaux, sociaux et économiques de nos opérations internes en s'efforçant d'avoir des effets nets positifs sur les écosystèmes, les collectivités et les pays dans lesquels se trouvent ses bureaux.

Réduire les émissions. La Banque mesure, réduit, neutralise et fait rapport sur les émissions de gaz à effet de serre résultant de nos établissements, des grandes réunions qu'elle organise et des déplacements en avion qu'elle occasionne, qui continuent de subir les effets de la pandémie. Au siège, le personnel non essentiel a recommencé à se rendre au bureau selon une approche progressive à partir d'avril 2022, les équipes étant encouragées à mettre en place un modèle de travail hybride. La Banque a organisé des réunions majeures, dont les Assemblées annuelles et les Réunions de printemps, dans un format virtuel ou hybride. Durant l'exercice 21, les missions ont diminué de 98 % par rapport à l'exercice 19, ce qui a entraîné une diminution estimée de 78 % des émissions entre l'exercice 20 et l'exercice 21. Nous avons évalué les enseignements tirés des solutions autres que les déplacements, telles que les missions et la supervision à distance ainsi que les conférences virtuelles et les séances de développement professionnel, et les membres du personnel sont encouragés à adopter des modes de déplacement plus verts et plus intelligents.

Dans le cadre de l'effort que nous déployons chaque année pour compenser les émissions de carbone non réduites, la Banque a retiré des crédits de carbone représentant au total 21 304 tonnes d'équivalent CO₂, ce qui couvre 100 % des émissions de carbone liées aux bâtiments et les déplacements professionnels par avion de l'exercice 21 (données décalées d'un exercice en raison du moment de leur collecte). Nous avons également acheté 53 910 crédits d'énergie renouvelable (CER) auprès d'ACT Commodities équivalant à 100 % de notre consommation d'électricité au siège, au prix de 200 000 dollars. Les CER représentent l'impact sur l'environnement d'un mégawattheure (MWh) d'énergie renouvelable produite et injectée au réseau électrique. Les projets de compensation des émissions de carbone sont choisis à la lumière de directives

rigoureuses du Groupe de la Banque mondiale et spécifiques aux pays IDA. Il s'agit notamment de la Tanzanie, où nous soutenons le reboisement de prairies dégradées.

Concevoir des établissements durables. Nous continuons de progresser en direction de notre objectif de réduire les émissions liées à nos établissements de 28 % d'ici 2026 par rapport à 2016. Il a toutefois été difficile de déterminer quelle proportion de ce résultat est imputable aux mesures d'efficacité ou à la baisse de l'occupation des bureaux pendant la pandémie. Nous avons répertorié les améliorations à apporter éventuellement à mesure que notre personnel reprenait le travail au bureau, notamment des améliorations énergétiques, de nouveaux projets d'énergie renouvelable et des mesures de promotion de l'efficacité de l'eau. Un tiers des établissements de la Banque dans le monde répondent à une norme de certification de construction écologique, telle que la norme LEED. Tous les nouveaux bâtiments sont conçus avec en ligne de mire la durabilité, nous cherchons à améliorer sans cesse les performances des bâtiments existants. À la suite d'un audit du bâtiment principal de la Banque à Washington, nous avons modernisé la tour de refroidissement pour la gestion de l'eau, ce qui pourrait permettre d'économiser jusqu'à un million de litres d'eau par an. Nous avons rénové les dispositifs de contrôle de l'éclairage de des cinq bâtiments de notre siège à Washington, ce qui nous a permis de réparer, remplacer ou moderniser plus de 1 500 capteurs. Nous avons élaboré deux projets expérimentaux au siège pour repenser nos espaces de bureau comme des lieux sûrs, modernes, durables et adaptables qui préservent la santé du personnel et leur permettent de travailler de manière confortable. Ces projets permettent de mieux utiliser l'ensemble de nos établissements grâce à une conception universelle des bureaux et des espaces de collaboration en prévision d'une utilisation accrue des modalités de travail flexibles. On retrouve également dans ces projets une meilleure ergonomie et des systèmes de chauffage, d'aération et de climatisation plus efficaces ; plus de lumière naturelle ; des installations électriques plus efficaces ; et des matériaux écologiquement rationnels.

Notre chaîne d'approvisionnement

Assurer une chaîne d'approvisionnement durable. Durant l'exercice 22, nous avons continué de mettre en œuvre le Cadre pour une passation de marchés durable du Groupe de la Banque dans l'optique d'un plus grand impact social et environnemental. Nous progressons vers deux objectifs clés en matière de passation de marchés : doubler les dépenses d'achat auprès d'entreprises détenues par des femmes pour les porter à 7 % d'ici 2023, lesquels ont atteint 5,2 % durant l'exercice 22 ; et atteindre 8 % de nos achats aux États-Unis auprès d'entreprises appartenant à des minorités d'ici 2025, lesquels s'élevaient à 4,7 % durant l'exercice 22. En reconnaissance de nos prouesses, le Groupe de la Banque a été récompensé comme Platinum Top Global Champion 2022 pour la diversité et l'inclusion des fournisseurs par WEConnect International, un réseau mondial qui relie les entreprises détenues par des femmes aux principaux organismes et entreprises acheteurs. Pour maîtriser les émissions de gaz à effet de serre émanant de notre chaîne d'approvisionnement, nous avons commencé à suivre les émissions de nos fournisseurs, dans le but de publier les résultats dans le rapport annuel 2023.

TABLEAU 17 QUELQUES EFFETS DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT, EXERCICES 19-21

INDICATEUR	EX. 19	EX. 20	EX. 21	INDICATEURS CONNEXES
Émissions absolues de GES (tonnes métriques d'équivalent CO ₂) ^a	250 070	182 106	39 812	GRI 305 ; CDP C6 ; ODD 13
Utilisation de l'énergie (GJ) ^b	458 315	471 930	393 758	GRI 302 ; CDP C8.2 ; ODD 7
Intensité de l'utilisation de l'énergie (GJ/m ²) ^b	0,74	0,74	0,61	
Utilisation de l'eau (m ³)	299 054	261 534	201 134	GRI 303, ODD 6
Eau détournée des sites d'enfouissement (%) ^c	61	67	33	GRI 306 ; ODD 12
Utilisation totale de papier recyclé à 100 % (photocopie et impression, %) ^c	57	54	34	GRI 301 ; ODD 12

Note : Les données sont décalées d'un exercice financier en raison du moment de leur collecte. Les installations de la Banque étaient fermées ou peu occupées pendant la majeure partie de l'exercice 21. Pour plus de plus amples informations et des données supplémentaires, veuillez visiter le site Web dédié à la responsabilité de l'organisation. CO₂ = dioxyde de carbone ; CDP = Carbon Disclosure Project ; GES = gaz à effet de serre ; GJ = gigajoule ; GJ/m² = gigajoule par mètre carré ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance.

- Les données portent sur les installations de la Banque dans le monde entier et englobent les émissions des catégories (ou « scopes ») 1, 2 et 3. Les émissions de catégorie 3 liées aux voyages d'affaires par avion incluent le forçage radiatif. L'exercice 20 inclut les émissions de l'initiative Cool Food Pledge résultant de l'achat de produits alimentaires pour le siège de la Banque. De plus amples informations sont présentées dans le Plan de gestion des stocks.
- Les données se rapportent aux installations de la Banque mondiale dans le monde entier et englobent l'électricité, la combustion fixe et la combustion mobile.
- Ces données ne rapportent uniquement aux installations du siège de la Banque.



Publication des informations financières relatives au climat de la Banque mondiale

Le Plan d'action sur le changement climatique 2021–2025 du Groupe de la Banque mondiale reconnaît que le changement climatique et le développement durable doivent être pris en compte ensemble pour atteindre nos objectifs de réduction de la pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée. Nous promovons la transparence mondiale sur les paramètres de mesure, les objectifs et les résultats en matière climatique afin de pouvoir tirer parti des opportunités, de relever les défis et d'aider les pays à maximiser les résultats positifs dans leur transition climatique.

L'établissement de normes mondiales de communication des informations sur le climat et la durabilité est essentiel pour faire évoluer les marchés et encourager les investissements durables et sobres en carbone, tout en faisant face aux risques liés au changement climatique. Le Groupe de la Banque soutient depuis longtemps les efforts mondiaux visant à harmoniser les normes d'établissement de rapport en matière de développement durable, que le Groupe de travail sur la finance durable du G20 a défini comme une priorité de premier ordre en 2021. Lors de la COP26, l'*International Financial Reporting Standards Foundation* a annoncé la création du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board - ISSB), chargé d'« élaborer une base de référence mondiale complète de normes d'information financière de haute qualité liées à la durabilité » en s'appuyant sur le travail d'autres normalisateurs internationaux, et notamment sur les recommandations de l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat (TCFD) du Conseil de stabilité financière. Depuis sa publication en juillet 2017, le cadre de la TCFD a été largement utilisé aux fins de communication d'informations financières liées au climat.

La Banque se félicite de cette évolution et examinera comment les prochaines Normes générales et climatiques de l'ISSB, qui devraient être finalisées en 2023, pourraient être adaptées à notre modèle opérationnel unique et éclairer nos rapports. Alors que nous surveillons ces évolutions, la Banque procède à la première publication, dans ce rapport, d'informations financières sur le climat, dans le droit fil des recommandations du cadre de la TCFD. Cette démarche s'appuie sur notre solide bilan en matière d'action climatique et de publication d'informations en ce domaine que nous établissons via l'Indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance depuis 2008 et le CDP (anciennement connu sous le nom de Carbon Disclosure Project) depuis 2009. La Banque rejoint IFC et la MIGA, qui produisent déjà des informations alignées sur la TCFD.

Les informations financières relatives au climat que publions au titre de la TCFD pour l'exercice 22 décrivent comment nous gérons les risques et les opportunités en lien avec le climat dans nos activités de développement et nos activités institutionnelles. La publication des informations financières relatives au climat durant l'exercice écoulé s'aligne sur les quatre domaines thématiques du cadre de la TCFD : gouvernance, stratégie, gestion des risques, et mesures et cibles. Certains de ses points saillants sont présentés ci-après :

Opérations : Le Plan d'action sur le changement climatique 2021–2025 du Groupe de la Banque a continué de produire d'excellents résultats durant l'exercice 22 en aidant les pays à prendre en compte ensemble le climat et le développement grâce à une approche intégrée (*voir plus en page 52*).

Émissions de gaz à effet de serre et empreinte carbone : La Banque a atteint la neutralité carbone depuis 2009 pour ce qui est des émissions de gaz à effet de serre liées à tous ses établissements dans le monde et aux voyages d'affaires à travers le monde. Elle mesure, réduit et compense les émissions de ses installations, de ses grandes réunions, achat de denrées alimentaires au siège et des déplacements aériens effectués dans le cadre des activités institutionnelles et elle communique des informations sur ces dernières. Nous nous sommes fixé deux objectifs en matière de réduction des émissions : 1) réduire les émissions absolues de carbone de nos propres installations mondiales de 30 % d'ici 2026, par rapport à une base de référence de 2016 ; et 2) réduire de 25 % d'ici à 2030 les émissions liées à l'alimentation provenant des cafétérias, des cafés-bars et des opérations de restauration au siège. La Banque est en bonne voie pour atteindre ces deux objectifs (*voir plus à la page 86*).

Gestion des risques : Durant l'exercice 22, nous avons continué d'affiner la façon dont nous intégrons les facteurs liés au climat dans notre gestion des risques. Notre département chargé des risques de crédit dans les pays tient compte des facteurs environnementaux pertinents lors de

l'évaluation de la solvabilité souveraine des emprunteurs de la BIRD et de l'IDA. En tant que propriétaires des risques, les unités opérationnelles gèrent les risques opérationnels liés au climat, qui sont plus explicitement intégrés dans notre taxonomie des risques opérationnels.

La Banque évalue et surveille les risques liés au climat qui peuvent influencer sur les résultats de développement attendus de nos instruments opérationnels et programmes de pays. Nous exigeons que tous nos projets, politiques et programmes de développement soient examinés pour détecter les risques matériels liés au changement climatique, en commençant par les opérations de l'IDA au cours de l'exercice 2015 et jusqu'à la BIRD au cours de l'exercice 18. La comptabilisation des gaz à effet de serre est également effectuée dans toutes les opérations de financement d'investissement de la BIRD et de l'IDA où des méthodologies sont disponibles, en utilisant un prix fictif du carbone dans l'analyse économique. Les risques climatiques sont également pris en compte dans les vérifications préalables effectuées par la Banque pour le financement de projets d'investissement dans le cadre de son Cadre environnemental et social.

Activités de trésorerie : La Banque est un chef de file dans le développement de marchés financiers durables. Le cadre de la première obligation verte de la BIRD en 2008 est devenu la norme mondiale pour les obligations labellisées sur le marché des titres à revenu fixe, mettant l'accent sur l'augmentation de la transparence et l'investissement à objectif précis. Le programme d'émission d'obligations de la BIRD est devenu une source de pratiques optimales sur les questions de finance durable ; nous collaborons activement avec diverses parties prenantes pour aider à bâtir des marchés financiers durables. Lorsque l'IDA est arrivée sur les marchés financiers en 2018, elle s'est jointe à la BIRD pour émettre des obligations de développement durable, qui mettent l'accent sur ses normes environnementales et sociales et son mandat consistant à avoir un impact positif. Toutes les obligations de la BIRD et de l'IDA sont reconnues grâce à un identifiant de durabilité sur des plateformes bien établies d'information sur les obligations, telles que Bloomberg. Toutes les obligations de développement durable et obligations vertes de la BIRD et de l'IDA sont également cotées sur le Luxembourg Green Exchange et sa plateforme durable (voir plus à la page 72).

Perspectives d'avenir

Nous continuerons d'évaluer l'impact des facteurs liés au climat sur nos activités, notre stratégie et nos performances financières. Nous prévoyons de mettre en œuvre d'autres améliorations au cours des deux prochaines années afin d'aligner nos informations sur les normes en évolution. Voir les *Annexes du Rapport annuel de la Banque mondiale* pour l'intégralité des informations financières relatives au climat et alignées sur la TCFD.



Donner une orientation à l'institution

Tous les pouvoirs de la Banque mondiale sont dévolus au Conseil des Gouverneurs, son principal organe de décision, conformément aux Statuts de la BIRD et de l'IDA. Chaque pays membre de la Banque est représenté par un gouverneur et un gouverneur suppléant.

Le Conseil des Gouverneurs délègue l'essentiel des pouvoirs à 25 Administrateurs permanents, qui composent le Conseil des Administrateurs de la BIRD et de l'IDA. Les Administrateurs représentent les 189 pays membres de la Banque mondiale et sont responsables de la conduite des opérations générales de la Banque. Les Administrateurs choisissent le Président du Conseil. La durée du mandat du Conseil actuel va de novembre 2020 à octobre 2022.

Les Administrateurs supervisent l'orientation stratégique de la Banque et représentent les points de vue des pays membres sur son rôle. Ils statuent sur les projets de prêts, de crédits, de dons et de garanties de la BIRD et de l'IDA proposés par le Président, ainsi que sur les politiques, le budget administratif et d'autres questions opérationnelles ou financières. Ils examinent les Cadres de partenariat-pays qui déterminent la collaboration du Groupe de la Banque avec les pays clients et l'appui apporté aux programmes de développement. Les Administrateurs sont chargés de présenter au Conseil des Gouverneurs les comptes vérifiés, un budget administratif et le rapport annuel de la Banque sur les résultats de l'exercice écoulé.

Le Conseil compte cinq comités permanents. Les Administrateurs siègent à un ou plusieurs de ces comités, qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à un examen attentif des politiques et autres documents cruciaux. Le Comité directeur des Administrateurs, auquel siègent tous les Administrateurs, se réunit deux fois par mois pour examiner le programme de travail stratégique du Conseil. Par l'intermédiaire de ses comités, le Conseil s'entretient régulièrement sur l'efficacité des activités du Groupe de la Banque avec la direction et l'indépendant Mécanismes de responsabilisation et avec le Groupe indépendant d'évaluation, qui tous deux rendent compte directement au Conseil.

FIGURE 8
LES COMITÉS DU CONSEIL DES ADMINISTRATEURS



Assurer la surveillance et la responsabilité

Nous nous tenons comptables de notre action à travers des mécanismes institutionnels — aussi bien internes à la Banque qu'indépendantes de celle-ci — qui surveillent les résultats opérationnels, gèrent les risques institutionnels, répondent aux griefs et garantissent la transparence de notre travail. Ces mécanismes fournissent des conseils et des recommandations pour assurer une efficacité maximale sur le plan du développement et le respect des normes de responsabilité les plus élevées.

Le Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) a pour objectif de renforcer l'efficacité des actions du Groupe de la Banque en faveur du développement au moyen d'évaluations qui donnent une appréciation des résultats et de la performance et formulent des recommandations pour les améliorer. Il valide également les auto-évaluations du Groupe de la Banque des résultats des programmes et projets de pays. Les évaluations et les validations fournissent des éléments probants attestant des facteurs qui influent sur le succès et l'échec ainsi que des enseignements à tirer pour aider à éclairer les orientations, les politiques, les programmes et les opérations du Groupe de la Banque.

Au cours de l'exercice 22, l'IEG a réalisé une série d'évaluations majeures liées aux priorités institutionnelles et stratégiques du Groupe de la Banque. Celles-ci ont examiné la décennie écoulée d'activités de la Banque dans les situations de conflit, le soutien du Groupe de la Banque pour transition vers une économie circulaire, les enseignements tirés de *Doing Business* et les plans de décentralisation du Groupe de la Banque. Le Groupe a également validé les progrès accomplis par la direction sur les recommandations de l'évaluation de l'IEG, et a évalué le soutien d'IFC et de la MIGA à l'enseignement primaire et secondaire dans les pays à revenu intermédiaire, ainsi que la stratégie de développement durable de l'IDA et le soutien aux pratiques agricoles inclusives et durables. L'IEG a également continué à soutenir la riposte du Groupe de la Banque à la COVID-19, en s'appuyant sur les enseignements tirés de notre riposte aux épidémies passées d'Ebola, ainsi que sur les innovations à l'appui des réponses sanitaires et sociales pendant les pandémies.

Pour de plus amples informations et pour consulter le rapport annuel de l'IEG, rendez-vous à l'adresse ieg.worldbankgroup.org.

Mécanisme de responsabilisation

Le Mécanisme de responsabilisation de la Banque mondiale est un mécanisme de plainte indépendant destiné aux personnes et aux collectivités qui estiment avoir été ou être susceptibles d'être affectées par un projet financé par la Banque. Il est composé du Panel d'inspection et du nouveau Service de règlement des différends (DRS). Le Panel d'inspection a été créé en 1993. Il était alors le premier mécanisme indépendant de responsabilisation établi au sein d'une institution financière internationale et continue de mener des examens de conformité indépendants. Le DRS facilite un processus indépendant et librement consenti de règlement des différends pour les plaignants et les emprunteurs. Le Mécanisme de responsabilisation rend compte au Conseil et est indépendant de la direction de la Banque.

Le **Panel d'inspection** est composé de trois membres, dont son président, qui rendent compte directement aux Administrateurs. Au cours des exercices 21 et 22, le Panel a soumis un rapport d'enquête sur un projet routier en Ouganda et a recommandé des enquêtes sur des projets au Népal, au Togo et en Ouganda. Il a décidé de ne pas ouvrir d'enquête sur un projet régional de commerce et de transport au Népal et a émis des avis de non-enregistrement pour trois projets au Kenya, un en Ouganda et un en Inde. En décembre 2021, il a publié un rapport consultatif intitulé *Right to Be Heard* qui traite de l'intimidation et des représailles dans le cadre des plaintes qui lui sont soumises.

Le **Service de règlement des différends** est devenu opérationnel en octobre 2021. Durant l'exercice écoulé, les parties à deux affaires liées à des projets de la Banque ont convenu de la résolution des différends par le DRS : il s'agissait d'une affaire en Ouganda en décembre 2021 et d'une affaire au Népal en avril 2022. Les procédures concernant ces deux affaires se poursuivent.

Pour de plus amples informations sur le Mécanisme de responsabilisation, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/en/programs/accountability.

Système de sanctions

Le Système de sanctions du Groupe de la Banque est un processus administratif à plusieurs niveaux conçu pour lutter contre la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction par les entreprises et les particuliers intervenant dans des opérations du Groupe de la Banque. Durant l'exercice 22, le Groupe de la Banque a sanctionné 35 entreprises et particuliers à travers des décisions non contestées du directeur des suspensions et des exclusions de la Banque, des décisions du Conseil des sanctions du Groupe de la Banque et des accords de règlement. Il a également levé la sanction de 22 entités et converti les exclusions avec levée conditionnelle d'une entité en non-exclusions conditionnelles. Le Groupe de la Banque a également entériné 72 exclusions croisées décidées par d'autres banques multilatérales de développement (BMD), et 28 exclusions du Groupe de la Banque remplissaient les critères requis pour être entérinées par d'autres BMD.

La **Vice-présidence de l'Intégrité (INT)** détecte, dissuade et prévient la fraude et la corruption dans les opérations financées par le Groupe de la Banque et concernant son personnel et les prestataires. Elle enquête sur les allégations de fraude, de corruption et d'autres pratiques passibles de sanctions et, lorsque celles-ci sont fondées, applique des sanctions à l'encontre d'entités externes concernées et communique ses constatations en vue de décisions de ressources humaines sur les mesures disciplinaires à prendre à l'encontre des membres du personnel concernés. L'INT s'efforce également d'identifier, de surveiller et d'atténuer les risques d'intégrité dans les opérations du Groupe de la Banque. En outre, le Bureau du respect de l'intégrité (ICO), une unité indépendante au sein de l'INT, examine la position de conformité des entités concernées par le processus de sanctions et travaille avec celles qui s'efforcent de remplir leurs conditions de levée de sanction.

Durant l'exercice 22, l'INT a célébré son 20^e anniversaire en tant qu'unité indépendante de responsabilisation et de contrôle au sein du Groupe de la Banque. Pour relever les défis modernes de la corruption et soutenir au mieux les opérations du Groupe de la Banque, l'INT a lancé un processus de mise à jour de sa stratégie couvrant les exercices 22 à 26. Tout en préservant le caractère central de la fonction d'enquête de l'INT et du rôle de l'ICO, la mise à jour vise à renforcer la fonction de prévention de l'INT en tirant davantage parti de son recours aux analyses et outils de données et en renforçant ses connaissances et ses ressources en matière de conseil ; elle vise également à améliorer l'approche de l'INT concernant les enquêtes fondée sur les risques.

Le **Bureau de la suspension et de l'exclusion** est dirigé par le responsable en chef de la suspension et de l'exclusion de la Banque mondiale et constitue le premier niveau d'arbitrage dans le système de sanctions de la Banque. Tous les cas de sanctions de la Banque qui ne font pas l'objet d'un appel devant le Conseil des sanctions du Groupe de la Banque sont résolus suivant les décisions du responsable. La Banque met à la disposition du public des résumés de ces décisions non contestées.

Le **Conseil des sanctions** est composé de sept membres qui sont tous extérieurs au Groupe de la Banque. Il lui revient de prendre les décisions finales dans tous les cas de sanctions contestées dans l'ensemble du Groupe de la Banque et rend publiques ses décisions qu'il motive entièrement et qui ne sont pas susceptibles d'appel.

Pour de plus amples informations concernant le Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale et son rapport annuel, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/integrity.

Pour signaler des soupçons de fraude ou de corruption dans des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/fraudandcorruption.

La Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe

La Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe (GIA) est une fonction indépendante qui rend compte au Président et est placée sous la supervision du Comité d'audit du Conseil. La GIA donne à la direction et au Conseil une assurance raisonnable que les processus de gestion et de maîtrise des risques — ainsi que leur gouvernance générale — sont bien conçus et fonctionnent efficacement. Son travail aide le Groupe de la Banque à servir ses clients plus efficacement. Elle réalise des audits et des examens d'assurance et de conseil, couvrant tous les domaines institutionnels essentiels : stratégie, opérations, finances et fonctions institutionnelles, dont les systèmes et processus informatiques. Elle entreprend ses travaux conformément au Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'Institute of Internal Auditors. La GIA collabore avec les fonctions de gestion des risques et de gouvernance au sein de la direction, ainsi qu'avec d'autres unités de contrôle et de responsabilité indépendantes du Groupe de la Banque.

Le programme de travail de la GIA met un accent sur les priorités institutionnelles et sur celles des parties prenantes et sur les risques importants. La GIA fournit environ 25 à 30 prestations par an. Les principaux sujets couverts durant l'exercice 22 comprenaient les programmes mondiaux de financement du commerce et de fournisseurs d'IFC ; la collaboration entre la Banque et l'ONU dans les projets ; la main-d'œuvre occasionnelle, la rémunération des travailleurs et les programmes d'invalidité du Groupe de la Banque ; la réponse aux incidents de sécurité de l'information, la gestion des menaces et des vulnérabilités ; et la mise en place d'un nouveau progiciel de gestion intégré.

Durant l'exercice 22, la GIA a continué d'effectuer des audits à distance en raison de la COVID-19, ajustant la portée, la priorité et le calendrier des missions, si nécessaire, pour soutenir la riposte du Groupe de la Banque. La GIA utilise un modèle de prestation flexible basé sur le risque pour ajuster son orientation en fonction des changements dans les activités du Groupe de la Banque et le paysage des risques correspondant.

Pour de plus amples informations et pour consulter les rapports trimestriels de la GIA, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/internalaudit.

Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale

La Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale a fait de cette dernière un leader mondial en matière de transparence et a renforcé nos relations avec les clients, la société civile et le monde universitaire et la communauté du développement au sens large. Grâce à cette politique, le public peut demander toute information en la possession de la Banque (autre que celles figurant sur une liste d'exceptions) concernant nos opérations, nos travaux de recherche, nos finances et les délibérations du Conseil. En ce qui concerne les demandes rejetées, le public peut faire appel en alléguant une violation de la Politique et/ou de l'intérêt public. Le Comité interne sur l'accès à l'information constitue la première instance d'appel, et ses décisions sont définitives concernant les appels invoquant l'intérêt public comme motif. La Commission d'appel externe et indépendante de l'accès à l'information fait office de deuxième et dernier recours pour les appels alléguant une violation de la politique.

Au cours de l'exercice 22, la Banque a reçu 445 demandes d'informations, dont 81 % ont été traitées sous 20 jours ouvrables. Le Comité a statué sur neuf affaires, et deux appels ont été interjetés auprès du Conseil.

Pour de plus amples informations et pour envoyer des demandes d'accès à l'information à la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/en/access-to-information.

Déployer les ressources de manière stratégique

Définir notre collaboration avec les pays

Le Groupe de la Banque a mis au point un modèle de prestation de services financiers, analytiques et consultatifs, qui visent assurer une solide appropriation par les pays et l'obtention par ces derniers de bons résultats dans le domaine du développement. Le Cadre de partenariat-pays (CPF) guide l'aide du Groupe de la Banque à un pays sur une période de quatre à six ans, tout en étant suffisamment souple dans un contexte de mutation rapide des circonstances mondiales et nationales. Le CPF est le principal outil employé par la direction et les Administrateurs pour examiner et orienter nos programmes de pays. Pour préparer et mettre en œuvre un CPF, la Banque, IFC et la MIGA :

- Prennent en compte la manière dont le pays formule ses objectifs de développement
- Se fondent sur les diagnostics-pays systématiques (SCD) préparés en étroite consultation avec les autorités nationales, le secteur privé et d'autres parties prenantes
- Tiennent compte de l'avantage comparatif dont jouit le groupe de la banque, des enseignements tirés de l'expérience et des activités d'autres partenaires
- Alignement sur les objectifs du Groupe de la Banque et les engagements de la Banque découlant de l'augmentation de son capital en 2018.

En juillet 2021, nous avons révisé nos Directives et procédures de collaboration avec les pays, afin de mieux faire ressortir la contribution du Groupe de la Banque aux résultats de haut niveau obtenus dans les pays. Nous avons également repris la préparation de produits de collaboration avec les pays après une période de report au début de la pandémie, en mettant davantage l'accent sur un développement vert, résilient et inclusif. Durant l'exercice 22, nous avons établi 25 diagnostics-pays systématiques (SCD), 19 cadre de partenariat-pays (CPF) une note sur l'action menée dans le pays.

Alors que le monde est aux prises avec de multiples crises superposées, notamment la COVID-19, la guerre en Ukraine et l'urgence climatique, le Groupe de la Banque apporte un soutien financier et des produits du savoir juste à temps pour aider les pays à réagir. Nous tirerons parti de notre gamme complète d'instruments de financement pour préparer et décaisser rapidement des financements — y compris le financement de projets d'investissement (IPF), le financement à l'appui de politiques de développement (DPF) et le financement de Programmes pour les résultats (PforR) — pour des besoins spécifiques et un appui budgétaire pour faire face au resserrement des conditions budgétaires. Nous pouvons également déployer d'autres instruments et outils financiers selon les besoins, y compris le financement supplémentaire à l'appui des politiques de développement, le financement additionnel aux IPF, les composantes d'intervention d'urgence de projets déjà en cours d'exécution et la restructuration des projets à décaissement lent. Les travaux analytiques du Groupe de la Banque étayeront notre réponse à la crise, notamment pour permettre un soutien global visant à renforcer la préparation, la résilience et l'inclusion.

Le changement climatique faisant peser de graves menaces sur le développement durable, les pays doivent de toute urgence intégrer les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et prendre en compte l'adaptation et la résilience dans leurs stratégies de développement. Dans le cadre du nouveau Plan d'action sur le changement climatique 2021–2025 du Groupe de la Banque, nous avons lancé un nouveau produit de diagnostic de base : les rapports nationaux sur le climat et le développement (CCDR), qui sont établis conjointement par la Banque, IFC et la MIGA. Nous prévoyons de publier la plupart des premiers CCDR d'ici la tenue de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2022 en novembre. S'appuyant sur des données et des travaux de recherche rigoureux, le CCDR examinera comment un pays peut atteindre ses objectifs de développement tout en s'efforçant de s'adapter au changement climatique et d'atténuer ses effets. Il reflétera également les engagements climatiques du pays et déterminera les moyens de soutenir la mise en œuvre grâce à des solutions offertes par les secteurs public et privé. Il contribuera à alimenter les SCD, qui étayeront les CPF.



Point sur notre riposte sanitaire à la COVID-19

Depuis 2020, nous fournissons un soutien avec une rapidité et à une ampleur sans précédent pour faire face aux effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19, en mettant l'accent sur les pays les plus pauvres et les personnes les plus vulnérables. Depuis avril 2020, nous avons consenti 14,2 milliards de dollars d'engagements pour 213 opérations dans le cadre de notre Programme stratégique de préparation et de riposte sanitaires, qui utilise une approche programmatique mondiale à phases multiples (MPA) pour aider les pays à accéder à des financements pour répondre à leurs besoins de santé.

Nous continuons d'aider les pays à acheter et à déployer des vaccins contre la COVID-19 sûrs et efficaces par le biais de la PMA pour la santé, leur permettant ainsi de se procurer des vaccins via le Mécanisme COVAX ou d'autres sources approuvées et de financer des activités connexes qui soutiennent le déploiement et renforcent les systèmes de santé. Nous publions également en ligne toutes les données opérationnelles du Groupe de la Banque sur les vaccins anti-COVID-19. Et nous collaborons en permanence avec un large éventail de partenaires mondiaux, dont la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, GAVI, le Fonds mondial, le FMI, l'UNICEF, l'OMC et l'OMS.

Durant l'exercice 22, nous avons engagé 5,7 milliards de dollars de financement de vaccins pour 25 nouveaux pays, portant le total des engagements à 10,1 milliards de dollars pour près de 80 pays depuis décembre 2020, y compris les financements réaffectés de projets existants. Ce soutien aide les pays en développement à se procurer plus d'un demi-milliard de doses de vaccin et à les et à déployer aussi rapidement que possible compte tenu de la demande des pays. En soutenant un accès équitable et un large déploiement des vaccins dans les pays en développement, nous les aidons à sauver des vies, à maîtriser la pandémie et à renforcer leur relèvement des pays en question. Cette aide comprend notre soutien à l'Équipe spéciale pour l'acquisition de vaccins en Afrique (AVATT), en partenariat avec l'Union africaine. Cette initiative pilotée par l'Afrique aidera les pays à acquérir et déployer des vaccins contre la COVID-19 et à vacciner 400 millions de personnes (30 % de la population du continent), contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif de l'Union africaine de vacciner 70 % de la population du continent d'ici à 2023. La Banque s'est également associée à COVAX sur un mécanisme de financement qui permet des achats anticipés — au-delà des doses entièrement subventionnées que les pays reçoivent des bailleurs de fonds — pour aider à accélérer l'approvisionnement en vaccins.

Instrument de financement pour les pays

La Banque propose une palette d'instruments et d'approches pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Il s'agit des instruments et approches suivants :

- financement de projets d'investissement, qui aide à construire des infrastructures physiques et sociales ainsi qu'à développer des capacités institutionnelles ;
- financement des politiques à l'appui du développement, qui soutient les réformes des politiques et des institutions, notamment par le biais de garanties ;
- programme pour les résultats, qui assujettit le décaissement de fonds à la réalisation de résultats prédéfinis.

Durant l'exercice 22, nous avons établi le document DPF Retrospective 2021, qui présente les principaux points à retenir des tendances et des performances des DPF, leur rôle dans l'appui aux priorités de développement et les enseignements tirés de l'expérience. Durant l'exercice 21, nous avons révisé nos directives pour incorporer explicitement les considérations liées à la race et à la discrimination ou à l'exclusion fondée sur la race dans les opérations pour tous nos instruments de prêt.

Le Groupe de la Banque a utilisé toute sa gamme d'instruments pour soutenir les ripostes des pays à la pandémie. Grâce aux IPF, nous avons contribué à renforcer la réponse sanitaire, en nous concentrant initialement sur les tests et les équipements de santé, puis sur l'acquisition et le déploiement de vaccins. Nous avons mobilisé des DPF pour soutenir des mesures institutionnelles et politiques de réponse à la crise et de reprise, en soutenant les réformes dans les domaines de la santé, de la protection sociale, de la gestion budgétaire et de la dette, de la réglementation des affaires, de l'administration publique, de l'éducation, de l'environnement, du développement rural et du travail.

Durant l'exercice 22, 99 % des DPF avaient des avantages climatiques connexes, et 85 % des DPF ont contribué à réduire les écarts entre les sexes. Au cours de l'exercice 22, nous avons également approuvé 43 opérations au titre du Programme pour les résultats totalisant 10,3 milliards de dollars ; 93 % de ces opérations contribuent à réduire les disparités entre les sexes et 100 % contribuent à l'adaptation au changement climatique ou à l'atténuation de ses effets.

L'Approche-programme à phases multiples (MPA) permet aux pays de structurer une collaboration complexe de longue durée sous la forme d'un ensemble d'opérations interdépendantes ou de phases d'un même programme. Durant l'exercice 20, la Banque a appliqué cette approche à l'échelle mondiale pour la première fois, en mobilisant rapidement un financement de 18 milliards de dollars approuvé par les Administrateurs pour répondre à l'urgence posée par la COVID-19.

La MPA soutient deux types de programmes : les programmes verticaux et les programmes horizontaux. Les programmes verticaux permettent d'examiner en profondeur un seul pays où les interventions de la Banque s'inscrivent sur le long terme. Les programmes horizontaux regroupent plusieurs pays, portant souvent sur les biens publics mondiaux, où une focalisation étroite et une approche commune font sens à moyen terme. À la fin de l'exercice 22, les Administrateurs de la Banque ont approuvé 17 PMA verticales et huit PMA horizontales, à hauteur de 8,9 milliards de dollars et 23,5 milliards de dollars, respectivement.

Soutien aux petits États

Les petits États (qui ne comptent pas plus de 1,5 million d'habitants) sont confrontés à des défis de développement uniques en raison de leur faible population et de leur base économique étriquée, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux chocs exogènes, aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Le COVID-19 a exacerbé leurs défis structurels à long terme, car nombre d'entre eux sont tributaires du tourisme. Les économies des petits États se sont contractées de 7,4 % en 2020, contre 1,7 % dans tous les marchés émergents et les économies en développement ; et elles n'ont rebondi que de 2,3 % en 2021, contre 6,3 % sur l'ensemble des marchés émergents et des économies en développement. Dix petits États ont connu une contraction cumulée du PIB supérieure à 10 % en 2020-2021. Beaucoup ont également vu leur dette publique augmenter considérablement.

Grâce à la réponse aux crises et au soutien au développement à plus long terme, nous aidons à relever les défis distincts de ces pays. Durant l'exercice 22, le Groupe de la Banque a fourni un soutien financier à 26 petits États, pour un montant de 2 milliards de dollars (dont 1,8 milliard de dollars par l'IDA et 222 millions de dollars par la BIRD) ; sur ces ressources, 325 millions de dollars ont financé la riposte à la COVID-19. La Banque abrite également le Secrétariat des petits États, qui héberge le Forum des petits États, une plateforme de dialogue de haut niveau entre ses 50 pays membres et qui se réunit lors de nos Assemblées annuelles

et de nos Réunions de printemps. Durant l'exercice 22, les membres ont discuté des mesures envisageables pour rouvrir en toute sécurité les petites économies, en mettant l'accent sur les défis auxquels ils sont confrontés pour accéder aux vaccins contre la COVID-19 et obtenir des financements concessionnels.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/smallstates.

Des conseils techniques et des analyses pour obtenir des résultats sur le plan du développement

Les services d'analyse et de conseil (ASA) du Groupe de la Banque permettent aux pays de mettre en œuvre des politiques et stratégies plus efficaces et de renforcer leurs institutions afin qu'elles puissent pérenniser les gains accumulés au fil du temps sur le plan du développement. Au niveau des pays, ces services sous-tendent nos SCD et CPF, ainsi que les programmes gouvernementaux et les projets soutenus par la Banque. Aux niveaux régional et mondial, les produits étaient les solutions de développement et contribuent aux biens publics mondiaux, sous la forme de notes de bonnes pratiques, de guides pratiques et d'initiatives de renforcement des capacités. Durant l'exercice 22, la Banque a réalisé 1 130 produits de services d'analyse et de conseil dans plus de 130 pays. Ces produits couvraient des thématiques telles que le développement humain et le genre, la gestion du secteur public, le développement du secteur privé, les politiques économiques, et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Ils comprenaient une analyse en temps réel de la crise de la COVID-19, ainsi que des moyens d'aider les pays à se reconstruire en mieux et à entreprendre une reprise à grande échelle. En 2022, la Banque a également lancé les CCDD pour fournir des diagnostics de haute qualité et intégrer l'action climatique et les objectifs de développement.

Les pays clients sollicitent et paient pour les services de conseil remboursables (RAS) ; tous les États membres peuvent y prétendre, y compris les pays non emprunteurs. Durant l'exercice 20, nous avons fourni 83 produits RAS dans plus de 22 pays. Ces derniers ont ainsi pu bénéficier d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités et d'un soutien à la mise en œuvre de projets portant sur des questions telles que la gestion du secteur public, le développement urbain et rural, le développement du secteur privé, les politiques économiques, le développement humain et le genre.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/asa.

Budgétisation pour soutenir une réponse exceptionnelle à la crise

Durant l'exercice 22, la Banque a mis en place une riposte exceptionnelle pour aider les pays à se remettre de la COVID-19, à faire face à la fragilité croissante, y compris les effets mondiaux de la guerre en Ukraine, à renforcer la résilience et accélérer l'action climatique, et à redynamiser l'élan en faveur du développement inclusif, de la réduction de la pauvreté et de la prospérité partagée. Nous avons fourni des niveaux de financement sans précédent, mis au point des instruments et des facilités de financement flexibles, et élargi et approfondi nos partenariats.

Nous avons réalisé ce programme en déployant au maximum les ressources financières, budgétaires et humaines dont nous disposons avec une discipline budgétaire stricte. Nous avons continué à contenir de manière anticipative la croissance des dépenses par des gains d'efficacité, des redéploiements et l'évitement des coûts dans les unités opérationnelles et les unités d'appui. Cette démarche a permis à la Banque d'orienter une part croissante des ressources vers les services de première ligne ; de faire progresser les connaissances et les analyses nationales, régionales et mondiales ; et d'accroître sa présence dans les pays pour mieux accompagner ses clients.

Les engagements et les services financiers de la BIRD

La BIRD est une coopérative de développement mondiale appartenant à ses 189 pays membres. Elle est la plus importante banque multilatérale de développement au monde. Elle accorde des prêts et fournit des garanties, des produits de gestion des risques et des services de conseil à des pays à revenu intermédiaire et à des pays à faible revenu solvables, et coordonne les ripostes aux défis de portée régionale et mondiale.

Au cours de l'exercice 22, les nouveaux engagements au titre de prêts de la BIRD ont atteint 33,1 milliards de dollars pour 136 opérations, dont 12 étaient des opérations mixtes BIRD/IDA.

TABLEAU 18 ENGAGEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 18–22

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Afrique de l'Est et Afrique Australe	470	315	1 716	1 525	2 907
Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale	650	505	9	500	386
Asie de l'Est et Pacifique	3 981	4 030	4 770	6 753	5 482
Europe et Asie Centrale	3 550	3 749	5 699	4 559	5 974
Amérique Latine et Caraïbes	3 898	5 709	6 798	9 464	9 407
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 945	4 872	3 419	3 976	4 135
Asie du Sud	4 508	4 011	5 565	3 746	4 781
Total	23 002	23 191	27 976	30 523	33 072

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

TABLEAU 19 DÉCAISSEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 18–22

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Afrique de l'Est et Afrique australe	210	159	932	325	2 441
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	524	531	155	132	261
Asie de l'Est et Pacifique	3 476	5 048	4 679	4 439	5 439
Europe et Asie Centrale	4 134	2 209	3 100	3 625	4 580
Amérique Latine et Caraïbes	4 066	4 847	5 799	8 741	8 911
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 281	4 790	2 415	2 764	3 407
Asie du Sud	1 698	2 598	3 158	3 665	3 129
Total	17 389	20 182	20 238	23 691	28 168

TABLEAU 20 ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR SECTEUR, EXERCICES 18–22

MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Agriculture, pêche et foresterie	2 561	1 025	1 767	1 260	3 611
Éducation	1 685	1 875	1 135	2 017	1 090
Énergie et industries extractives	3 084	2 847	2 053	2 379	3 069
Secteur financier	764	2 299	3 702	3 828	1 877
Santé	2 204	1 674	3 980	2 606	6 252
Industrie, commerce et services	3 416	2 361	2 208	3 030	1 916
Technologies de l'information et de la communication	324	611	886	773	509
Administration publique	2 189	5 327	4 301	5 666	6 484
Protection sociale	2 091	2 115	4 786	4 800	3 446
Transports	2 074	1 485	1 323	2 273	3 036
Eau, assainissement et gestion des déchets	2 610	1 571	1 834	1 891	1 782
Total	23 002	23 191	27 976	30 523	33 072

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/sector pour de plus amples informations.

Pour le suivi, l'établissement de rapports et une meilleure prise de décisions concernant ses engagements, la Banque applique une taxonomie des codes à toutes les opérations de prêt afin de refléter les secteurs et les thèmes vers lesquels nous orientons nos ressources. Les codes sectoriels tiennent compte des regroupements de haut niveau des activités économiques en fonction des types de biens et services produits et servent à indiquer le segment de l'économie que l'intervention de la Banque soutient. Les codes thématiques reflètent les buts et objectifs des activités financées par la Banque et sont utilisés pour rendre compte de l'appui de la Banque à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

TABLEAU 21 ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR THÈME, EXERCICES 18-22

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Politique économique	1 124	1 363	1 000	2 194	3 147
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	10 409	8 514	9 423	10 902	13 664
Finances	2 501	3 546	5 304	6 408	4 375
Développement humain et genre	6 641	7 227	12 799	21 928	16 024
Développement du secteur privé	4 945	4 438	4 936	6 616	5 101
Gestion du secteur public	1 353	2 912	3 206	3 682	671
Progrès social et protection sociale	2 844	2 453	4 721	5 603	3 964
Développement urbain et rural	8 593	6 511	6 777	7 945	10 549

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/thème pour de plus amples informations.

TABLEAU 22 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE LA BIRD, EXERCICE 22

MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Inde	3 986	Türkiye	1 591
Indonésie	2 604	Philippines	1 578
Colombie	2 130	Ukraine	1 572
Maroc	1 830	Angola	1 310
Argentine	1 795	Afrique du Sud	1 230

Les ressources et le modèle financier de la BIRD

La BIRD finance ses prêts sur ses fonds propres et avec de l'argent emprunté sur les marchés financiers par l'émission d'obligations de la BIRD pour financer les projets de développement dans les pays membres. La BIRD jouit d'une cote de crédit évaluée à Aaa par Moody's et à AAA par Standard & Poor's, et les investisseurs considèrent ses obligations comme des titres de haute qualité. Dans le contexte de la crise mondiale de liquidités et des défis posés par la COVID-19, l'approche de financement de la BIRD continue de viser à obtenir le meilleur rendement sur le long terme pour les membres emprunteurs. La capacité de la BIRD à assurer l'intermédiation des fonds qu'elle lève sur les marchés financiers internationaux au profit des pays en développement membres est importante et aide à réaliser ses objectifs.

La BIRD a recours aussi bien à des émissions à caractère mondial qu'à des émissions adaptées aux besoins de marchés spécifiques ou de types particuliers d'investisseurs. Ses obligations favorisent la participation des secteurs privé et public à la réalisation des objectifs de la Banque par le truchement d'investisseurs tels que les gestionnaires d'actifs, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les banques centrales, les sociétés de capitaux et les trésoreries du monde entier. La BIRD émet des obligations à l'intention des investisseurs dans des monnaies, avec des échéances et sur des marchés divers, et à des conditions fixes et variables. Elle ouvre souvent de nouveaux marchés pour les investisseurs internationaux en émettant de nouveaux produits ou obligations dans les monnaies des marchés émergents. Les volumes des financements annuels de la BIRD varient d'une année à l'autre.

FIGURE 9

MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA BIRD



TABEAU 23 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA BIRD, EXERCICES 18–22
EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Opérations de prêt en bref					
Engagements nets ^a	23 002	23 191	27 976	30 523	33 072
Décaissements bruts	17 389	20 182	20 238	23 691	28 168
Décaissements nets	5 638	10 091	10 622	13 590	14 876
Base de déclaration					
<i>Compte de résultat</i>					
Transferts approuvés par le Conseil des Gouverneurs et autres transferts	(178)	(338)	(340)	(411)	(354)
Résultat net (perte)	698	505	(42)	2 039	3 990
<i>Bilan</i>					
Total des actifs	263 800	283 031	296 804	317 301	317 542
Portefeuille de placements nets	73 492	81 127	82 485	85 831	82 057
Encours des prêts	183 588	192 752	202 158	218 799	227 092
Portefeuille d'emprunts ^b	213 652	228 763	237 231	253 656	256 909
Revenu disponible					
Revenu disponible	1 161	1 190	1 381	1 248	806
Réparti comme suit :					
Réserve générale ^c	913	831	950	874	589
Association internationale de développement	248	259	—	274	117
Compte de surplus	—	100	431 ^d	100	100
Capital disponible^{e,f}	43 518	45 360	47 138	49 997	50 481
Adéquation du capital					
Ratio fonds propres/prêts (%)	22,9	22,8	22,8	22,6	22,0

Note : Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

- Les montants comprennent les engagements de garantie et les facilités de garantie qui ont été approuvés par les Administrateurs (désignés « le Conseil » dans le présent document), et sont nets des résiliations et annulations totales relatives à des engagements approuvés au cours du même exercice.
- Cela inclut les produits dérivés associés.
- Le montant au 30 juin 2022 représente le transfert vers la Réserve générale de fonds prélevés sur le résultat net de l'exercice 2022, qui a été approuvé par le Conseil le 4 août 2022.
- Le 25 janvier 2021, le Conseil des Gouverneurs a approuvé un transfert de 331 millions de dollars à l'IDA provenant du Compte de surplus, qui a été effectué le 1er février 2021.
- Hors montants associés aux plus-values et pertes non réalisées sur des portefeuilles n'ayant pas fait l'objet de transactions, et les écarts de conversion nets et connexes.
- Le capital disponible inclut le montant prélevé sur le résultat net de l'exercice 2022 et transféré à la Réserve générale, qui a été approuvé par le Conseil le 4 août 2022.

L'approche de la BIRD lui permet d'emprunter à des conditions de marché favorables et de transférer les économies ainsi réalisées à ses membres emprunteurs. Les fonds qui ne sont pas immédiatement affectés à des prêts sont conservés dans le portefeuille de placements de la BIRD afin d'apporter des liquidités pour ses opérations. Durant l'exercice 22, la BIRD a ainsi levé 41 milliards de dollars via l'émission de titres de créance libellés en diverses monnaies.

La BIRD est une institution coopérative et, à ce titre, elle cherche non pas à optimiser son profit, mais à dégager un revenu suffisant pour assurer les capacités financières à long terme nécessaires pour soutenir ses activités de développement. Les Administrateurs ont approuvé le versement à la réserve générale d'un montant de 589 millions de dollars prélevé sur le revenu net disponible de l'exercice 22, et ils ont recommandé au Conseil des Gouverneurs d'approuver le transfert de 117 millions de dollars au compte de surplus. Dans le cadre de ses opérations de prêt, d'emprunt et de placement, la BIRD est exposée à des risques de marché, des risques de contrepartie, des risques pays et des risques opérationnels.

Le Responsable principal de la gestion des risques du Groupe de la Banque dirige la fonction de surveillance des risques et soutient le processus décisionnel de l'institution par le biais de comités de gestion des risques. En outre, la BIRD a mis en place un cadre efficace de gestion des risques qui aide la direction dans ses fonctions de surveillance. Ce cadre vise à donner des moyens d'action à la BIRD et à l'aider à réaliser ses objectifs d'une manière financièrement viable. Le ratio des fonds propres aux prêts est un indicateur synthétique de la capacité de l'institution à assumer ces risques. La BIRD suit attentivement l'évolution de cet indicateur en tenant compte de ses perspectives financières et des risques auxquels elle s'expose. Au 30 juin 2022, ce ratio s'établissait à 22 %, et le capital souscrit cumulé de la BIRD s'élevait à 307,1 milliards de dollars, dont 20,5 milliards de dollars de capital libéré.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/ibrd.

Les engagements et les services financiers de l'IDA

L'IDA est la source multilatérale de financements concessionnels la plus importante pour les pays les plus pauvres. Elle accorde des financements sous forme de prêts, dons et garanties pour aider ces pays à renforcer la croissance économique, faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des pauvres.

L'exercice 22 a marqué la seconde —et dernière— année du cycle IDA-19. À la lumière des circonstances extraordinaires et des besoins de financement élevés des pays IDA causés par la crise de la COVID-19, la majorité des ressources d'IDA-19 ont été affectées aux exercices 21 et 22, avec l'accord des partenaires de l'IDA, afin qu'IDA-20 commence un an plus tôt et couvre les exercices 23 à 25.

Durant l'exercice 22, 74 pays étaient admissibles au bénéfice de l'aide de l'IDA. Les nouveaux engagements au titre de prêts de l'IDA se sont chiffrés à 37,7 milliards de dollars pour 305 opérations, dont 12 étaient des opérations mixtes BIRD/IDA. Ces engagements comprenaient 24,5 milliards de dollars de crédits et 13,2 milliards de dollars de dons. En outre, durant l'exercice écoulé, [23] projets et sous-projets d'un montant total de 1,1 milliard de dollars ont été approuvés pour bénéficier d'un financement par le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, IFC et la MIGA (PSW) établi dans le cadre d'IDA-19.

TABLEAU 24 ENGAGEMENTS DE L'IDA, PAR RÉGION, EXERCICES 18-22

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Afrique de l'Est et Afrique australe	8 067	7 512	9 581	14 089	15 266
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	7 344	6 675	9 514	10 955	12 213
Asie de l'Est et Pacifique	631	1 272	2 500	1 115	1 673
Europe et Asie Centrale	957	583	1 497	1 315	2 511
Amérique Latine et Caraïbes	428	430	978	769	1 030
Moyen-Orient et Afrique du Nord	430	611	203	658	817
Asie du Sud	6 153	4 849	6 092	7 127	4 217
Total^a	24 010	21 932	30 365	36 028	37 727

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 25 DÉCAISSEMENTS DE L'IDA PAR RÉGION, EXERCICES 18–22

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Afrique de l'Est et Afrique australe	4 695	6 168	7 904	8 081	7 133
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	3 511	4 022	5 469	6 045	6 544
Asie de l'Est et Pacifique	1 252	1 282	1 589	1 297	1 502
Europe et Asie centrale	298	931	365	880	764
Amérique latine et Caraïbes	223	340	466	495	510
Moyen-Orient et Afrique du Nord	569	647	151	379	559
Asie du Sud	3 835	4 159	5 235	5 744	4 202
Total	14 383	17 549	21 179^a	22 921^a	21 214^a

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 26 ENGAGEMENTS DE L'IDA PAR SECTEUR, EXERCICES 18–22

MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Agriculture, pêche et foresterie	1 442	2 796	1 978	2 912	4 008
Éducation	2 836	1 767	4 037	3 585	2 335
Énergie et industries extractives	4 028	3 468	3 218	3 801	3 696
Secteur financier	546	870	534	1 910	1 346
Santé	2 062	1 736	4 295	3 840	4 269
Industrie, commerce et services	1 991	1 963	2 712	2 174	2 317
Technologies de l'information et de la communication	419	779	1 202	1 151	1 245
Administration publique	5 013	3 109	4 252	5 572	6 194
Protection sociale	2 112	2 163	4 185	6 352	4 792
Transports	1 455	1 709	2 132	2 367	5 167
Eau, assainissement et gestion des déchets	2 105	1 572	1 820	2 365	2 357
Total^a	24 010	21 932	30 365	36 028	37 727

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/sector pour de plus amples informations.

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 27 ENGAGEMENTS DE L'IDA PAR THÈME, EXERCICES 18–22

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Politique économique	468	1 073	1 192	1 972	2 236
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	9 491	9 680	11 141	13 019	15 228
Finances	1 642	2 418	2 680	6 161	5 760
Développement humain et genre	7 509	7 860	15 974	26 353	22 846
Développement du secteur privé	4 240 ^a	5 145 ^a	7 232 ^a	8 523	8 244
Gestion du secteur public	3 827	2 513	4 158	4 698	5 192
Progrès social et protection sociale	2 980	2 722	4 738	8 114	6 568
Développement urbain et rural	8 654	7 866	8 899	11 647	19 375

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/thème pour de plus amples informations.

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 28 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE L'IDA, EXERCICE 22

MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Nigéria	2 400	Niger	1 728
Bangladesh	2 161	Ouganda	1 715
Congo, République démocratique du	2 125	Tanzanie	1 650
Éthiopie	1 904	Mozambique	1 287
Kenya	1 800	Cameroun	1 120

En avril 2022, les Administrateurs ont approuvé une augmentation du pouvoir d'engagement d'IDA-19 de 1 milliard de dollars pour soutenir l'Ukraine à titre exceptionnel pendant la période couverte par IDA-19. Cette mesure a permis à l'IDA de compléter le soutien de la BIRD et des partenaires de développement pour répondre aux besoins urgents de financement du développement de l'Ukraine depuis le début de la guerre. Ce financement extraordinaire est accordé aux conditions de prêt de la BIRD et a une échéance plus courte, avec un différé d'amortissement de six ans et une échéance finale de 10 ans. Il est venu s'ajouter aux allocations d'IDA-19 initialement convenues, et n'a donc pas eu d'incidence sur le financement prévu pour les 74 pays admis à emprunter à l'IDA.

Pour le suivi, l'établissement de rapports et une meilleure prise de décisions concernant ses engagements, la Banque applique une taxonomie des codes à toutes les opérations de prêt afin de refléter les secteurs et les thèmes vers lesquels nous orientons nos ressources. Les codes sectoriels tiennent compte des regroupements de haut niveau des activités économiques en fonction des types de biens et services produits ; ils servent à indiquer le segment de l'économie que l'intervention de la Banque soutient. Les codes thématiques reflètent les buts et objectifs des activités financées par la Banque et sont utilisés pour rendre compte de l'appui de la Banque à la réalisation des ODD.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse ida.worldbank.org.

Les ressources et le modèle financier de l'IDA

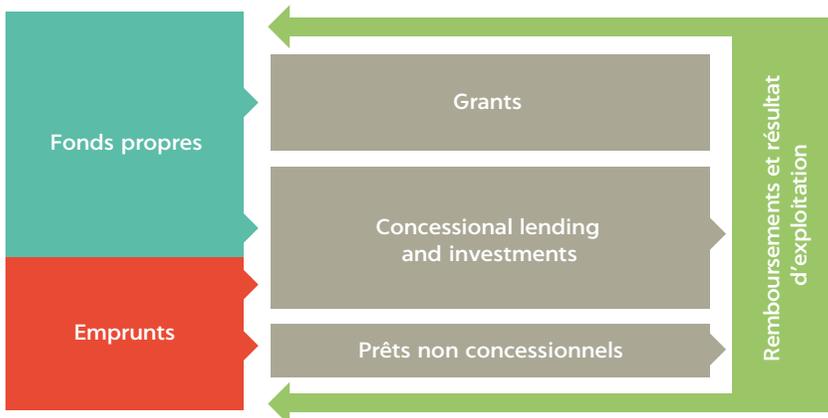
L'IDA est principalement financée par les contributions des pays partenaires à revenu élevé et à revenu intermédiaire, les transferts d'autres institutions du Groupe de la Banque, les remboursements par les emprunteurs de crédits IDA antérieurs et les financements levés sur les marchés financiers. En 2016, l'IDA a reçu sa toute première cote de crédit — un triple A — qui a été réaffirmée chaque année par les agences de notation depuis lors. La solidité financière de l'IDA tient à la robustesse de la situation de son capital et du soutien de ses actionnaires, ainsi qu'à la prudence de ses politiques et de ses méthodes financières, y compris les normes de fonds propres, qui lui permettent de maintenir sa cote de crédit triple A. L'IDA applique la gouvernance de gestion des risques que la BIRD.

L'IDA utilise ces financements pour soutenir un train de mesures ambitieux recoupant cinq thèmes particuliers et plusieurs questions transversales, qui sont ajustés à chaque cycle de reconstitution des ressources. Pour IDA-19 (qui couvre les exercices 21 et 22), les thèmes sont les suivants : emploi et transformation économique ; changement climatique ; genre et développement ; fragilité, conflits et violence ; et gouvernance et institutions. Les domaines transversaux fondamentaux comprennent la dette, le capital humain, la technologie et le handicap.

Pour IDA-19, les partenaires de développement ont convenu d'une enveloppe de financement de 82 milliards de dollars (contre-valeur de 59,3 milliards de DTS)¹ pour accorder des crédits, des dons et des garanties aux pays clients de l'IDA. Sur ce montant, 73,8 milliards de dollars devraient être accordés à des conditions de faveur, 5,7 milliards de dollars aux conditions de la BIRD pour le Mécanisme de financement complémentaire et 2,5 milliards de dollars pour le Guichet de promotion du secteur privé. Pour aider les pays à faire face aux répercussions sanitaires, économiques et sociales de la crise de la COVID-19, la Banque a alloué 43 % des ressources d'IDA-19 durant l'exercice 21.

¹ Le cadre de financement de la reconstitution des ressources d'IDA-19 est principalement administré en droits de tirage spéciaux (DTS). Les contre-valeurs en dollars des États-Unis présentées dans ce rapport sont calculées aux taux de change de référence d'IDA-19.

FIGURE 10
MODÈLE ÉCONOMIQUE DE L'IDA



Cela a été suivi d'un accord de verser une grande partie ses ressources de l'exercice 23 durant l'exercice 22. Ces mesures ont permis à l'IDA de maintenir l'ampleur du financement à 35 milliards de dollars pour les exercices 21 et 22, à l'exclusion du Guichet de promotion du secteur privé. Le montant restant d'environ 11 milliards de dollars est reporté sur IDA-20. Au 30 juin 2022, 36,1 milliards de dollars avaient été engagés à des conditions concessionnelles, 1,6 milliard de dollars à des conditions non concessionnelles (à travers le Mécanisme de financement complémentaire) et 1,1 milliard de dollars à travers le Guichet de promotion du secteur privé. Les dépenses administratives de l'IDA sont recouvrées principalement sur les commissions de service et intérêts nets versés par les pays bénéficiaires.

Pour soutenir IDA-19, les partenaires fournissent 23,5 milliards de dollars (contre-valeur de 17 milliards de DTS) de dons, dont 0,2 milliard de dollars constituent l'élément de libéralité des contributions sous forme de prêts concessionnels des partenaires. Les partenaires apportent en outre 0,9 milliard de dollars sous forme de prêts concessionnels, — 0,6 milliard de dollars d'élément de libéralité — et 3,9 milliards de dollars pour dédommager l'IDA des remises de dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale au cours de la période couverte par IDA-19. Au 30 juin 2022, 49 partenaires avaient soumis des Instruments d'engagement au titre d'IDA-19. L'ensemble des instruments d'engagement soumis à ce jour représente 23,4 milliards de dollars, soit 99,7 % du montant total des contributions annoncées. Le programme d'emprunt de l'IDA lui permet d'accroître considérablement l'appui qu'elle apporte à la réalisation des ODD tout en offrant aux investisseurs un moyen efficace de contribuer au développement dans le monde. Dans le cadre d'IDA-19, ce modèle financier hybride — qui conjugue les contributions de bailleur de fonds à la dette contractée sur les marchés — permet à l'IDA de mobiliser plus de trois dollars d'engagements pour chaque dollar que les partenaires de développement contribuent.

Depuis l'émission de sa première obligation sur les marchés financiers internationaux le 17 avril 2018, l'IDA a émis l'équivalent d'environ 25 milliards de dollars en cinq monnaies : euro, livre sterling, couronne suédoise, couronne norvégienne et dollar des États-Unis. L'IDA

TABLEAU 29 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE L'IDA, EXERCICES 18-22
EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22
Prêts, dons et garanties					
Engagements nets ^a	24 010 ^b	21 932 ^b	30 365 ^b	36 028 ^b	37 727
Décassements bruts	14 383	17 549	21 179 ^b	22 921 ^b	21 214
Décassements nets	9 290	12 221	15 112 ^b	16 465 ^b	14 477
Bilan					
Total des actifs	184 666	188 553	199 472	219 324	220 014
Portefeuille de placements nets	33 735	32 443	35 571	37 921	39 561
Encours des prêts	145 656	151 921	160 961	177 779	174 490
Portefeuille d'emprunts ^c	7 318	10 149	19 653	28 335	35 032
Total fonds propres	163 945	162 982	168 171	180 876	178 668
Compte de résultat					
Produit des intérêts sur prêts, net des dépenses d'emprunt	1 647	1 702	1 843	1 996	1 901
Transferts provenant d'organisations affiliées et autres	203	258	252	544	274
Dons au titre du développement	(4 969)	(7 694)	(1 475)	(2 830)	(2 372)
Résultat net (perte)	(5 231)	(6 650)	(1 114)	(433)	12
Résultat net ajusté (perte)	(391)	225	724	394	260
Adéquation du capital					
Ratio du capital stratégique utilisable (%)	37,4	35,3	35,8	30,4	26,4

Note : Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

- Les montants incluent les engagements ayant été approuvés par les Administrateurs, sont nets des opérations totalement annulées/résiliées relatives à des engagements approuvés au cours du même exercice.
- Les engagements, décaissements bruts et décaissements nets n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.
- Inclut les produits dérivés associés.

continue d'élargir sa base d'investisseurs et de lever des liquidités en diverses devises auprès d'un ensemble diversifié d'investisseurs. Nous continuerons de rechercher des possibilités de diversifier davantage les monnaies dans lesquelles sont libellées les transactions de l'IDA et d'accroître sa présence sur les marchés financiers.

Vingtième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-20)

Dans le cadre d'une reconstitution précoce opérée en décembre 2021, les membres de l'IDA ont convenu du cadre opérationnel et financier d'IDA-20 pour une enveloppe, qui couvre les exercices 23 à 25, de financement de 93 milliards de dollars. Cette enveloppe est constituée de 23,5 milliards de dollars de contributions de 52 pays membres, ainsi que de contributions à l'IADM, de financements levés sur les marchés financiers, de ressources reportées d'IDA-19, de ressources internes (telles que les remboursements de prêts) et de transferts de la BIRD. De nouvelles conditions ont également été introduites dans le cadre d'IDA-20 pour les pays admis à emprunter : des prêts à échéance plus courte et des crédits sur 50 ans.

Comme convenu durant les négociations, le train de mesures et l'enveloppe financière d'IDA-20 sont les plus ambitieux à ce jour et sont guidés par les progrès réalisés dans le cadre d'IDA-19, ainsi que par la mission de la Banque et sa réponse à la COVID-19. Le thème général retenu pour IDA-20 est « Reconstruire en mieux après la crise : Vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Le cadre d'intervention d'IDA-20 retient les quatre thèmes particuliers d'IDA-19, à savoir changement climatique ; fragilité, conflits et violence ; genre et développement ; et emplois et transformation économique. Il introduit par ailleurs un cinquième thème particulier, à savoir le capital humain. IDA-20 contribuera également à approfondir les efforts de reprise en mettant en exergue quatre questions transversales : préparation aux crises, question nouvellement introduite pour IDA-20 ; dette ; gouvernance et institutions ; et technologies. Face à des défis multiples, IDA-20 est bien placée pour aider les pays IDA à affronter les risques grandissants, qui se superposent les uns aux autres. La période couverte par IDA-20 a débuté le 1^{er} juillet 2022.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse ida.worldbank.org.

Une volonté de résultats

La Banque mondiale aide les pays à relever leurs défis de développement les plus pressants en fournissant des financements, en partageant ses connaissances et en travaillant avec les secteurs public et privé. Notre travail couvre des régions, des secteurs et des branches d'activité pour garantir des résultats tangibles et un impact durable sur le développement.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/results.

- 1 Azerbaïdjan :** entre 2008 et 2019, plus de 324 000 personnes ont eu accès à un approvisionnement en eau et à un assainissement de meilleure qualité grâce à une amélioration des installations.
- 2 Bangladesh :** entre 2011 et 2021, près de 4 milliards de dollars d'investissements privés directs ont été mobilisés, qui ont entraîné la création de plus de 41 000 emplois.
- 3 Bhoutan :** entre 2020 et 2021, tous les hôpitaux et 78 centres de santé primaires ont reçu des kits de test pour la COVID-19, et 20 autorités sanitaires de district ont reçu des équipements de protection individuelle.
- 4 Brésil :** entre 2009 et 2020, environ 900 000 habitants de la zone métropolitaine de Recife ont eu accès à un service d'alimentation en eau 24 h/24.
- 5 Burkina Faso :** Entre 2020 et 2022, plus de 3 000 personnes, dont un tiers de femmes, ont obtenu des crédits d'un montant total de 49 millions de dollars auprès d'institutions financières.
- 6 Chine :** entre 2013 et 2020, un système intégré de gestion des risques d'inondation a permis de relever le niveau de protection de la ville de Jingdezhen contre les inondations, ce qui a permis d'éviter des pertes estimées à près de 500 millions de dollars en 2020.
- 7 Colombie :** entre 2015 et 2021, environ 144 000 migrants et réfugiés originaires du Venezuela ont pu accéder aux services de l'agence nationale pour l'emploi ; environ 760 000 migrants et réfugiés, dont plus de la moitié étaient des femmes, ont obtenu des titres de séjour temporaires ; et 354 000 ont été inscrits au système de santé.
- 8 Djibouti :** depuis 2019, plus de 85 000 ménages, soit plus d'un tiers de la population, ont été inscrits au registre social national, ce qui a permis d'améliorer l'accès à l'assurance maladie, au logement social, à l'aide alimentaire et aux transferts monétaires.
- 9 Égypte :** en juin 2022, près de 13 millions de personnes, dont environ les trois quarts étaient des femmes, ont bénéficié d'un programme de transferts monétaires.
- 10 Ghana :** depuis 2020, le gouvernement a dispensé un enseignement à distance à environ 4,5 millions d'élèves, et plus de 5,8 millions d'enfants ont reçu des repas scolaires quotidiens et des kits d'assainissement.
- 11 Honduras :** entre 2010 et 2021, 120 plans d'affaires ont été établis pour de petits producteurs ruraux, qui ont permis d'augmenter la productivité et les ventes de près de 24 % ; et près de 13 000 personnes, dont un tiers provenant de communautés autochtones, ont bénéficié de dons, de formations et d'un meilleur accès aux marchés.
- 12 Inde :** entre 2016 et 2021, plus de 100 000 jeunes défavorisés, dont la moitié étaient des femmes, ont bénéficié d'une formation axée sur le marché.
- 13 Jordanie :** depuis 2017, plus de 32 000 enfants jordaniens et syriens ont obtenu un meilleur accès à l'éducation préscolaire.



14 Kosovo : depuis 2018, 76 écoles et 27 centres de santé de zones reculées ont bénéficié d'une connexion Internet à haut débit.

15 Libéria : entre 2019 et 2021, près de 15 000 personnes issues de ménages vulnérables de la région de Monrovia, dont environ 70 % de femmes, ont reçu des transferts monétaires d'urgence via des comptes mobiles dans le cadre du premier programme urbain de ce type pour le pays.

16 Malaisie : entre 2017 et 2019, les coûts des envois de fonds dans la région de Sabah ont été ramenés de 4,5 à 2,2 %, ce qui a permis aux travailleurs migrants d'économiser plus de 31 millions de dollars.

17 Malawi : entre 2011 et 2018, le taux d'accès des femmes aux services bancaires est passé de 17 à 39 %.

18 Maldives : depuis 2020, le nombre de stations météorologiques automatisées est passé de 36 à 63, ce qui a permis d'améliorer la collecte de données climatiques ainsi que la gestion et la prévision des catastrophes et la préparation à ces dernières.

19 Mongolie : depuis 2020, environ 1,2 million de personnes ont été vaccinées contre la COVID-19 et plus de 1 700 agents de santé ont reçu une formation à la prévention de cette infection.

20 Niger : entre 2020 et 2021, environ 2,8 millions de personnes ont bénéficié de transferts monétaires d'urgence pour faire face aux effets de la COVID-19.

21 Ouzbékistan : entre 2012 et 2022, plus de 268 000 personnes dans les districts d'Alat et de Karakul ont eu accès à l'eau potable.

22 Pérou : en 2020, des lignes de crédit conditionnelles ont permis de mobiliser 1,2 milliard de dollars pour aider le gouvernement à mieux répondre aux effets des catastrophes.

23 Philippines : depuis 2020, 13 projets communautaires à Mindanao ont contribué à améliorer les routes, les systèmes d'approvisionnement en eau et les installations post-récolte, ce dont ont bénéficié environ 32 000 personnes, dont la moitié sont des femmes.

24 République kirghize : entre 2014 et 2019, plus de 190 000 personnes ont bénéficié de meilleures pratiques de gestion des pâturages et du bétail et de meilleures institutions communautaires.

25 Somalie : entre 2018 et 2020, le ratio dette/PIB a été ramené de 113 à 70 %.

26 Tanzanie : entre 2017 et 2022, plus de 4,5 millions de personnes ont eu accès à l'électricité.

27 Yémen : entre 2018 et 2022, plus de 91 000 ménages, dont environ un cinquième dirigés par des femmes, ont eu accès à des systèmes d'énergie solaire abordables.

28 Zambie : de 2014 à 2022, environ 95 000 femmes ont obtenu un meilleur accès à un soutien aux moyens de subsistance et plus de 58 000 filles défavorisées ont accédé à l'enseignement secondaire.

Rapport annuel 2022 de la Banque mondiale

Intégration des États financiers par renvoi. Le Rapport de gestion et les États financiers vérifiés de la BIRD et de l'IDA (les « États financiers ») sont réputés être intégrés au présent Rapport annuel et en faire partie. Les États financiers peuvent être consultés à l'adresse www.worldbank.org/annualreport.

Des informations complémentaires sur les questions financières et organisationnelles et sur les opérations de prêt de la BIRD et de l'IDA sont disponibles à l'adresse <https://www.worldbank.org/annualreport>.

Pour de plus amples informations sur la Banque mondiale, veuillez consulter les sites :

- *Finances One* : <https://financesapp.worldbank.org>
- *Fiche de performance institutionnelle* : <http://scorecard.worldbank.org>
- *Données ouvertes de la Banque mondiale* : <http://data.worldbank.org>
- *Archives du savoir en libre accès* : <http://openknowledge.worldbank.org>
- *Responsabilité institutionnelle de la Banque mondiale* : <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>
- *Accès à l'information de la Banque mondiale* : <http://www.worldbank.org/en/access-to-information>

Production. Le *Rapport annuel 2022 de la Banque mondiale* a été produit par l'Unité des relations extérieures et institutionnelles du Groupe de la Banque mondiale sous la direction de Corinne Woods, Nicole Frost et Alejandra Viveros du Département de la communication institutionnelle et la coordination éditoriale de Leslie Yun et Paul McClure. La conception graphique du rapport a été assurée par Naylor Design, Inc. et la composition typographique par BMWW. Le Rapport annuel a été traduit par le Service de traduction et d'interprétation de la Banque mondiale. Il a été imprimé par Professional Graphics Printing Co., une entreprise certifiée appartenant à une femme issue d'une minorité (basée à Laurel dans le Maryland, États-Unis).

Crédits photos. Première de couverture : Nozim Kalandarov/Banque mondiale ; 2 : Ezra Acayan/Banque mondiale ; 5 : Jacek Waszkiewicz/Banque mondiale ; 7 : Simone D. McCourtie/Banque mondiale ; 8 et 9 : Grant Ellis/Banque mondiale ; 11 : Fedir Sydoruk ; 16 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; 21 : Felana Rajaonarivelo/Banque mondiale ; 25 : Kudjo Kaglan/Banque mondiale ; 29 : Ezra Acayan/Banque mondiale ; 33 : Fedir Sydoruk ; 37 : Orlando Barria/Banque mondiale ; 41 : PNUD Yémen ; 45 : Habibul Haque/Banque mondiale ; 46 : Markus Kostner/Banque mondiale ; 51 : Munkh G/Banque mondiale ; 53 : Chor Sokunthea/Banque mondiale ; 54 : Orlando Barria/Banque mondiale ; 55 : Jairo Bedoya/Banque mondiale ; 58 : Orlando Barria/Banque mondiale ; 59 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; 60 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; 63 : Arne Hoel/Banque mondiale ; 66 : Jairo Bedoya/Banque mondiale ; 67 : Felana Rajaonarivelo/Banque mondiale ; 68 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; 69 : Indra Baatarkhuu/Banque mondiale ; 70 : Vincent Tremeau/Banque mondiale ; 74 : K M Asas/Banque mondiale ; 78 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; 82 : Kelley Lynch/Banque mondiale ; 88 : Tran Thi Hoa/Banque mondiale ; 90 : Jutta Benzenberg/Banque mondiale ; 96 : Ezra Acayan/Banque mondiale.

Cet ouvrage respecte les normes d'utilisation de papier recommandées par Green Press Initiative. Le papier utilisé contient de la fibre recyclée, est certifié FSC® et EcoLogo, et est fabriqué au moyen d'un procédé sans chlore élémentaire qui utilise de l'énergie renouvelable à base de biogaz.

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction

et le développement / Banque mondiale

1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000;

site internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 25 24 23 22

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Aucune des dispositions précédentes ne constitue une limite ou une renonciation à l'un quelconque des privilèges et immunités de la Banque mondiale, et ne peut être interprétée comme telle. Tous lesdits privilèges et immunités de la Banque mondiale sont expressément réservés.

Droits et licences



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification —, il est possible de copier, distribuer et transmettre le contenu de l'ouvrage, à des fins non commerciales uniquement, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Paternité — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2022. *Rapport annuel 2022 de la Banque mondiale*. Washington, DC : Banque mondiale. doi : 10.1596/AR2022FR. Licence : Creative Commons Attribution — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO).

Pas d'utilisation commerciale — Cet ouvrage ne peut être utilisé à des fins commerciales.

Pas de modification — Cet ouvrage ne peut être modifié, transformé ou utilisé pour créer des œuvres dérivées.

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamation ou de plainte pour violation desdits droits. Pour réutiliser une partie de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les parties de l'ouvrage, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

doi: 10.1596/AR2022FR



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD - IDA

IFC

Société Financière
Internationale

MIGA

Agence multilatérale de
garantie des investissements



La Banque mondiale se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA). La mission de l'institution consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée de manière durable.

Pour en savoir : www.worldbank.org/annualreport